



GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

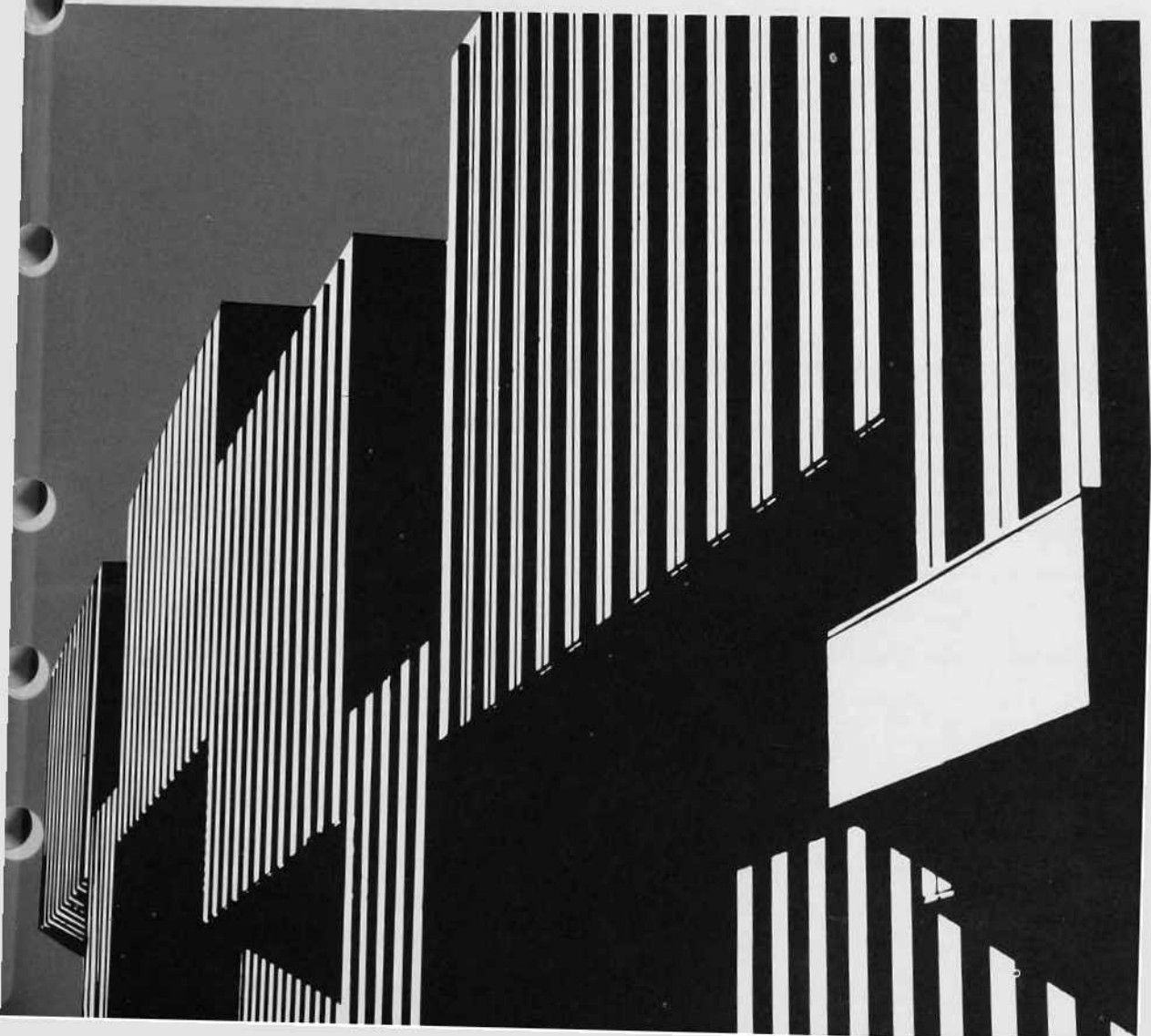
105^e ANNÉE
VOL. 105

N^o 28

5511

PARTIE 2 LOIS ET RÈGLEMENTS

PART 2 LAWS AND REGULATIONS



PARTIE 2

AVIS AU LECTEUR

La *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est publiée en vertu de la Loi sur la Législature (S.R.Q. 1964, ch. 6 et am.) et du Règlement concernant la *Gazette officielle du Québec* (A.C. 3213-72, au moins les deuxième et quatrième mercredis de chaque mois.

La Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édiction de normes générales et impersonnelles. On insère également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Il est possible d'obtenir un tiré à part de tout règlement ou de tout texte réglementaire publié dans le présent numéro en s'adressant à l'Éditeur officiel du Québec qui indiquera le tarif sur demande.

On peut consulter la *Gazette officielle du Québec* Partie 2, dans la plupart des bibliothèques.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est de \$30 et le prix d'un exemplaire de \$1.00. Prière d'adresser les commandes à l'Éditeur officiel du Québec, Québec.

L'Éditeur officiel du Québec,
CHARLES-HENRI DUBÉ.

PART 2

NOTICE TO READERS

The *Québec Official Gazette* is published under the authority of the Legislature Act (R.S.Q. 1964, ch. 6 and am.) and the Regulation respecting the *Québec Official Gazette* (O.C. 3213-72) on at least the second and fourth Wednesday of each month.

Part 2 of the *Québec Official Gazette* contains all instruments of a legislative nature, namely the acts of the National Assembly and all statutory instruments made by Order in Council, decree or ordinance, or any other instrument concerning the enactment of general and impersonal rules. Every proclamation enforcing all or part of an act is also inserted in this Part. Thus, the object of Part 2 is the publication in one edition of legislative instruments only.

Each regulation or statutory instrument published in this number may be obtained as a separate reprint from the Québec Official Publisher who will quote rates on request.

The *Québec Official Gazette* Part 2 is available in most libraries for consultation.

The cost of an annual subscription to the *Québec Official Gazette* Part 2 is \$30, and single issues \$1.00. Orders should be addressed to the Québec Official Publisher, Québec.

CHARLES-HENRI DUBÉ,
Québec Official Publisher.

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

L'Éditeur officiel du Québec,
Cité Parlementaire,
Québec G1A 1G7, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec G1A 1G7, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

L'Éditeur officiel du Québec, CHARLES-HENRI DUBÉ, *Québec Official Publisher*

LOIS ET RÈGLEMENTS

LAWS AND REGULATIONS

Textes réglementaires

Statutory instruments

Décision du 17 septembre 1973
Règ. 73-488, 25 septembre 1973

LOI DE L'ASSURANCE-RÉCOLTE
(L.Q., 1966/67, ch. 44)

Blé d'automne

Conformément à l'article 52 de la Loi de l'assurance-récolte (L.Q., 1966/67, ch. 44), avis est donné que la Régie de l'assurance-récolte a établi:

1. le prix unitaire à \$1.70 le minot (poids standard, 60 lbs)
2. les taux de cotisation suivants:
 - a) \$6.25 le \$100 de valeur assurée lorsque le niveau de garantie est de 70%;
 - b) \$6.00 le \$100 de valeur assurée lorsque le niveau de garantie est de 60%;
 - c) \$5.00 le \$100 de valeur assurée lorsque le niveau de garantie est de 50%.

Le secrétaire,
Me JEAN-MARC DUCHARME.

N.B. Les taux de cotisation indiqués ci-dessus représentent la partie payable par l'assuré, soit 50% de la prime totale.

234-o

Decision, 17 September 1973
Reg. 73-488, 25 September 1973

CROP INSURANCE ACT
(S.Q., 1966/67, ch. 44)

Winter Wheat

Pursuant to section 52 of the Crop Insurance Act (S.Q., 1966/67, ch. 44), notice is hereby given that the Québec Crop Insurance Board has determined:

1. the unit price at \$1.70 per bushel (standard weight, 60 pounds);
2. the following rates of assessment:
 - (a) \$6.25 per \$100 of insured value when the coverage is 70%;
 - (b) \$6.00 per \$100 of insured value when the coverage is 60%;
 - (c) \$5.00 per \$100 of insured value when the coverage is 50%.

JEAN-MARC DUCHARME,
Secretary.

N.B. The rates of assessment indicated above represent the part payable by the insured, that is 50% of the total premium.

234-o

A.C. 3360-73, 19 septembre 1973
Règ. 73-489, 25 septembre 1973

LOI DES TRANSPORTS
(L.Q., 1972, ch. 55)

Règles de pratique et de régie interne de la Commission des transports

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement 2A modifiant le Règlement 2 sur les règles de pratique et de régie interne de la Commission des transports du Québec.

ATTENDU QUE le paragraphe c de l'article 5 de la Loi des transports (L.Q., 1972, ch. 55) permet au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer les droits annuels ou autres payables pour la demande ou la délivrance de permis et déterminer les cautionnements qui peuvent être exigés;

ATTENDU QUE le paragraphe e de l'article 5 de ladite loi permet au lieutenant-gouverneur en conseil d'édicter les règles de pratique et de régie interne de la Commission des transports du Québec après consultation de celle-ci;

ATTENDU QUE l'article 41 de ladite loi tel que modifié par le projet de loi 32 sanctionné le 6 juillet 1973 prévoit que la procédure devant cette Commission est déterminée par les règles de pratique édictées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QUE le Règlement 2 sur les règles de pratique et de régie interne de la Commission des transports du Québec a été adopté par l'arrêté en conseil 2619-73 du 18 juillet 1973;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier le Règlement 2 sur les règles de pratique et de régie interne de la Commission des transports du Québec aux fins de fixer les droits payables pour la délivrance et le renouvellement des permis de propriétaire de taxi;

ATTENDU QUE le projet de règlement annexé aux présentes a été préparé en consultation de ladite Commission;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des transports:

QUE le Règlement 2.A sur les règles de pratique et de régie interne de la Commission soit adopté tel que rédigé et entre en vigueur le 1er novembre 1973.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

O.C. 3360-73, 19 September 1973
Reg. 73-489, 25 September 1973

TRANSPORT ACT
(S.Q., 1972, ch. 55)

Transport Commission rules of practice and rules for internal management

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Regulation 2A amending Regulation 2 respecting the rules of practice and rules for the internal management of the Québec Transport Commission.

WHEREAS under subparagraph c of section 5 of the Transport Act (S.Q., 1972, ch. 55), the Lieutenant-Governor in Council may fix the annual or other duties payable for the application for or issue of permits and fix the security which may be required;

WHEREAS under subparagraph e of section 5 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may make the rules of practice and the rules for the internal management of the Québec Transport Commission, after consulting it;

WHEREAS section 41 of the said Act as amended by Bill 32 assented to on 6 July 1973 prescribes that the procedure before the Commission is determined by the rules of practice made by regulation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS Regulation 2 respecting the rules of practice and rules for the internal management of the Québec Transport Commission was enacted under Order in Council 2619-73 dated 18 July, 1973;

WHEREAS it is expedient to amend Regulation 2 respecting the rules of practice and rules for the internal management of the Québec Transport Commission in order to fix the duties payable for the issue and renewal of taxicab owner's permits;

WHEREAS the draft Regulation annexed hereto was prepared in consultation with the said Commission;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT Regulation 2.A respecting the rules of practice and rules for the internal management of the Commission be enacted as drafted and come into force on 1 November 1973.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Règlement 2.A modifiant le Règlement sur les règles de pratique et de régie interne de la Commission des transports du Québec

Le chapitre IX du Règlement 2 sur les règles de pratique et de régie interne de la Commission des transports du Québec adopté par l'arrêté en conseil 2619-73 du 18 juillet 1973, est modifié en ajoutant à la fin de ce chapitre, après l'article 2.76, ce qui suit:

2.76.1 Il ne peut être exigé d'une personne qui détient en son nom et pour elle-même lors de l'entrée en vigueur du présent règlement un permis de propriétaire de véhicule-taxi délivré avant le 9 juillet 1972 en vertu d'un règlement municipal ou qui détient ce permis en vertu d'un transfert dûment autorisé par l'autorité municipale compétente, un droit supérieur au moindre des montants suivants:

- a) un montant de \$50; ou
- b) un montant égal à celui qui était exigé de cette personne en vertu d'un règlement municipal avant le 1er novembre 1973.

2.76.2 Le droit exigible pour le renouvellement d'un permis de propriétaire est le même que celui qui est exigible pour la délivrance de ce permis.

231-o

Regulation 2.A amending the Regulation respecting the rules of practice and rules for the internal management of the Québec Transport Commission

Chapter IX of Regulation 2 respecting the rules of practice and rules for the internal management of the Québec Transport Commission, enacted under Order in Council 2619-73 dated 18 July 1973, is amended by adding at the end of section 2.76, the following:

2.76.1 No person who holds in his own name and on his own behalf, at the time of coming into force of this Regulation, a taxicab owner's permit issued prior to 9 July 1972 under a municipal by-law, or who holds such permit by virtue of a transfer duly authorized by the competent municipal authority, shall be required to pay a duty in excess of the lesser of the following amounts:

- (a) an amount of \$50; or
- (b) an amount equal to that which was required from such person under a municipal by-law prior to 1 November 1973.

2.76.2 The duty payable for the renewal of an owner's permit shall be the same as that payable for the issue of such permit.

231-o

A.C. 3361-73, 19 septembre 1973
Règ. 73-490, 25 septembre 1973

CODE DE LA ROUTE
(S.R.Q., 1964, ch. 231)

Permis de conduire

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement 4 sur le permis de conduire.

ATTENDU QUE le paragraphe *d* de l'article 4.33 du Règlement 4 sur le permis de conduire oblige toute personne qui désire un permis de conduire un véhicule-taxi à demeurer dans l'agglomération où elle désire conduire un véhicule-taxi.

ATTENDU QUE cette disposition est de nature à obliger certains chauffeurs de taxi à abandonner l'exercice de leur métier ou à les obliger à changer de résidence, et qu'il y a lieu de la supprimer.

ATTENDU QUE le paragraphe *k* de l'article 4.33 et le paragraphe *e* de l'article 4.36 dudit règlement obligent une personne qui désire obtenir un permis de conduire un véhicule-taxi de fournir un certificat de la Sûreté du Québec attestant qu'elle n'a pas été condamnée pour certaines infractions au Code de la route.

ATTENDU QU'il est physiquement impossible à la Sûreté du Québec d'attester, avant le 31 octobre 1973, que 30,000 personnes n'ont pas fait l'objet de certaines condamnations au Code criminel.

ATTENDU QUE le bureau des véhicules automobiles doit procéder par étapes pour émettre un nouveau type de permis et ne peut classer avant un certain temps les certificats d'absence de condamnation des personnes qui demandent un permis de chauffeur de véhicule-taxi.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des transports:

QUE le Règlement 4.E ci-annexé soit adopté et entre en vigueur le premier septembre 1973.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement 4.E modifiant le règlement 4
sur le permis de conduire

4.E.1 Le Règlement 4 sur le permis de conduire adopté par l'arrêté en conseil 3127-72 du 25 octobre 1972, modifié par le Règlement 4.A adopté par l'arrêté en conseil 3395-72 du 15 novembre 1972, par le Règlement 4.B adopté par l'arrêté en conseil 3821-72 du 20 décembre 1972 et par le Règlement 4.C adopté par l'arrêté en conseil 1490-73 du 27 avril 1973, par l'arrêté

O.C. 3361-73, 19 September 1973
Reg. 73-490, 25 September 1973

HIGHWAY CODE
(R.S.Q., 1964, ch. 231)

Driving permits

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Regulation 4 respecting driving permits.

WHEREAS under paragraph *d* of section 4.33 of Regulation 4 respecting driving permits, every person who wishes to obtain a taxicab chauffeur's permit must reside in the conglomeration where he intends to operate a taxicab.

WHEREAS because of this provision, certain taxicab chauffeurs may be obliged to abandon their occupation or change their place of residence and, for these reasons, it is expedient to revoke the said provision.

WHEREAS under paragraph *k* of section 4.33 and paragraph *e* of section 4.36 of the said Regulation, every person who wishes to obtain a taxicab chauffeur's permit must furnish a certificate from the Québec Police Force attesting that the applicant has not been convicted of certain offences under the Highway Code.

WHEREAS it is physically impossible for the Québec Police Force to issue, before 31 October 1973, certificates attesting that 30,000 people were not convicted under the Criminal Code.

WHEREAS the Motor Vehicle Bureau must proceed by stages in the issuance of a new category of permit and requires a certain time to classify lack of conviction certificates with respect to persons applying for a taxicab chauffeur's permit.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT Regulation 4.E annexed hereto be enacted and come into force on 1 September 1973.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation 4.E amending Regulation 4
respecting driving permits

4.E.1 Regulation 4 respecting driving permits enacted under Order in Council 3127-72 dated 25 October 1972, amended by Regulation 4.A enacted under Order in Council 3395-72 dated 15 November 1972, by Regulation 4.B enacted under Order in Council 3821-72 dated 20 December 1972, by Regulation 4.C enacted under Order in Council 1490-73 dated 27 April 1973, and

en conseil 2620-73 du 18 juillet 1973, est de nouveau modifié conformément aux articles suivants.

- 4.E.2** a) Le paragraphe *d* de l'article 4.33 dudit Règlement est abrogé.
- b) Les paragraphes *e, f, g, h, i, j, k, l* et *m* deviennent respectivement les paragraphes *d, e, f, g, h, i, j, k* et *l*.
- c) Le paragraphe *k* devenu le paragraphe *j* est remplacé par le suivant:
- « **(j)** de n'avoir pas été condamné depuis 2 ans pour une infraction au Code criminel punissable d'un emprisonnement de 2 ans. »
- 4.E.3** L'article 4.36 dudit règlement est modifié en remplaçant, dans le paragraphe *e*, la lettre *k* par la lettre *j*.
- 4.E.4** L'article 4.47 dudit règlement est modifié en remplaçant, dans cet article la lettre *k* par la lettre *j*.
- 4.E.5** L'article 4.66 dudit règlement est modifié en ajoutant à la fin ce qui suit: « et le paragraphe *e* de l'article 4.36 qui entre en vigueur à compter du premier décembre 1974. »
- 4.E.6** Le présent règlement entre en vigueur le premier septembre 1973.

231-o

under Order in Council 2620-73 dated 18 July 1973, is further amended in accordance with the following sections.

- 4.E.2** (a) Paragraph *d* of section 4.33 of the said Regulation is revoked.
- (b) Paragraphs *e, f, g, h, i, j, k, l*, and *m* shall become paragraphs *d, e, f, g, h, i, j, k*, and *l* respectively.
- (c) Paragraph *k*, now referred to as paragraph *j*, is replaced by the following:
- “(j) he has not been convicted during the preceding 2 years of an offence under the Criminal Code punishable by imprisonment for 2 years”.
- 4.E.3** Section 4.36 of the said Regulation is amended by replacing in paragraph *e* the letter *k* by the letter *j*.
- 4.E.4** Section 4.47 of the said Regulation is amended by replacing the letter *k* therein by the letter *j*.
- 4.E.5** Section 4.66 of the said Regulation is amended by adding at the end the following: “and paragraph *e* of section 4.36 which shall come into force on 1 December 1974”.
- 4.E.6** This Regulation shall come into force on 1 September 1973.

231-o

A.C. 3362-73, 19 septembre 1973
Règ. 73-491, 25 septembre 1973

CODE DE LA ROUTE
(S.R.Q., 1964, ch. 231)

Permis de conduire

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement 4.F modifiant le Règlement 4 sur les permis de conduire.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des transports:

QUE le Règlement 4.F ci-annexé modifiant le Règlement 4 sur les permis de conduire adopté par l'arrêté en conseil 3127-72 du 25 octobre 1972, modifié par le Règlement 4.A adopté par l'arrêté en conseil 3395-72 du 15 novembre 1972, par le Règlement 4.B adopté par l'arrêté en conseil 3821-72 du 20 décembre 1972, par le Règlement 4.C adopté par l'arrêté en conseil 1490-73 du 27 avril 1973, par le Règlement 4.D adopté par l'arrêté en conseil 2620-73 du 18 juillet 1973 et par le Règlement 4.E adopté par l'arrêté en conseil 3361-73 du 19 septembre 1973 soit adopté.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement 4.F modifiant le Règlement 4
sur les permis de conduire

4.F.1 Le Règlement 4 sur les permis de conduire adopté par l'arrêté en conseil 3127-72 du 25 octobre 1972, modifié par le Règlement 4.A adopté par l'arrêté en conseil 3395-72 du 15 novembre 1972, par le Règlement 4.B adopté par l'arrêté en conseil 3821-72 du 20 décembre 1972 et par le Règlement 4.C adopté par l'arrêté en conseil 1490-73 du 27 avril 1973, par le Règlement 4.D adopté par l'arrêté en conseil 2620-73 du 18 juillet 1973 et par le Règlement 4.E adopté par l'arrêté en conseil 3361-73 du 19 septembre 1973 et de nouveau modifié conformément aux articles suivants:

4.F.2 L'article 4.13 dudit règlement est modifié en remplaçant le paragraphe *h* par le suivant:

h) tout permis de chauffeur de taxi: \$10 par année.

4.F.3 Les articles 4.44 à 4.53 dudit règlement sont abrogés.

231-o

O.C. 3362-73, 19 September 1973
Reg. 73-491, 25 September 1973

HIGHWAY CODE
(R.S.Q., 1964, ch. 231)

Driving permit

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Regulation 4.F amending Regulation 4 respecting driving permits.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT Regulation 4.F annexed hereto amending Regulation 4 respecting driving permits enacted under Order in Council 3127-72 dated 25 October 1972, amended by Regulation 4.A enacted under Order in Council 3395-72 dated 15 November 1972, by Regulation 4.B enacted under Order in Council 3821-72 dated 20 December 1972, by Regulation 4.C enacted under Order in Council 1490-73 dated 27 April 1973, by Regulation 4.D enacted under Order in Council 2620-73 dated 18 July 1973 and by Regulation 4.E enacted under Order in Council 3361-73 dated 19 September 1973, be enacted.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation 4.F amending Regulation 4
respecting driving permits

4.F.1 Regulation 4 respecting driving permits enacted under Order in Council 3127-72 dated 25 October 1972, amended by Regulation 4.A enacted under Order in Council 3395-72 dated 15 November 1972, by Regulation 4.B enacted under Order in Council 3821-72 dated 20 December 1972 and by Regulation 4.C enacted under Order in Council 1490-73 dated 27 April 1973, by Regulation 4.D enacted under Order in Council 2620-73 dated 18 July 1973 and by Regulation 4.E enacted under Order in Council 3361-73 dated 19 September 1973, is further amended in accordance with the following sections:

4.F.2 Section 4.13 of the said Regulation is amended by replacing paragraph *h* by the following:

(h) for every taxicab chauffeur's permit: \$10 per annum.

4.F.3 Sections 4.44 to 4.53 of the said Regulation are revoked.

231-o

A.C. 3363-73, 19 septembre 1973
Règ. 73-492, 25 septembre 1973

LOI DES TRANSPORTS
(L.Q., 1972, ch. 55)

Camionnage en vrac

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement 12.B.

ATTENDU QUE le Règlement 12 sur le camionnage en vrac adopté par l'arrêté en conseil 2389-73 du 29 juin 1973 prévoit que la Commission, sur vérification de la production d'une requête de demandes de permis et du versement d'un honoraire délivre un certificat attestant que le requérant s'est conformé aux exigences dudit règlement et lui permettant de fournir des services de transports jusqu'à ce qu'un permis lui soit délivré;

ATTENDU QU'une telle vérification est une tâche purement administrative et cléricale;

ATTENDU QU'il y a lieu de conférer cette tâche à l'administrateur de la Commission et à son personnel;

ATTENDU QUE le règlement 12.B annexé au présent arrêté en conseil a pour effet de confier la vérification des requêtes, la réception des honoraires et l'émission des certificats susdits à l'administrateur de la Commission, au président, ou à tout autre membre ou fonctionnaire que la Commission autorise à cette fin;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des transports:

QUE le règlement 12.B annexé au présent arrêté en conseil soit adopté tel que rédigé.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement 12.B modifiant le Règlement 12
sur le camionnage en vrac

12B.1 Le paragraphe 1 de l'article 12.80 du Règlement 12 sur le camionnage en vrac adopté par l'arrêté en conseil 2389-73 du 29 juin 1973 est remplacé par le suivant:

« **12.80** (1) Sur réception des requêtes visées à l'article 12.18, le président, l'administrateur, ou tout autre membre ou fonctionnaire de la Commission que la Commission autorise à cette fin, remet au nom du requérant une attestation lui permettant de continuer à effectuer du camionnage en vrac au Québec, jusqu'à ce que la Commission ait statué sur sa demande. »

O.C. 3363-73, 19 September 1973
Reg. 73-492, 25 September 1973

TRANSPORT ACT
(S.Q., 1972, ch. 55)

Bulk trucking

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Regulation 12.B.

WHEREAS Regulation 12 respecting bulk trucking enacted under Order in Council 2389-73 dated 29 June 1973 prescribes that, upon verification of an application for a permit and of payment of the fee, the Commission shall issue a certificate attesting that the applicant complied with the requirements of the said Regulation, thus permitting him to furnish transportation services until a permit is issued to him;

WHEREAS the said verification is merely an administrative and clerical function;

WHEREAS it is expedient to assign such function to the administrator of the Commission and his personnel;

WHEREAS the intent of Regulation 12.B, annexed to this Order in Council, is to assign the verification of applications, receipt of fees and issue of the above-mentioned certificates to the administrator of the Commission, the president, or any other member or officer authorized therefor by the Commission;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT Regulation 12.B, annexed to this Order in Council, be enacted as drafted.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation 12.B amending Regulation 12
respecting bulk trucking

12B.1 Subsection 1 of section 12.80 of Regulation 12 respecting bulk trucking enacted under Order in Council 2389-73 dated 29 June 1973 is replaced by the following:

“ **12.80** (1) Upon receipt of the applications contemplated in section 12.18, the president, the administrator or any other member or officer of the Commission authorized therefor by the Commission shall remit, in the name of the applicant, a certificate which shall permit him to continue to operate a bulk trucking service in Québec until it decides upon his request.”

12B.2 Le présent règlement entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

231-o

12B.2 This Regulation shall come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

231-o

A.C. 3405-73, 19 septembre 1973
Règ. 73-493, 25 septembre 1973

LOI DES PRODUITS LAITIERS ET
DE LEURS SUCCÉDANÉS
(L.Q., 1969, ch. 45)

Paiement du lait et de la crème

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement sur le paiement du lait et de la crème au fournisseur-producteur.

ATTENDU QUE le lieutenant-gouverneur en conseil a le pouvoir de réglementer tout ce qui a rapport au paiement du lait par un marchand en vertu des articles 42 et 61 de la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés (L.Q., 1969, ch. 45);

ATTENDU QU'il est devenu nécessaire de modifier le Règlement sur le paiement du lait et de la crème au fournisseur-producteur adopté par l'arrêté en conseil 15 du 3 janvier 1964;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'agriculture:

QUE le règlement modifiant le Règlement sur le paiement du lait et de la crème au fournisseur-producteur, annexé au présent arrêté en conseil, soit adopté;

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur à la date de sa publication.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement modifiant le Règlement sur le paiement du lait et de la crème au fournisseur-producteur

1. Le Règlement sur le paiement du lait et de la crème au fournisseur-producteur (A.C. 15 du 3 janvier 1964, *G.O.* 25 janvier 1964, p. 554) est modifié comme suit:

L'article 1 est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

« Le présent règlement ne s'applique pas au paiement du lait par tout marchand de lait à la Fédération des producteurs de lait du Québec. ».

232-o

O.C. 3405-73, September 19, 1973
Reg. 73-493, September 25, 1973

DAIRY PRODUCTS AND DAIRY
PRODUCTS SUBSTITUTES ACT
(L.Q., 1969, ch. 45)

Payments of milk and cream

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation respecting the payment of milk and cream to the producer-supplier.

WHEREAS the Lieutenant-Governor in Council has the power to regulate everything pertaining to the payment for milk by a milk dealer under sections 42 and 61 of the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act (S.Q., 1969, ch. 45);

WHEREAS it has become necessary to amend the Regulation respecting the payment of milk and cream to the producer-supplier made under Order in Council 15 dated 3 January 1964;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Agriculture:

THAT the Regulation amending the Regulation respecting the payment of milk and cream to the producer-supplier, annexed to this Order in Council, be enacted;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette* and come into force on the date of its publication.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation amending the Regulation respecting the payment of milk and cream to the producer-supplier

1. The Regulation respecting the payment of milk and cream to the producer-supplier (O.C. 15 dated 3 January 1964, *O.G.* 25 January 1964, p. 554) is amended as follows:

Section 1 is amended by adding the following paragraph:
"This Regulation does not apply to payment for milk to the *Fédération des producteurs de lait du Québec* by every milk dealer."

232-o

A.C. 3406-73, 19 septembre 1973
Règ. 73-494, 25 septembre 1973

LOI DES PRODUITS LAITIERS ET DE
LEURS SUCCÉDANÉS
(L.Q., 1969, ch. 45)

**Paiement du lait à la Fédération des producteurs de
lait**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement relatif au paiement du lait à
la Fédération des producteurs de lait du Québec.

ATTENDU QUE le lieutenant-gouverneur en conseil a le
pouvoir de réglementer tout ce qui a rapport au paiement
du lait par un marchand de lait en vertu des articles 42
et 61 de la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés
(L.Q., 1969, ch. 45);

ATTENDU QU'il est opportun d'adopter le Règlement
relatif au paiement du lait à la Fédération des producteurs
de lait du Québec;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'agri-
culture:

QUE le Règlement relatif au paiement du lait à la Fédé-
ration des producteurs de lait du Québec annexé au présent
arrêté en conseil soit adopté;

QUE ce Règlement entre en vigueur à la date de sa
publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

**Règlement relatif au paiement du lait à la
Fédération des producteurs de lait
du Québec**

Section I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

I. Définitions: Dans le présent règlement, à moins que le
contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots
suivants signifient:

- a) « Loi »: la Loi des produits laitiers et de leurs succé-
danés (L.Q., 1969, ch. 45);
- b) « Fédération »: la Fédération des producteurs de lait du
Québec, en sa qualité d'administratrice du plan conjoint
des producteurs de lait du Québec;
- c) « période de paie »: un mois de calendrier.

O.C. 3406-73, 19 September 1973
Reg. 73-494, 25 September 1973

DAIRY PRODUCTS AND DAIRY PRODUCTS
SUBSTITUTES ACT
(S.Q., 1969, ch. 45)

**Payment for milk to the Fédération des
producteurs de lait**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation respecting payment for milk
to the *Fédération des producteurs de lait du Québec*.

WHEREAS the Lieutenant-Governor in Council has the
power to regulate everything which relates to payment for
milk by a milk dealer under sections 42 and 61 of the
Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act (S.Q.,
1969, ch. 45);

WHEREAS it is expedient to make the Regulation respect-
ing payment for milk to the *Fédération des producteurs
de lait du Québec*;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister
of Agriculture:

THAT the Regulation respecting payment for milk to the
Fédération des producteurs de lait du Québec, annexed
to this Order in Council, be made;

THAT this Regulation come into force on the date of
its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

**Regulation respecting payment for milk
to the Fédération des producteurs
de lait du Québec**

Division I GENERAL PROVISIONS

I. Definitions: In this Regulation, unless the context other-
wise requires, the following words and expressions mean:

- (a) "Act": Dairy Products and Dairy Products Substitutes
Act (S.Q., 1969, ch. 45);
- (b) "Fédération": The *Fédération des producteurs de lait
du Québec* in its capacity of administrator of the Québec
milk producers' joint plan;
- (c) "pay period": a calendar month.

2. Buts: Le présent règlement a pour but de réglementer sous le régime de la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés les procédés de pesée, d'échantillonnage et de dosage de la teneur en matière grasse du lait devant servir de base au paiement du lait par tout marchand de lait à la Fédération.

3. Critères du paiement du lait: Tout marchand de lait doit effectuer le paiement du lait à la Fédération suivant le poids et selon la teneur en matière grasse du produit livré et reçu à sa fabrique tels que déterminés par les méthodes prescrites au présent règlement.

4. Essayeur: Les opérations de pesée, d'échantillonnage et de dosage de la teneur en matière grasse doivent être faites par une personne autorisée à agir comme essayeur en vertu du permis et du certificat prévus à l'article 9 de la Loi.

Section II PESÉE DU LAIT

5. Méthodes de détermination du poids du lait: Le poids du lait livré par chaque citerne et reçu à la fabrique d'un marchand de lait doit être obtenu selon l'une ou l'autre des méthodes suivantes:

- par l'usage d'une balance munie d'un réservoir ou par le volume de lait qui est établi à la fabrique au moyen d'un compteur et d'un purgeur;
- par le volume de lait qui est établi par la somme des résultats des pesées du lait fourni par chaque producteur telles que déterminées par le compteur et le purgeur installés sur la citerne de chaque camion de livraison;
- par le volume du lait à la ferme qui est établi par la somme des résultats des pesées du lait fourni par chaque producteur telles que déterminées par le jaugeage du bassin réfrigérant de chacun des producteurs.

Tout volume de lait établi conformément au paragraphe *a*, *b* ou *c* est converti en poids en lui appliquant le facteur de densité 1,032.

6. Température et exactitude: Le compteur et le purgeur installés soit à la fabrique ou soit sur la citerne du camion de livraison et la balance installée à la fabrique doivent être conformes à la Loi sur les poids et les mesures (S.R.C., 1970, ch. W-7).

Le compteur et le purgeur doivent être constamment maintenus à une température excédant 35°F (1.67°C).

7. Jaugeage du bassin réfrigérant du producteur: Dans le cas du paragraphe *c* de l'article 5, le volume du lait à la ferme est déterminé par le jaugeage du bassin

2. Purpose: The object of this Regulation is to regulate under the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act the procedures used for the weighing and sampling of milk and the determination of its fat content which are to be used as the basis of payment for milk to the *Fédération*.

3. Basis of payment for milk: Every milk dealer shall pay the *Fédération* for milk in accordance with the weight and butterfat content of the product delivered to and received at his factory as determined by the methods prescribed in these regulations.

4. Tester: The operations of weighing, sampling and determination of butterfat content shall be carried out by a person duly authorized to act as a tester by virtue of the permit and certificate provided for in section 9 of the Act.

Division II WEIGHING OF MILK

5. Methods of determining the weight of milk: The weight of the milk delivered by each tank truck and received at the milk dealer's factory may only be determined by one or other of the following methods:

- by means of scales equipped with a tank or according to the volume of the milk as established at the factory by a meter and an air eliminator;
- from the total volume of milk arrived at by adding together the results of the determinations of the weight of the milk supplied by each of the separate producers by means of a meter and an air eliminator fitted to the tank of each delivery tank truck;
- from the volume of milk at the farm arrived at by adding together the weights of milk supplied by the individual producers as determined by the gauge on each such producer's bulk tank.

Every volume of milk established in accordance with subparagraphs *a*, *b*, or *c* shall be converted to pounds by applying to it the density factor of 1.032.

6. Temperature and accuracy: The meter and the air eliminator at the factory or on the tank of the delivery tank truck and the scales at the factory must be in conformity with the Weights and Measures Act (R.S.C., 1970, ch. W-7).

The meter and the air eliminator shall be constantly kept at a temperature above 35°F (1.67°C).

7. Measurement of the quantity of milk in the producer's bulk cooling tank: In the case referred to in subparagraph *c* of section 5, the volume of milk at the farm

réfrigérant de chaque producteur par un essayeur procédant à l'aide d'une jauge dans les conditions suivantes:

- a) le bassin réfrigérant du producteur doit présenter des conditions propres à assurer un jaugeage exact;
- b) la jauge doit être sèche et propre;
- c) le lait doit être au repos pour procéder au jaugeage;
- d) la jauge doit être plongée délicatement dans le bassin jusqu'à ce que le siège appuie sur le support;
- e) la jauge doit être retirée immédiatement et la graduation supérieure mise en contact avec le lait doit être identifiée;
- f) l'opération de jaugeage doit être répétée jusqu'à ce que deux lectures soient identiques;
- g) la table d'étalonnage du bassin réfrigérant doit servir à établir le poids correspondant à la lecture de la jauge. Le numéro de série qui apparaît sur la table d'étalonnage doit être le même que celui du bassin et de la jauge.

Section III

ÉCHANTILLONNAGE DU LAIT

8. Échantillonneur automatique: Tout camion-citerne destiné au transport du lait et toute fabrique doivent être munis d'un échantillonneur automatique devant être maintenu à une température excédant 35°F (1.67°C).

9. Prélèvement d'un échantillon de lait du producteur: Lors de chaque transvasement du lait du bassin réfrigérant d'un producteur à la citerne, un échantillon d'au moins 60 millilitres de ce lait doit être prélevé par l'échantillonneur automatique du camion-citerne.

L'essayeur doit prélever, à même cet échantillon, un échantillon d'au moins 50 millilitres en retournant à la citerne le reste du lait contenu dans l'échantillonneur automatique.

Cet échantillon doit alors être maintenu constamment à une température supérieure à 33°F (0.56°C) mais n'excédant pas 40°F (4.44°C) jusqu'à son arrivée à la fabrique du marchand de lait.

10. Prélèvement d'un échantillon de lait de citerne: Au moment de la livraison du lait contenu dans chaque citerne à la fabrique d'un marchand de lait, l'essayeur de la fabrique doit prélever à même l'échantillonneur automatique de la fabrique un échantillon de lait de 100 millilitres dont la moitié demeure la propriété du marchand de lait et l'autre moitié devient la propriété de la Fédération.

11. Préparation de l'échantillon de lait de citerne: Chaque moitié de l'échantillon prélevé à même l'échantil-

shall be determined by measurement in the producer's bulk cooling tank by a tester using a measuring rod under the following conditions:

- (a) the producer's bulk cooling tank shall meet the conditions required for accurate measurement;
- (b) the measuring rod shall be clean and dry;
- (c) the milk shall be still when it is being measured;
- (d) the measuring rod shall be lowered gently into the bulk tank until it is firmly seated in its bracket or support;
- (e) the measuring rod must then be withdrawn immediately and the uppermost graduation which has come into contact with the milk shall be read;
- (f) the aforesaid measuring procedure must be repeated until two identical readings have been obtained;
- (g) the calibration chart of the bulk cooling tank must be used to find the weight of milk which corresponds to the reading on the measuring rod. The serial number shown on the calibration chart must be the same as the one on the bulk tank and on the measuring rod.

Division III

SAMPLING OF MILK

8. Automatic samplers: Every tank truck intended for transporting milk and every factory must be equipped with an automatic sampler which must be kept at a temperature above 35°F (1.67°C).

9. Taking of a sample of each producer's milk: At the time of each transfer of milk from a producer's bulk cooling tank to a tank truck, a sample of at least 60 millilitres of it shall be taken by the tank truck's automatic sampler.

The tester shall thereupon take, from this sample, a sample of at least 50 millilitres of milk and return the rest of the milk in the automatic sampler to the tank truck.

The said sample shall then be constantly kept at a temperature above 33°F (0.56°C) but not above 40°F (4.44°C) until it arrives at the milk dealer's factory.

10. Taking of a tank truck milk sample: At the time when the milk contained in each tank truck is delivered to a milk dealer's factory, a 100 millilitre sample of it must be taken out of the factory's automatic sampler by the factory's tester. Half of this sample remains the property of the milk dealer and the other half becomes the property of the Fédération.

11. Treatment of the tank truck milk sample: Each half of the sample taken via the automatic sample shall

lonneur automatique doit être mise dans une bouteille d'une capacité de 2 onces (56,70 ml.) et contenant, comme seul agent de conservation, une pastille de bichromate de potassium. Ces échantillons sont alors désignés sous l'appellation « l'échantillon de lait de citerne ».

12. Préparation de l'échantillon de lait du producteur: À la fabrique du marchand de lait, lors de chaque livraison de lait, l'essayeur du camion-citerne doit prélever, à même l'échantillon de 50 millilitres de lait de chaque producteur, un échantillon de 4 millilitres devant être mis dans une bouteille d'une capacité de 2 onces (56,70 ml.) et contenant, comme seul agent de conservation, 2 pastilles de bichromate de potassium.

À la fin de chaque période de paie, cette bouteille doit être complètement remplie et cet échantillon composé par l'addition des divers échantillons de 4 millilitres est désigné sous l'appellation « l'échantillon de lait du producteur ».

13. Conservation des échantillons: Tout marchand de lait doit conserver en parfait état, en vue du dosage de la teneur en matière grasse « l'échantillon de lait de citerne » et « l'échantillon de lait du producteur » qui doivent en tout temps être soustraits à l'action de la gelée ou des rayons du soleil et maintenus constamment à une température supérieure à 33°F (0.56°C) mais n'excédant pas 40°F (4.44°C).

Le marchand de lait doit tenir à la disposition de la Fédération tout « échantillon de lait de citerne » propriété de cet organisme de même que tout « échantillon de lait du producteur ».

14. Bouteille et inscriptions: Toute bouteille contenant un de ces échantillons doit être hermétiquement fermée et porter en caractères indélébiles et très apparents, pour « l'échantillon de lait de citerne », le numéro de la citerne, le numéro de la fabrique attribué par la Fédération et la date du prélèvement; et, pour « l'échantillon de lait du producteur », le numéro du producteur attribué par la Fédération.

15. Délai de livraison des échantillons: Tout « échantillon de lait de citerne » doit être livré au laboratoire d'analyse pour le dosage de la teneur en matière grasse au plus tard dans les 10 jours de sa préparation et tout « échantillon de lait du producteur » au plus tard dans les 6 jours de sa préparation.

Section IV

DOSAGE DE LA TENEUR EN MATIÈRE GRASSE

16. Appareil de dosage de la teneur en matière grasse: Le dosage de la teneur en matière grasse du lait doit

be put into a vial having a capacity of 2 ounces (56.70 ml) and containing, as sole preservative, a pellet of potassium dichromate. These samples are designated as "the tank truck milk sample".

12. Preparation of samples of producer's milk: When each delivery of milk is made to the factory, the tank truck's tester must there take a 4 millilitre sample from the aforesaid 50 millilitre sample of each producer's milk. Each such 4 millilitre sample must be placed in a vial having a capacity of 2 ounces (56.70 ml) and containing, as sole preservative, 2 pellets of potassium dichromate.

At the end of each pay period, every such vial must be completely full and the composite sample consisting of all the accumulated 4 millilitre samples which it contains is designated as "the sample of producer's milk".

13. Keeping of samples: Every milk dealer must keep in perfect condition, with a view to determining its butterfat content, each "sample of tank truck milk" and each "sample of producer's milk". Such samples must at no time be exposed to frost or direct sunlight and shall be constantly kept at a temperature above 33°F (0.56°C) but not above 40°F (4.44°C).

The milk dealer must hold at the *Fédération's* disposal every "sample of tank truck milk" belonging to it and also every "sample of producer's milk".

14. Vials and inscriptions thereon: Every vial containing one of the aforesaid samples shall be hermetically closed and indelibly and very clearly marked as follows: in the case of a "sample of tank truck milk", with the number of the tank, the factory number assigned by the *Fédération* and the date of sampling; in the case of a "sample of producer's milk", with the number assigned to the producer by the *Fédération*.

15. Limit on length of time for samples delivery: Every "sample of tank truck milk" must be delivered to the analytical laboratory for the determination of the butterfat content at the latest 10 days from the completion of its preparation, and, in the case of every "sample of producer's milk", at the latest 6 days from the completion of its preparation.

Division IV

DETERMINATION OF BUTTERFAT CONTENT

16. Butterfat-testing apparatus: The butterfat content of milk shall be determined by means of the analysis of

être déterminé au moyen d'une analyse d'échantillons de lait selon la méthode reposant sur une mesure photométrique de la turbidité du lait faite par l'appareil « Milko-Tester Automatique ».

17. Laboratoire d'analyse du dosage de la matière grasse: Tout laboratoire d'analyse procédant au dosage de la teneur en matière grasse du lait pour les fins du présent règlement doit être muni d'au moins 3 appareils « Milko-Tester Automatique » pouvant, chacun, être couplé avec un appareil de dosage de la teneur en matière azotée du lait du type « Pro-Milk Automatique ».

Dans un laboratoire d'analyse procédant à l'utilisation de l'appareil « Milko-Tester Automatique » la présence d'un technicien spécialisé qualifié est requise.

18. Lecture du dosage de la teneur en matière grasse et base de paiement: Les résultats du dosage de la teneur en matière grasse doivent être lus avec 2 décimales et le marchand de lait doit à cet égard baser le paiement du lait sur le dosage de « l'échantillon de lait de citerne ».

19. Délais d'exécution du dosage: À compter de la réception des échantillons au laboratoire d'analyse, le dosage de leur teneur en matière grasse doit être exécuté, pour tout « échantillon de lait de citerne », dans un délai n'excédant pas 1 jour et, pour tout « échantillon de lait du producteur », dans un délai n'excédant pas 3 jours.

20. Transmission des résultats: Dans le cas de tout « échantillon de lait de citerne » le résultat du dosage de la teneur en matière grasse doit être transmis au marchand de lait et à la Fédération dans les 2 jours ouvrables suivant le jour de l'analyse du dosage.

21. Vérification de la précision du dosage par le « Milko-Tester Automatique »: La précision de tout appareil « Milko-Tester Automatique » doit être vérifiée par le dosage de la teneur en matière grasse d'un échantillon de lait de contrôle dont le dosage de la teneur en matière grasse a déjà été établi au préalable par la méthode chimique de référence Röse-Gottlieb telle que décrite au tableau A de l'annexe du présent règlement.

Cette vérification doit être effectuée à tous les 15 échantillons.

22. Écart limite: Advenant que l'écart entre le dosage de la teneur en matière grasse de l'échantillon de lait de contrôle par l'appareil « Milko-Tester Automatique » par rapport à son dosage antérieur dépasse $\pm 0,03\%$, l'appareil doit être de manière à éviter cet écart. Dans ce cas, le dosage de chacun des 15 échantillons précédant cet échantillon de lait de contrôle doit être repris et le résultat corrigé en conséquence.

samples of the milk by the photometric measurement of its opacity with the Automatic Milko-Tester apparatus.

17. Butterfat testing laboratory: Every analytical laboratory which carries out determinations of the butterfat content of milk for the purposes of this Regulation must be equipped with at least 3 Automatic Milko-Testers each of which can be coupled with an apparatus of the Automatic Pro-Milk type for determining the nitrogenous matter content of the milk.

In any analytical laboratory using the Automatic Milko-Tester apparatus it is required that there be present a qualified specialized technician.

18. Butterfat-test readings and basis of payment: The results of the butterfat content determination shall be read to 2 decimal places and the milk dealer shall pay for the milk according to such determination of the butterfat content of the "sample of tank truck milk".

19. Time within which samples must be tested: Every "sample of tank-truck milk" must have its butterfat content determined within 1 day of its receipt at the analytical laboratory and every "sample of producer's milk" within 3 days of its receipt thereat.

20. Notification of butterfat-test results: The result of the determination of the butterfat content of each "sample of tank truck milk" must be transmitted to the milk dealer and to the *Fédération* within 2 working days of the day on which the said determination was carried out.

21. Verification of the accuracy of Automatic Milko-Tester determinations: The accuracy of every Automatic Milko-Tester apparatus shall be checked by the butterfat content determination of a control sample whose butterfat content has already been determined by the Röse-Gottlieb chemical method as described in Table A of the appendix to this Regulation.

The said verification must be done after every 15 samples.

22. Maximum permissible variation: If the difference between the percentage butterfat content of a milk sample as determined by the Automatic Milko-Tester and that determined by the Röse-Gottlieb method exceeds ± 0.03 , the said apparatus shall be adjusted so as to avoid such difference. In that case the determination of each of the 15 samples which preceded the deviant control sample shall be repeated and the result of each determination shall be corrected accordingly.

23. Fiabilité de l'appareil: L'écart entre 2 dosages successifs sur un même échantillon ne doit pas dépasser $\pm 0,02\%$.

24. Préparation de l'échantillon de lait de contrôle: L'échantillon de lait de contrôle est préparé au laboratoire d'analyse, utilisant l'appareil « Milko-Tester Automatique », par l'échantillonnage d'un mélange de laits prélevés hebdomadairement à même chacun des « échantillons de lait de citernes » reçus.

25. Dosage de l'échantillon de contrôle: Chaque échantillon de lait de contrôle est expédié hebdomadairement du laboratoire d'analyse à un laboratoire indépendant où il doit subir 4 analyses du dosage de la teneur en matière grasse par la méthode chimique de référence Röse-Gottlieb et au moins 3 des 4 analyses doivent donner des résultats identiques de dosage de la teneur en matière grasse à deux décimales près.

26. Étalonnage du « Milko-Tester Automatique »: L'étalonnage de l'appareil « Milko-Tester Automatique » doit se faire, au moins deux fois par année, aux périodes de mise à l'herbe et de rentrée à l'étable des vaches laitières, en respectant les normes du fabricant et les dispositions ci-après indiquées.

27. Préparation de l'échantillon d'étalonnage: L'échantillon d'étalonnage est préparé au laboratoire d'analyse, utilisant l'appareil « Milko-Tester Automatique », par l'échantillonnage d'un mélange de laits prélevés hebdomadairement à même chacun des « échantillons de lait de citerne » reçus et à même cet échantillon d'étalonnage il doit être constitué 10 échantillons d'étalonnage dont la teneur en matière grasse varie entre 2 et 7.0%.

28. Analyse de l'échantillon d'étalonnage par la méthode de Röse Gottlieb: Chacun des 10 échantillons d'étalonnage est analysé dans un laboratoire indépendant par la méthode chimique de référence Röse-Gottlieb pour en déterminer le dosage de la teneur en matière grasse obtenu par cette méthode et ce, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 25.

29. Analyse de l'échantillon d'étalonnage par le « Milko-Tester Automatique »: Chacun des 10 échantillons d'étalonnage doit être ensuite analysé par l'appareil « Milko-Tester Automatique » pour en déterminer le dosage de la teneur en matière grasse obtenu par cet appareil.

30. Écart limite d'étalonnage: L'écart limite entre les deux dosages prévus aux articles 28 et 29 ne doit pas excéder $\pm 0,03\%$ pour chacun des 10 échantillons d'étalonnage.

23. Reliability of the apparatus: The difference between 2 percentage butterfat determinations carried out consecutively on the same sample shall not exceed ± 0.02 .

24. Preparation of control milk samples: The control milk samples shall be prepared, at the analytical laboratory which uses the Automatic Milko-Tester, by taking a sample from a mixture of lots of milk taken weekly from each "sample of tank truck milk" received.

25. Determination of control samples: Each control milk sample shall be sent weekly from the analytical laboratory to an independent laboratory where it shall undergo 4 analyses for determination of its butterfat content by the Röse-Gottlieb chemical method and the results of at least 3 of the said 4 chemical analyses must be identical to 2 decimal places.

26. Calibration of the Automatic Milko-Tester: The calibration of the Automatic Milko-Tester apparatus must be done at least twice a year, namely at the time when dairy cattle are put out to pasture and at the time when the stabling period begins, in accordance with the manufacturer's standards and the provisions hereinafter set forth.

27. Preparation of the calibration sample: Calibration samples shall be prepared as follows at the analytical laboratory which uses the Automatic Milko-Tester: a representative portion shall be taken from a mixture of milk made up weekly from all of the "samples of tank truck milk" received and from this portion there shall be prepared 10 calibration samples whose butterfat content ranges from 2.0% to 7.0%.

28. Analysis of calibration samples by the Röse-Gottlieb method: Each of the aforesaid 10 calibration samples shall be analyzed in an independent laboratory by the Röse-Gottlieb chemical method in order to determine thereby its butterfat content, under the same conditions as those stipulated in section 25.

29. Analysis of calibration samples by the Automatic Milko-Tester: Each of the 10 calibration samples shall then be analyzed by the Automatic Milko-Tester in order to ascertain the value for its percentage butterfat content determined by that apparatus.

30. Calibration maximum permissible variation: The maximum permissible variation between the 2 butterfat content determinations provided by sections 28 and 29 shall not exceed $\pm 0.03\%$ for each of the 10 calibration samples.

ANNEXE

Tableau A.—Méthode Röse-Gottlieb

Porter la température de l'échantillon à environ 20°C, mélanger jusqu'à homogénéité en transvidant à plusieurs reprises du contenant d'origine à un autre contenant propre, peser ou mesurer immédiatement la portion destinée au test. Si les grumeaux de crème ne se dispersent pas, élever la température de l'échantillon jusqu'à environ 38°C en le faisant chauffer dans un bain-marie et continuer à mélanger jusqu'à homogénéité utilisant, si nécessaire, un bâtonnet en verre à bout caoutchouté pour réincorporer toute crème qui aurait pu adhérer au contenant ou au bouchon. Si c'est praticable et que la matière grasse demeure dispersée, refroidir jusqu'à environ 20°C les échantillons qui ont été chauffés avant d'en transférer la portion destinée au test et mettre en pesant au milligramme près, environ 10 g d'échantillon dans le ballon ou le tube d'extraction de matière grasse. Ajouter 1.25 ml NH_4OH (2 ml si l'échantillon est sûr) mélanger parfaitement. Ajouter 10 ml d'alcool et mélanger bien. Ajouter 25 ml d'éther (tout éther doit être exempt de peroxyde), fermer avec un bouchon de liège ou de caoutchouc synthétique résistant aux solvants de matières grasses habituels et secouer très vigoureusement durant 1 minute. Refroidir si nécessaire; ajouter 25 ml d'éther de pétrole (gamme d'ébullition 30°C à 60°C) et secouer vigoureusement de nouveau. Centrifuger le ballon à environ 600 rpm ou laisser reposer jusqu'à ce que la couche supérieure du liquide soit pratiquement claire. Décanter la solution d'éther dans un ballon ou un plat en métal approprié. Laver le bec et le bouchon du ballon ou du tube d'extraction avec le mélange de parties égales des deux solvants et ajouter les lavures au ballon ou au plat de pesage.

Répéter deux fois l'extraction du liquide resté dans le ballon ou le tube en se servant de 15 ml de chaque solvant chaque fois, et en ajoutant de l'eau si nécessaire. Cependant, ne pas rincer avec les solvants mélangés après la dernière extraction. (Une troisième extraction n'est pas nécessaire pour le lait écrémé.).

Faire évaporer complètement les solvants sur un réchaud ou dans un bain-marie à une température qui ne causera pas d'éclaboussure ou d'ébullition trop subite (des billes de verre peuvent être ajoutées). Sécher la matière grasse jusqu'à poids constant dans une étuve à une température de $102\text{C} \pm 2^\circ$ ou dans une étuve à vide à une température de 70 à 75° sous une pression < 50 mm de mercure. Peser le ballon ou le plat refroidi sans l'avoir essuyé immédiatement avant. Enlever complètement la matière grasse du contenant en se servant de 15.25 ml d'éther de pétrole chaud, sécher et peser comme auparavant. La perte de poids = le poids de la matière grasse. Corriger le poids de

APPENDIX

Table A.—Röse-Gottlieb Method

Bring sample to about 20°C, mix until homogeneous by pouring from original container into clean receptacle and back again repeatedly, and promptly weigh or measure test portion. If lumps of cream do not disperse, warm the sample in a H_2O bath to about 38°C and keep mixing until homogeneous, using, if necessary, an agitator consisting of a glass rod with a rubber tip to reincorporate any cream adhering to the container or stopper. If practical and if the fat remains dispersed, cool the warmed samples to about 20°C before transferring the test portion and weigh, to nearest mg., about a 10 g. sample into the fat—extraction flask or tube. Add 1.25 ml. NH_4OH (2 ml. if sample is sour) and mix thoroughly. Add 10 ml. of alcohol and mix well. Add 25 ml. of ether (all ether must be peroxide free), stopper with cork or stopper (synthetic rubber) unaffected by usual fat solvents, and shake very vigorously for 1 minute. Cool if necessary; add 25 ml. of petroleum ether (boiling range 30-60°) and repeat vigorous shaking. Centrifuge the flask at about 600 rpm. or let it stand until upper liquid, is practically clear. Decant the ether solution into a suitable flask or metal dish. Wash the lip and stopper of the extraction flask or tube with a mixture of equal parts of the two solvents and add washings to the weighing flask or dish.

Repeat extraction of the liquid remaining in the flask or tube twice, using 15 ml. of each solvent each time and adding H_2O if necessary, but omitting rinsing with mixed solvents after the final extraction. (A third extraction is not necessary with skim milk).

Evaporate solvents completely on a hot plate or steam bath at a temperature that does not cause spattering or bumping (boiling chips may be added). Dry the fat to constant weight in an oven at $102 \pm 2^\circ\text{C}$ or a vacuum oven at 70-75° under a pressure of < 50 mm. Hg. Weigh the cooled flask or dish without wiping immediately before weighing. Remove fat completely from container with 15-25 ml. of warm petroleum ether, dry, and weigh as before. The loss in weight = the weight of fat. Correct the weight of fat by blank determination on the reagents used. If blank is > 0.5 mg., purify or replace the reagents. The difference between the duplicate determinations obtained, simultane-

la matière grasse en pratiquant une détermination témoin sur les réactifs utilisés. Si le résultat dépasse 0.5 mg, purifier ou remplacer les réactifs. La différence entre les déterminations en duplicata obtenues simultanément par le même analyste devrait être < 0.03 g de matière grasse /100 g.

ously by the same analyst should be < 0.03 g. of fat/100 g. of product.

232-o

A.C. 3454-73, 19 septembre 1973
Règ. 73-495, 25 septembre 1973

LOIS DES ÉTABLISSEMENTS
INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX
(S.R.Q., 1964, ch. 150)

Travaux de fonderie

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption d'un Règlement relatif à la sécurité et à l'hygiène dans les travaux de fonderie.

ATTENDU QUE l'article 5 de la Loi des établissements industriels et commerciaux (S.R.Q., 1964, ch. 150) permet au lieutenant-gouverneur en conseil de déterminer les prescriptions spéciales nécessaires à la sécurité, à la santé et à la moralité des travailleurs qu'il indique dans les établissements industriels et commerciaux;

ATTENDU QUE les Règlements relatifs aux fonderies actuellement en vigueur et sanctionnés par l'arrêté en conseil 1492 du 13 juin 1934 sont devenus désuets;

ATTENDU qu'il est nécessaire d'établir une réglementation plus détaillée et précise qui tienne compte de l'évolution technologique, des conditions dangereuses et des maladies professionnelles nouvelles ou mieux connues et qui prévoie les correctifs appropriés.

ATTENDU qu'une étude a été faite par la Direction générale des services techniques du ministère du travail et de la main-d'oeuvre et que les principaux organismes intéressés ont été consultés:

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre du travail et de la main-d'oeuvre;

QUE les Règlements relatifs aux fonderies sanctionnés par l'arrêté en conseil 1492 du 13 juin 1934 soient abrogés;

QUE le Règlement relatif à la sécurité et à l'hygiène dans les travaux de fonderie annexé au présent arrêté en conseil soit adopté;

QUE le présent Règlement entre en vigueur lors de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

O.C. 3454-73, September 19, 1973
Reg. 73-495, September 25, 1973

INDUSTRIAL AND COMMERCIAL
ESTABLISHMENTS ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 150)

Foundry works

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the adoption of a Regulation respecting safety and health in foundry works.

WHEREAS, section 5 of the Industrial and Commercial Establishments Act (R.S.Q., 1964, ch. 150) allows the Lieutenant-Governor in Council to determine the special precautions necessary for the safety, health and morality of employees indicated by him in industrial and commercial establishments;

WHEREAS, Regulations respecting foundries presently in force and approved by Order in Council 1492 of June 13, 1934 have become obsolete;

WHEREAS, it is necessary to establish a more detailed and precise regulation which will take into account technological evolution, dangerous conditions and new or better known professional diseases and which will provide for appropriate correctives;

WHEREAS, a study has been made by the Technical Services Branch of the Department of Labour and Manpower and the main bodies interested have been consulted;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT Regulations respecting foundries approved by Order in Council 1492 of June 13, 1934 be abrogated;

THAT the Regulation respecting safety and health in foundry works annexed to the present Order in Council be adopted;

THAT the present Regulation come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Règlement relatif à la sécurité
et à l'hygiène dans les travaux
de fonderie

TABLE DES MATIÈRES

Section I DÉFINITIONS

Section II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 2.1 Champ d'application
- 2.2 Obligations de l'employeur

Section III ENTRÉES ET LIEUX DE TRAVAIL

- 3.1 Entrées
- 3.2 Planchers, fosses et ouvertures de plancher
- 3.3 Plates-formes et passerelles
- 3.4 Allées

Section IV PRÉPARATION DES FOURS

- 4.1 Entrée dans les fours
- 4.2 Réglage de l'admission de combustible
- 4.3 Allumage des fours

Section V FOURS CUBILOTS

- 5.1 Plancher sous les fours cubilots
- 5.2 Appareils de chargement
- 5.3 Conduites d'air
- 5.4 Trous de coulée et trous de scorie
- 5.5 Ouverture des portes de vidange
- 5.6 Réparations ou regarnissage des cubilots

Section VI FOURS À CREUSET

- 6.1 Plates-formes des fours verticaux à creusets
- 6.2 Creusets
- 6.3 Fours à creusets chauffés à l'huile combustible

Section VII FOURS ÉLECTRIQUES À
INDUCTION

- 7.1 Plates-formes des fours électriques à induction
- 7.2 Chargement et nettoyage des fours à induction
- 7.3 Commandes électriques

SECTION VIII FOURS À SOLE

- 8.1 Protection contre la chaleur
- 8.2 Protecteurs de coulée

Regulation respecting safety and
health in foundry works

TABLE OF CONTENTS

Division I DEFINITIONS

Division II GENERAL PROVISIONS

- 2.1 Scope
- 2.2 Duties of the employer

Division III ENTRANCES AND WORK AREAS

- 3.1 Entrances
- 3.2 Floors, Pits and Floor-Openings
- 3.3 Platforms and Gangways
- 3.4 Aisles

Division IV PREPARATION OF FURNACES

- 4.1 Entry into Furnaces
- 4.2 Fuel Supply Control
- 4.3 Lighting of Furnaces

Division V CUPOLA FURNACES

- 5.1 Floors beneath the Cupola Furnaces
- 5.2 Charging Equipment
- 5.3 Air Ducts
- 5.4 Tap Holes and Slag Spouts
- 5.5 Dropping of Bottom Doors
- 5.6 Repair and Refiling of Cupolas

Division VI CRUCIBLE FURNACES

- 6.1 Platforms of Upright Crucible Furnaces
- 6.2 Crucibles
- 6.3 Oil Fired Crucible Furnaces

Division VII ELECTRIC INDUCTION
FURNACES

- 7.1 Platforms on Electric Induction Furnaces
- 7.2 Charging and Cleaning of Induction Furnaces
- 7.3 Electrical Controls

Division VIII OPEN-HEARTH FURNACES

- 8.1 Protection against Heat
- 8.2 Tappings Guards

- 8.3 Rupture de la sole
- 8.4 Chargeuses mécaniques
- 8.5 Cuillers et wagonnets de chargement
- 8.6 Enlèvement des scories

Section IX FOURS ÉLECTRIQUES À ARC

- 9.1 Fosses de coulée
- 9.2 Portes de chargement
- 9.3 Équipement électrique
- 9.4 Protection des yeux

Section X ÉTUVES À MOULES ET À NOYAUX

- 10.1 Portes
- 10.2 Accès aux toits des étuves
- 10.3 Chariots d'étuves
- 10.4 Étuves chauffées à l'huile combustible ou au gaz

Section XI FOURS À RÉCHAUFFER OU À TRAITEMENT THERMIQUE

- 11.1 Portes
- 11.2 Protection contre la chaleur
- 11.3 Systèmes de chauffage des fours à réchauffer ou à traitement thermique

Section XII MANUTENTION DU MATÉRIEL DANS LES FONDERIES

- 12.1 Creusets et poches de coulée
- 12.2 Palonniers, élingues, chaînes de suspension, crochets
- 12.3 Bennes de grue

Section XIII ÉQUIPEMENT DE PRODUCTION DE FONDERIE

- 13.1 Tamis mécaniques
- 13.2 Machines à mouler

Section XIV ÉQUIPEMENT DE NETTOYAGE ET DE FINITION DES PIÈCES COULÉES

- 14.1 Vibrateurs mécaniques de démoulage
- 14.2 Nettoyage à la main
- 14.3 Tonneaux de polissage et de dessablage
- 14.4 Installations de sablage

- 8.3 Breakout of hearth
- 8.4 Mechanical Charging Machines
- 8.5 Charging Boxes and Buggies
- 8.6 Disposal of Slag

Division IX ELECTRIC ARC FURNACES

- 9.1 Pouring Pits
- 9.2 Charging Doors
- 9.3 Electrical Equipment
- 9.4 Eye Protection

Division X MOULD AND CORE OVENS

- 10.1 Doors
- 10.2 Roof Access to the Ovens
- 10.3 Oven Cars
- 10.4 Gas-Fired or Oil-Fired Ovens

Division XI HEATING OR THERMAL TREATMENT FURNACES

- 11.1 Doors
- 11.2 Protectors Against Heat
- 11.3 Heating Systems of Heating or Thermal Treatment Furnaces

Division XII MATERIAL HANDLING IN FOUNDRIES

- 12.1 Crucibles and Ladles
- 12.2 Load-Bars, Slings, Suspension Chains, Hooks
- 12.3 Crane Buckets

Division XIII PRODUCTION FOUNDRY EQUIPMENT

- 13.1 Mechanical Sand Sifters
- 13.2 Moulding Machines

Division XIV EQUIPMENT FOR THE CLEANING AND FINISHING OF CASTINGS

- 14.1 Shake-outs
- 14.2 Trimming by Hand
- 14.3 Tumbling Barrels
- 14.4 Abrasive Blasting Units

Section XV ÉQUIPEMENT PARTICULIER DE PROTECTION INDIVIDUELLE

- 15.1 Chaussures de sécurité
- 15.2 Protection des yeux et du visage
- 15.3 Vêtements de protection
- 15.4 Casques de sécurité

**Section I
DÉFINITIONS**

1.1 À moins que le contexte ne s'y oppose, les expressions et mots suivants signifient ou désignent:

- a) « creuset »: récipient en terre réfractaire ou en métal garni de matériau réfractaire, utilisé pour fondre les métaux;
- b) « étuves à moules et à noyaux »: chambre chauffée faite de brique, de maçonnerie ou de métal et servant à cuire les noyaux et les moules de sable;
- c) « fonderie »: établissement industriel où l'on réalise le procédé de fusion ou de purification, ou de transformation des minerais, des métaux et des alliages;
- d) « four cubilot »: four de métallurgie composé d'un cylindre vertical d'acier, garni de matériaux réfractaires et surmonté d'une cheminée pour l'évacuation des gaz de combustion. La fusion de la fonte mélangée à du coke et à des fondants est activée par un courant d'air sous pression. Certains four cubilots possèdent un système de refroidissement à l'eau;
- e) « four électrique à arc »: four de métallurgie fixe, rotatif ou basculant pour la fabrication de l'acier, la fonte ou alliages. Ce four est de forme cylindrique ou elliptique, fabriqué d'acier garni de matériaux réfractaires et pourvu au sommet d'ouvertures pour l'insertion de 2 ou plusieurs électrodes. Ces électrodes s'élèvent ou s'abaissent automatiquement pour maintenir une distance adéquate avec la charge et permettre la fusion du métal grâce à la chaleur dégagée de ces arcs;
- f) « four à creusets »: four de métallurgie, fait de matériaux réfractaires et pourvu d'ouvertures à sa partie supérieure pour l'insertion des creusets;
- g) « four à induction »: four de métallurgie de type fixe ou basculant, composé d'un cylindre vertical d'acier normalement garni à l'intérieur de matériaux réfractaires. Le four à induction utilise le principe du transformateur pour fondre le métal. Un circuit à haut voltage est accouplé à un circuit à bas voltage, ces 2 circuits n'étant pas reliés directement. Le raccordement se produit par le champ magnétique créé lorsque la bobine primaire est amorcée;

Division XV PARTICULAR PERSONAL PROTECTIVE EQUIPMENT

- 15.1 Safety Shoes
- 15.2 Eye and Face Protection
- 15.3 Protective Clothings
- 15.4 Safety Hats

**Division I
DEFINITIONS**

1.1 Unless the context otherwise requires, the following expressions and words mean or indicate:

- (a) "crucible": pot made of refractory earth or made of metal lined with refractory materials, used to melt metals;
- (b) "mould and core oven": heating chamber made of brick, stone or metal and used to bake cores and sand moulds;
- (c) "foundry": industrial establishment where ores, metals and alloys are melted, purified or converted;
- (d) "cupola furnace": furnace composed of a vertical steel cylinder lined with refractory materials and topped with a stack to evacuate the gases from the combustion. The melting of pig iron mixed with coke and fluxes is activated by a current of compressed air. A few cupola furnaces are equipped with a water cooled system;
- (e) "electric arc furnace": fixed, rotary, or tiltable furnace to produce steel, iron or alloys. This furnace consists of a cylindrical or elliptical steel shell lined with refractory materials and provided in the top with openings for insertion of 2 or more electrodes. These electrodes are automatically raised or lowered to maintain proper arcing distance from the charge for melting heat energy from the arcs;
- (f) "crucible furnace": furnace built of refractory materials, provided in the top with melting holes for insertion of crucible;
- (g) "induction furnace": furnace of a fixed or tiltable type, composed of a vertical steel cylinder normally lined with refractory materials. The induction furnace uses the transformer principle to melt the metal. A high voltage circuit is coupled to a low voltage circuit, these 2 circuits not being connected directly. The coupling is done by a magnetic field produced when the primary coil is energized;

- h) « four à réchauffer ou à traitement thermique »: four de métallurgie du type à réverbère à récupération, à régénération ou autre, servant:
- i) à réchauffer uniformément et graduellement des lingots, billettes, brames et barres d'acier ou des lingots à forger à des températures fixées d'avance pour en faire, par travail mécanique, des produits d'acier forgé ou laminé; ou
 - ii) à réchauffer les produits d'acier forgé ou laminé à des températures fixées d'avance et convenables pour leur recuit, leur trempe, leur revenu ou autre traitement thermique;
- i) « four à sole »: four de métallurgie horizontal, fixe ou basculant, constitué par une armature d'acier garnie de matériaux réfractaires dans lequel circule au-dessus de la charge un courant de gaz enflammé provenant d'un mélange d'air et de combustibles solides, liquides ou gazeux, et qui est muni de récupérateurs pour les gaz;
- j) « four de métallurgie »: construction ou chambre constituée principalement par une armature d'acier, garnie de matériaux réfractaires et servant à fondre des minerais ou des métaux ou à les soumettre à l'action continue d'une chaleur intense;
- k) « opérations de fonderie »: ensemble des travaux effectués dans le but de réaliser la fusion, la transformation, la purification des matériaux et des alliages pour en faire des lingots ou des pièces coulées. Ces opérations comprennent aussi les manœuvres inhérentes au modelage, moulage, coulage et nettoyage des pièces coulées;
- l) « poche de coulée »: récipient qui, recevant le métal en fusion à la sortie des fours, le transporte jusqu'au moule où il doit être coulé.
- (h) "heating or thermal treatment furnace": reverberatory furnace of the recuperative, regenerative or other type used:
- (i) to reheat uniformly and gradually ingots, billets, sheet bars or forging rounds to predetermined temperatures, to make, by mechanical work, the forged or rolled steel products; or
 - (ii) to reheat the forged or rolled steel products to predetermined temperatures suitable for hardening, annealing, and tempering or other heat-treating processes;
- (i) "open-hearth furnace": horizontal stationary or tiltable furnace built of a steel frame lined with refractory materials, in which a current of burning gases from solid, liquid or gaseous fuel is passed over the top of the charge, and which is equipped with regenerators for the gases;
- (j) "furnace": structure or chamber, principally built of steel frame lined with refractory materials, for the purpose of melting ores or metals or subjecting them to the continuous action of intense heat;
- (k) "foundry operations": all manual works carried out in a foundry for the purpose of melting or converting or refining metals and alloys in order to make ingots or castings. These operations include duties relative to pattern-making, moulding, pouring and trimming of castings;
- (l) "ladle": pot which, receiving the molten metal from the furnace, is used to carry it to the moulds into which it is to be poured.

Section II

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

§ 2.1 *Champ d'application*

2.1.1 Le présent règlement de sécurité et d'hygiène s'applique à l'équipement, à l'entretien et aux opérations de fonderie.

2.1.2 Le présent règlement s'applique à toute nouvelle fonderie. Il s'applique aussi à toute installation et à tout équipement nouveaux dans une fonderie déjà existante.

2.1.3 Pour les fonderies existantes à l'entrée en vigueur du présent règlement, on doit prendre des mesures appropriées pour assurer une sécurité et un hygiène équivalents aux prescriptions du présent règlement.

Division II

GENERAL PROVISIONS

§ 2.1 *Scope*

2.1.1 The present safety and health Regulation applies to the equipment, maintenance and foundry operations.

2.1.2 The present Regulation applies to any new foundry. It also applies to any new installation and equipment in an existing foundry.

2.1.3 In the case of existing foundries, on the enforcement of the present Regulation, appropriate measures shall be taken to insure equivalent safety and health conditions to those prescribed in the present Regulation.

2.1.1. Dans l'application du présent règlement, la nature la dimension et l'arrangement des matériaux et dispositifs peuvent différer des règles qui y sont fixées, pour autant que la résistance du matériau et des dispositifs et leur sécurité d'emploi soient au moins équivalentes à celles qui sont prescrites.

2.1.5 En cas de conflit au sujet d'une équivalence entre le chef de l'établissement et l'inspecteur, c'est l'inspecteur en chef qui tranche et sa décision écrite fait autorité.

§ 2.2 Obligations de l'employeur

2.2.1 Le chef de l'établissement doit veiller à l'application du présent règlement.

2.2.2 Généralités: Le chef d'établissement doit s'assurer que les lieux de travail et l'équipement sont construits, aménagés, utilisés et entretenus de manière à éliminer les risques d'accidents et que les méthodes de travail ne présentent aucun risque.

2.2.3 Caractéristiques des fonderies: Toutes les fonderies doivent être conformes au présent règlement. Elles doivent, en outre, posséder les caractéristiques suivantes:

- a) pour une nouvelle construction ou lors d'une rénovation du bâtiment, les bureaux principaux doivent être isolés des lieux où s'effectuent les opérations de fonderie, par un mur de brique, de pierre ou de béton, ayant une résistance au feu d'au moins une heure. Ce mur doit posséder des portes coupe-feu;
- b) les bureaux de contremaître, situés à moins de 20 pieds des lieux où les travailleurs manipulent le métal en fusion, doivent être construits avec des matériaux ayant une résistance au feu d'au moins une heure;
- c) tout appareil, outil, instrument et équipement doit être en bon état d'utilisation, et des méthodes d'inspection et d'entretien doivent être établies et suivies;
- d) les poches de coulée avec leurs fourches, les creusets avec leurs pinces, les cuillers écumoires, et les bassins de scorie utilisés pour le coulage du métal en fusion doivent être inspectés chaque jour, quel que soit leur état avant usage;
- e) un éclairage conforme à l'article 5.2.1 du Règlement concernant les établissements industriels et commerciaux doit être prévu dans chaque partie de la fonderie;
- f) pendant les heures de travail, la ventilation et la température à l'intérieur des fonderies doivent être conformes à la sous-section 5.1 du Règlement concernant les établissements industriels et commerciaux;

2.1.1 In the application of this Regulation, the nature, dimensions, and disposition of materials and apparatus may differ from this regulation inasmuch as the resistance of the material and apparatus and their safe use are at least equivalent to those prescribed.

2.1.5 If there is conflict with regard to an equivalence between the head of an establishment and the inspector, the Chief Inspector delivers a written decision which is final.

§ 2.2 Duties of the Employer

2.2.1 The head of establishment shall ensure that this Regulation is observed.

2.2.2 Generalities: He shall ensure that the working areas and equipment are made, equipped, operated and maintained in a way to eliminate accident hazards, and that the working methods are safe.

2.2.3 Foundry characteristics: All foundries shall conform to the present Regulation, and, in addition, shall have the following characteristics:

- (a) for a new construction or an alteration of the building, the main offices shall be isolated from the foundry operations areas, by a brick, stone or concrete wall having a fire resistance of at least one hour. This wall shall have fire doors;
- (b) the foremen's offices, located within 20 ft of the areas where molten metal is handled, shall be built of materials having a fire resistance of at least one hour;
- (c) any apparatus, tool, instrument and equipment shall be kept in good working condition, and procedures for inspection and maintenance shall be set up and followed;
- (d) ladles with their forks, crucibles with their handles, ladle skimmers and the slag basins used for the casting of molten metal shall be checked each day before being used, regardless of their condition;
- (e) an illumination conform to the section 5.2.1 of the Regulation concerning industrial and commercial establishments shall be provided for each section of the foundry;
- (f) during the working hours, the ventilation and temperature inside foundries shall be conform to subdivision 5.1 of the Regulation concerning industrial and commercial establishments;

- g) les ateliers où l'on utilise des laques, peintures, vernis, huiles ou autres substances inflammables ou explosives, doivent être isolés et protégés des lieux où se font les opérations de fonderie;
- h) les récipients contenant des substances inflammables ou explosives, doivent être entreposés dans des endroits isolés des lieux où se font les opérations de fonderie;
- i) les bonbonnes de gaz comprimé ne doivent pas être entreposées dans les lieux où se font les opérations de fonderie; seul l'approvisionnement d'une journée est permis.

2.2.1 Explosions de métal en fusion: Afin d'éviter les explosions de métal en fusion, il est interdit:

- a) d'introduire des substances ou objets humides dans le métal en fusion;
- b) de couler du métal en fusion dans un récipient humide; et
- c) d'introduire des corps comportant des cavités hermétiquement fermées dans le métal en fusion.

Section III ENTRÉES ET LIEUX DE TRAVAIL

§ 3.1 Entrées

3.1.1 Courants d'air: Les portes et les fenêtres doivent être construites et placées de façon à réduire les courants d'air excessifs.

3.1.2 Portes sur charnières: Les portes sur charnières donnant accès à la fonderie doivent être pourvues de fenêtres.

§ 3.2 Planchers, fosses et ouvertures de plancher

3.2.1 Qualité des sols et planchers: Les sols et les planchers où s'effectuent les opérations de fonderie doivent être solides et sans irrégularité. Ils doivent être faits de terre, de matériaux incombustibles, à l'exception des planchers faits de blocs en bois spécialement traités. Les planchers doivent être constamment nettoyés et dégagés de tout obstacle.

3.2.2 Les planchers situés près des voies de roulement doivent être solides et arasés au niveau de la tête des rails.

3.2.3 Pistes: On doit aménager et maintenir, le long des voies de roulement de tout portique roulant et des deux côtés de chaque rail, des pistes dégagées ayant au moins 30 pouces de largeur et courant parallèlement aux voies de roulement sur toute leur longueur.

- (g) workshops where ladders, paint, varnish, oil or other flammable or explosive substances are utilized, shall be isolated and protected from the foundry operations areas;
- (h) containers containing flammable or explosive substances, shall be stored in rooms isolated from the foundry operations areas;
- (i) compressed gas cylinders shall not be stored in the foundry operations areas; only the day's requirements will be allowed.

2.2.1 Explosions of molten metal: To avoid explosions of molten metal, the following is forbidden:

- (a) the introduction of substances or any damp objects into molten metal;
- (b) the pouring of molten metal in a damp receptacle; and
- (c) the introduction of pieces having hermetically closed cavities in molten metal.

Division III ENTRANCES AND WORK AREAS

§ 3.1 Entrances

3.1.1 Air drafts: The doors and windows shall be so constructed and located to reduce excessive air drafts.

3.1.2 Hinged doors: The hinged doors giving access to the foundry shall be equipped with windows.

§ 3.2 Floors, Pits and Floor-Openings

3.2.1 Quality of grounds and floors: Grounds and floors where foundry operations are performed shall be firm and without irregularities. They shall be made of earth or of non-combustible materials, with the exception of the wooden block floors especially treated for this purpose. These floors shall be constantly clear of obstacles and cleaned as often as necessary.

3.2.2 The floors immediately adjoining tracks shall be firm and flush with the top of the rails.

3.2.3 Tracks: An unobstructed passageway, at least 30 inches in width on each side of each rail, shall be maintained parallel to and extend the entire length of the tracks upon which any gantry crane is operated.

3.2.1 Plaques d'acier antidérapantes: Lorsque les planchers ou sections de planchers sont en plaques d'acier, celles-ci doivent être antidérapantes.

3.2.5 Garde-corps: Toute ouverture dans le plancher d'une fonderie doit être recouverte ou protégée par des garde-corps. Les fosses et autres ouvertures aménagées dans les planchers dans lesquels le métal fondu est coulé ou manoeuvré, doivent être complètement sèches afin d'éviter les explosions.

3.2.6 Nettoyage des planchers: Les planchers doivent être nettoyés de façon qu'ils ne soient ni huileux, ni glissants.

§ 3.3 Plates-formes et passerelles

3.3.1 Disposition générale: Toute plate-forme ou passerelle à l'intérieur d'une fonderie, doit être maintenue en bon état et suffisamment résistante pour supporter la circulation pour laquelle elle a été construite.

3.3.2 Les plates-formes et passerelles utilisées pour le transport du métal en fusion doivent être faites de métal et gardées sèches.

3.3.3 Largeurs minimales: Les plates-formes et passerelles utilisées pour le transport du métal en fusion doivent posséder les largeurs minimales suivantes:

- a) 3 pieds pour le transport manuel de creusets par au plus 2 travailleurs;
- b) 4 pieds pour le transport manuel des creusets nécessitant plus de 2 travailleurs;
- c) 6 pieds pour le transport manuel des creusets s'effectuant dans les 2 sens; et
- d) 24 pouces de plus que la largeur maximale du chariot ou camion dans lequel les poches de coulée sont transportées.

3.3.4 Garde-corps: Les plates-formes, passerelles et escaliers doivent être pourvus de garde-corps sur tous les côtés exposés.

§ 3.4 Allées

3.4.1 Les allées servant au transport de métal en fusion doivent être en bon état, sèches, bien dégagées, bien tracées et sans irrégularité.

3.4.2 Allées pour le transport des creusets: Les allées utilisées pour le transport des creusets doivent posséder les largeurs minimales suivantes:

3.2.1 Non-slip steel plates: For the floors or sections of floor made of steel plates, these plates shall have a non-slip surface.

3.2.5 Guardrail: Any openings in the floor of a foundry shall be covered or protected by a guardrail. Pits and other floor openings in which molten metal is poured or handled shall be completely dry to avoid explosions.

3.2.6 Cleaning of floors: Floors shall be cleaned in such a manner that there are not left in an oily or slippery condition.

§ 3.3 Platforms and Gangways

3.3.1 General provisions: Any platform or gangway inside a foundry shall be kept in good condition and sufficiently firm to withstand the traffic for which it is intended.

3.3.2 Platforms and gangways used for carrying molten metal shall be of metal construction and kept dry.

3.3.3 Minimum widths: Platforms and gangways used for carrying metal shall have the following minimum widths:

- (a) 3 ft for crucibles carried by not more than 2 workmen;
- (b) 4 ft for crucibles carried by more than 2 workmen;
- (c) 6 ft if the manual transport of the crucible is done simultaneously in both directions; and
- (d) 24 inches wider than the extreme width of the truck in which the ladles are transported.

3.3.4 Guardrails: Platforms, gangways and stairs shall be provided with guardrails on all open sides.

§ 3.4 Aisles

3.4.1 Aisles where molten metal is being carried shall be kept in good condition, dry, free of obstructions, well indicated and without irregularities.

3.4.2 Aisles for transport of crucibles: The aisles used for the manual transportation of crucibles shall possess the following minimum widths:

- a) 18 pouces si le transport des creusets ne nécessite pas plus de 2 travailleurs et que les moules, placés de chaque côté de l'allée, sont à une hauteur inférieure à 20 pouces du niveau de l'allée;
- b) 24 pouces si le transport des creusets ne nécessite pas plus de 2 travailleurs et que les moules, placés de chaque côté de l'allée, sont à une hauteur supérieure à 20 pouces du niveau de l'allée;
- c) 36 pouces si le transport des creusets nécessite plus de 2 travailleurs.

§ 1.1.3 Largeur des allées: Les allées où le métal en fusion est transporté et vidé dans des moules au moyen d'appareils de levage tels que palan, monorail, pont ou portique roulant et chariot roulant, doivent être assez larges pour permettre la manutention et le vidage des poches de coulée avec sécurité.

Section IV PRÉPARATION DES FOURS

§ 4.1 Entrée dans les fours

§ 1.1.1 Conditions d'entrée: Il est interdit à toute personne de pénétrer dans les fours de métallurgie lorsque la température excède 120°F sauf si:

- a) le travailleur porte un habit protecteur aluminé, des vêtements de laine ou tout autre vêtement de protection équivalente;
- b) une ventilation est prévue pour réduire l'effet de la chaleur radiante à l'intérieur du four et si les normes de fatigue contre la chaleur (*Threshold Limit Value of Physical Agents* prescrite par *American Conference of Government Industrial Hygienists (ACGIH-1972)*) sont respectées;
- c) une surveillance continue est assurée par un compagnon de travail.

§ 4.2 Réglage de l'admission de combustible

§ 1.2.1 Canalisations: Les canalisations amenant le gaz aux fours de métallurgie doivent posséder les caractéristiques suivantes:

- a) être étanches et protégées contre la rupture;
- b) être pourvues de clapets d'explosion;
- c) être pourvues de vannes de sûreté permettant de couper instantanément l'admission de combustible en cas de manque de gaz ou d'air ou d'avaries quelconques aux conduites.

- (a) 18 inches if the transporting of crucibles does not require more than 2 workmen and if moulds placed alongside the aisle, are not more than 20 inches above the aisle level;
- (b) 24 inches if the transporting of crucibles does not require more than 2 workmen and if the moulds, placed alongside the aisle are more than 20 inches above the aisle level;
- (c) 36 inches if the transporting of crucibles requires more than 2 workmen.

§ 1.1.3 Width of aisles: The aisles where molten metal is carried and poured into moulding floors by means of lifting apparatus such as a hoist, monorail, overhead or gantry crane or a lift-truck shall be wide enough to handle and empty the ladles safely.

Division IV PREPARATION OF FURNACES

§ 4.1 Entry into Furnaces

§ 1.1.1 Entry conditions: No person shall enter any furnace when its temperature exceeds 120°F, except if:

- (a) the workmen shall wear an aluminized suit, wool clothes or other equivalent protective clothing;
- (b) a ventilation is provided to reduce radiant heat inside the furnace and if standards for heat stress are conformed to Threshold Limit Value of Physical Agents prescribed by the American Conference of Governmental Industrial Hygienists (ACGIH-1972);
- (c) under the continuous supervision of a workmen.

§ 4.2 Fuel Supply Control

§ 1.2.1 Gas lines: Gas lines supplying furnaces shall have the following characteristics:

- (a) be tight and conveniently protected against breaks;
- (b) be provided with explosion release valves;
- (c) be provided with safety cut-off valves capable of instantly shutting oil fuel in case of a deficient supply of gas or of any deterioration of the pipes.

1.2.2 Les tuyauteries fournissant l'huile combustible aux fours de métallurgie doivent être munies de dispositifs automatiques coupant l'admission d'huile combustible lorsque la pression tombe trop basse pour maintenir les brûleurs allumés.

4.2.3 Postes de commande: Les nouvelles installations de fours doivent être équipées de postes de commande disposés de façon à permettre la manoeuvre à distance.

§ 4.3 Allumage des fours

1.3.1 Examen avant l'allumage: Le four doit être soigneusement examiné avant l'allumage et tous les appareils nécessaires à son fonctionnement doivent être en bon état. Avant chaque allumage, on doit vérifier:

- a) le revêtement réfractaire ainsi que les canalisations et installations d'alimentation en air et d'évacuation des fumées;
- b) les dispositifs, canalisations et accessoires servant à l'alimentation en combustible;
- c) le poste de commande et tous les appareils de contrôle.

1.3.2 Précaution lors de l'allumage: Pour l'allumage des fours de métallurgie allumés à la torche, on doit prendre les précautions suivantes:

- a) la torche doit être munie d'un écran et avoir une longueur minimale de 5 pieds pour protéger la personne qui l'utilise;
- b) l'admission d'air doit être suffisante pour créer une légère succion avant que la torche ne soit présentée aux brûleurs;
- c) personne ne doit demeurer ou circuler près des portes pendant l'allumage.

1.3.3 Extinction accidentelle: En cas d'extinction accidentelle des brûleurs des fours à l'huile combustible, à gaz ou à charbon, les vannes d'admission de combustible doivent être fermées et les chambres de combustion ventilées avant de rallumer les brûleurs.

Section V FOURS CUBILOTS

§ 5.1 Planchers sous les fours cubilots

5.1.1 Les planchers situés sous les fours cubilots et à leurs abords immédiats doivent être gardés secs ou légèrement humides, pendant les heures de fonctionnement.

1.2.2 Oil-supply piping for oil-fired furnaces shall be provided with automatic devices able to cut off oil feed when the pressure drops too low to maintain a flame.

1.2.3 Remote control stations: New furnace installations shall be equipped with remote control stations for operating at a distance.

§ 4.3 Lighting of Furnaces

1.3.1 Check before lighting: The furnace shall be carefully examined and all its operating apparatus shall be in good condition before lighting the furnace. The checking of the following items is necessary before each light-up:

- (a) the refractory lining, the air inlet and smoke outlet ductwork;
- (b) devices, pipes and fittings for the fuel supply;
- (c) the control station and all other control devices.

1.3.2 Precautions during light-up: For the lighting of small torch-fired furnaces, the following precautions shall be taken:

- (a) the torch shall have a shield and be at least 5 feet in length to protect the user from burns;
- (b) the air supply shall be sufficient to create a slight draught prior to placing the torch to the burner;
- (c) no person shall stand or pass in front of the doors during the lighting operations.

1.3.3 Accidental extinction: In the event of accidental extinction of an oil, gas or coal burner of the furnace, the fuel supply valves shall be closed and the combustion chambers ventilated prior to another light-up of the burners.

Division V CUPOLA FURNACES

§ 5.1 Floors beneath the Cupola Furnaces

5.1.1 Floors beneath and immediately surrounding cupola furnaces shall be kept dry or slightly damp during operation time.

§ 5.2 Appareils de chargement

§ 5.2 Charging Equipment

5.2.1 Chargement manuel: Lorsque le chargement se fait manuellement, on doit prévoir un garde-corps à l'entrée de la porte de chargement.

5.2.1 Manual chargin: When the charging is done manually, in guardrail at the entrance to the charge door shall be provided.

5.2.2 Accès pourvus de garde-corps: Pour le chargement à la main, à la brouette ou par camion, les accès aux portes de chargement des fours cubilots doivent être pourvus de garde-corps de chaque côté. Aux endroits où des matériaux risquent de s'échapper de la rampe de chargement, un mur d'une hauteur de 42 pouces doit être construit de chaque côté.

5.2.2 Access with guardrails: When charging by hand, by wheelbarrow or by truck, the access to the charging doors of cupola furnaces shall be provided with guardrails on each side. In locations where there is danger of dropping material off the charging ramp, a 42 inches wall shall be built on both sides.

5.2.3 Porte fermée: Lorsque le chargement se fait manuellement, la porte de chargement doit être tenue fermée excepté pour le temps du chargement.

5.2.3 Closed door: When charging is done manually, the charging door shall be kept closed except during the period of charging.

5.2.4 Chargement par moyens mécaniques: Pour le chargement d'un four cubilot par des moyens mécaniques tels que élévateurs, transporteurs, treuils et autres, l'espace situé en dessous et à proximité de ces appareils doit être protégé par des gardes protecteurs.

5.2.4 Mechanical charging: For the mechanical charging of a cupola furnace by elevators, conveyors, winches and other mechanical means, the area under and in the vicinity of these devices shall be surrounded by protectives guards.

§ 5.3 Conduites d'air

§ 5.3 Air Ducts

5.3.1 Toutes les installations de fours cubilots doivent posséder soit une vanne se fermant automatiquement à l'arrêt du ventilateur, soit des clapets dans les tuyères, ces clapets s'ouvrant à l'arrêt des ventilateurs.

5.3.1 All installations of cupola furnaces shall be provided either with a blast valve or damper which close automatically when the blower stops or with valves in tuyeres which will open if blowers stop.

5.3.2 Tout four cubilot doit posséder au moins une ouverture de sécurité qui consiste en un tuyau situé à une distance variant de 1.5 à 2 pouces plus bas que le niveau des tuyères. Ce tuyau doit posséder une plaque fusible qui fondra si le métal fondu atteint un niveau limite.

5.3.2 Any cupola furnace shall have at least one safety opening that consist of a tube located 1.5 to 2 inches lower than the level of the tuyeres. This tube shall have a meltable plate which will melt if the molten metal reaches a limit level.

§ 5.4 Trous de coulée et trous de scorie

§ 5.4 Tap Holes and Slag Spouts

5.4.1 Trous de coulée: Lorsque le trou de coulée est bouché à l'aide d'un tampon d'obturation, on doit éviter d'enfoncer ce tampon directement dans le jet de métal en fusion. Le tampon doit être amené tout près du trou juste au-dessus du jet et appliqué à un angle aigu de façon à réduire au minimum les éclaboussures de métal.

5.4.1 Tap holes: When botting-up tapping holes, the bott shall not be driven directly into the stream of molten metal. The bott shall be brought up immediately over the stream close to the hole and applied at a sharp angle so as to minimize spattering of the metal.

5.4.2 Trous de scorie: Les trous de scorie des fours cubilots doivent être munis d'écrans de protection contre les éclaboussures.

5.4.2 Slag spouts: Slag spouts shall be provided with suitable shields for protection against spattering of slag.

§ 5.5 Ouverture des portes de vidange

§ 5.5 Dropping of Bottom Doors

5.5.1 Lorsque le four cubilot fonctionne, les portes de vidange doivent être solidement soutenues par une ou

5.5.1 When the cupola furnace is in operation, the bottom doors shall be solidly supported by one or more props on

plusieurs béquilles sur une base d'acier posée sur un empattement de béton ou autre matériau de résistance équivalente.

5.5.2 Les béquilles des portes de vidange doivent être retirées à l'aide de moyens mécaniques permettant ce retrait à une distance minimale de 15 pieds.

5.5.3 Lors de l'ouverture des portes de vidange, aucune personne ne doit se tenir à moins de 15 pieds de la circonférence du four cubilot sauf s'il existe un écran de protection.

5.5.4 Un signal doit avertir les travailleurs de l'ouverture des portes de vidange.

§ 5.6 Réparations ou regarnissage des fours cubilots

5.6.1 Protection contre les chutes d'objets: Les travailleurs qui pénètrent dans les fours cubilots pour dégrader le revêtement réfractaire, le remplacer ou procéder à d'autres réparations, doivent être protégés contre les chutes d'objets.

5.6.2 Les portes de chargement doivent être verrouillées.

5.6.3 Verrouillage de l'interrupteur: Si l'on utilise un élévateur à godets ou d'autres genres d'appareils mus à l'électricité pour le chargement des fours cubilots, l'interrupteur doit être verrouillé pendant la période de nettoyage ou de réparation du revêtement.

5.6.4 En l'absence de portes, l'ouverture de chargement doit être protégée contre les chutes d'objets.

5.6.5 Examen: Un examen au moins une fois la semaine doit être effectué pour vérifier et contrôler l'état intérieur du four cubilot.

Section VI FOURS À CREUSETS

§ 6.1 Plates-formes des fours verticaux à creusets

6.1.1 Caractéristiques des plates-formes: Les fours verticaux à creusets dont les couvercles de voûte sont à plus de 12 pouces du plancher, doivent être munis de plates-formes, excepté dans le cas où les creusets sont transportés par des moyens mécaniques exclusivement. Ces plates-formes doivent être:

a) construites en métal avec surface antidérapante;

a steel base mounted on a foundation of concrete or of any other material of equivalent resistance.

5.5.2 These bottom door props shall be pulled out by means of mechanical appliances, from a minimum distance of 15 feet.

5.5.3 During the opening of these doors, no person shall be allowed to be within a 15 feet distance from the cupola furnace circumference unless protected by a shield.

5.5.4 Workmen shall be warned by a signal before the dropping of the bottom doors.

§ 5.6 Repair and Refiling of Cupola Furnaces

5.6.1 Protection against falling objects: Workmen entering cupola furnaces for chipping out linings, relining or for other repairs, shall be protected against falling objects.

5.6.2 The charging doors shall be locked.

5.6.3 Locked of control switch: When using a bucket elevator or other type of electrically driven apparatus for the charging of cupola furnaces, the control switch shall be locked during the cleaning or repairing of the lining.

5.6.4 If there are no charge doors, the opening shall be protected to prevent falls of objects.

5.6.5 Inspection: An inspection shall be carried out at least once a week to verify and control the condition of the interior of the cupola furnace.

Division VI CRUCIBLE FURNACES

§ 6.1 Platforms of Upright Crucible Furnaces

6.1.1 Platform characteristics: Upright crucible furnaces with crown plates elevated more than 12 inches above the surrounding floor, shall be equipped with platforms, except when the crucibles are transported by mechanical means exclusively. These platforms shall be:

(a) constructed of metal and have a non-slip surface;

- b) suffisamment larges pour la commande du four, sans danger;
- c) situées au niveau du couronnement du four, le long des côtés antérieurs et latéraux;
- d) pourvues de garde-corps; et
- e) sèches et dégagées de tout obstacle.

§ 6.2 Creusets

6.2.1 Tiges avec cerceaux: Les creusets ne doivent être soulevés qu'à l'aide de tiges avec cerceaux (fourches) entourant la partie supérieure et de dimensions appropriées aux creusets.

6.2.2 Poids du creuset: Lorsque le poids combiné du creuset avec son contenu de métal fondu et le manche excède 60 livres, le creuset doit être enlevé du four par 2 travailleurs au moins ou par des moyens mécaniques. Lorsque le poids combiné excède 180 livres, un appareil de levage doit être utilisé.

6.2.3 Longueur du manche: Le creuset fixé à un manche et transporté par un seul travailleur doit être muni d'un protecteur pour la main du travailleur. La longueur minimale du manche doit être de 5 pieds.

§ 6.3 Fours à creusets chauffés à l'huile combustible

6.3.1 Robinet-vanne: Lorsque le ventilateur et la pompe à l'huile combustible desservant un ou plusieurs fours à creusets ne sont pas alimentés par la même source d'énergie, un robinet-vanne doit être monté sur la conduite principale d'amenée d'huile combustible.

En cas de manque d'air, l'admission d'huile combustible doit être coupée immédiatement par ce robinet-vanne.

Section VII

FOURS ÉLECTRIQUES À INDUCTION

§ 7.1 Plates-formes des fours électriques à induction

7.1.1 Les fours électriques à induction dont le chargement se fait manuellement doivent être munis de plates-formes qui doivent remplir les conditions suivantes:

- a) être construites en métal avec surface antidérapante;
- b) être suffisamment larges pour le chargement;
- c) être située à au plus 2 pieds en dessous du niveau du couronnement du four, le long des côtés antérieurs et latéraux;
- d) être pourvues de garde-corps; et

- (b) of sufficient width for the safe operation of the furnace;
- (c) extending along the front and sides of the furnace flush with the crown plate;
- (d) provided with guardrails; and
- (e) clear of any obstructions and dry.

§ 6.2 Crucibles

6.2.1 Tongs: Crucibles shall only be lifted with tongs encircling the top part and of the appropriate dimensions for the crucibles.

6.2.2 Weight of the crucible: When the combined weight of the crucible, its contents of molten metal and handle exceeds 60 pounds, the crucibles shall be lifted from the furnace by not less than 2 workmen or by mechanical means. When the combined weight exceeds 180 pounds, a lifting apparatus shall be used.

6.2.3 Length of the handle: A crucible fixed to a handle and transported by one workman shall be equipped with a protector for the workman's hands. The minimum length of the handle shall be 5 feet.

§ 6.3 Oil Fired Crucible Furnaces

6.3.1 Gate-valve: Where the blower and oil-pump feeding one or a bank of oil-fired crucible furnaces are not connected to the same source of power, a gate-valve shall be installed in the main oil-supply line.

In the event of air failure, the oil supply shall be stopped immediately by means of the gate-valve.

Division VII

ELECTRIC INDUCTION FURNACES

§ 7.1 Platforms of Electric Induction Furnaces

7.1.1 Electrical induction furnaces charged manually shall be equipped with platforms having the following characteristics:

- (a) constructed with metal and having a non-slippery surface;
- (b) sufficiently wide for safe charging operation;
- (c) located not more than 2 feet below the top level of furnace and extending the front and sides of the furnace;
- (d) provided with guardrails; and

e) être sèches et dégagées de tout obstacle.

§ 7.2 *Chargement et nettoyage des fours à induction*

7.2.1 Interdiction de chargement à la main: Les fours verticaux à induction ne doivent pas être chargés directement à la main pendant qu'ils sont en marche.

7.2.2 Chargement des fours en marche: On doit utiliser une chute ou autre moyen mécanique pour le chargement des fours à induction lorsque ces derniers sont en marche. Ces appareils de chargement doivent être conçus de façon telle que tout travailleur soit à une distance minimale de 10 pieds du four, sauf s'il existe un écran protecteur.

7.2.3 Conception des appareils de chargement: Les appareils de chargement tels que transporteurs à palettes métalliques, transporteurs-vibreurs, chutes ou bennes s'ouvrant par le bas et suspendues à un appareil de levage, doivent être conçus de façon tel que la charge complète pénètre dans l'ouverture du four.

7.2.4 Écrans-protecteurs: S'il existe un risque d'éclaboussement du métal en fusion, des écrans-protecteurs doivent entourer l'ouverture du four à induction, face au lieu où se fait le chargement.

7.2.5 Utilisation d'une tige métallique: Lorsque des pièces de métal tombent à l'extérieur de l'ouverture du four sur la partie supérieure de ce dernier, on doit utiliser une tige métallique d'une longueur minimale de 6 pieds pour protéger le travailleur poussant ces pièces dans le four.

7.2.6 Protection contre les éclaboussures: Pour éviter les éclaboussures lors du nettoyage de la croûte de scorie collée sur la paroi réfractaire d'un four à induction, le niveau du métal en fusion dans le four doit être inférieur à 6 pouces et le travailleur doit couvrir au moins la moitié de l'ouverture du four avec des plaques de métal.

7.2.7 Cuiller écumoire: La cuiller écumoire pour enlever les scories à la surface du métal fondu dans les fours à induction doit posséder un manche d'une longueur minimale de 5 pieds.

§ 7.3 *Commandes électriques*

7.3.1 Les commandes électriques des fours à induction doivent être protégées des sources de chaleur intense, de la fumée ou de la poussière.

7.3.2 Inspections: Les commandes électriques doivent être vérifiées pour garantir la bonne marche des fours à induction.

(e) dry and free of obstructions.

§ 7.2 *Charging and Cleaning of Induction Furnaces*

7.2.1 Forbidding hand charging: Vertical induction furnaces shall never be charged directly by hand while they are in operation.

7.2.2 Charging furnaces in operation: A chute or other mechanical means shall be utilized for charging electric induction furnaces when the latter are in operation. These charging apparatus shall be designed in a way that the workman be at a minimum distance of 10 feet from the furnace, except where a protective shield is provided.

7.2.3 Design of charging apparatus: Charging apparatus such as metal push-plate conveyors, vibrator-conveyors, chutes or buckets opening from the bottom and suspended to a hoisting apparatus shall be designed in such a way that the complete charge falls into the furnace opening.

7.2.4 Protective screens: Protective screens shall protect the opening of the induction furnace opposite to the side where the charging is performed, if there is any possibility of spattering of molten metal.

7.2.5 Utilization of a metal rod: When pieces of metal fall on top of the furnace, on the outside of the opening, a metal rod of not less than 6 feet long shall be utilized to protect the workman pushing these pieces into the furnace.

7.2.6 Protection against spattering: For the removal of the slag stuck on the refractory wall of an induction furnace, the workman shall cover at least half of the opening of the furnace with metal plates, so as to protect himself from spattering of the metal, and the level of molten metal in the furnace shall be below 6 inches.

7.2.7 Skimming-ladle: The skimming-ladle used to remove slag on the surface of the molten metal in induction furnaces, shall have a handle of at least 5 feet in length.

§ 7.3 *Electrical Controls*

7.3.1 The electrical controls of induction furnaces shall be sufficiently protected from the intense heat, smoke or dust.

7.3.2 Inspections: All electrical controls shall be periodically inspected to ensure proper operation of induction furnaces.

Section VIII FOURS À SOLE

§ 8.1 Protection contre la chaleur

8.1.1 Les fours à sole doivent être isolés de façon à protéger les travailleurs de toute chaleur supérieure à 120°F.

§ 8.2 Protecteurs de coulée

8.2.1 Écrans de protection: Lorsque les trous de coulée des fours à sole sont débouchés à l'oxygène, ils doivent être couverts par des écrans de protection empêchant le métal en fusion d'être projeté et de blesser le travailleur à moins que la lance à oxygène n'ait une longueur minimale de 6 pieds.

8.2.2 Avertissement aux travailleurs: Avant de procéder à la coulée des fours à sole, on doit avertir les travailleurs au moyen de cloches, sifflets ou autres signaux pour qu'ils quittent la zone où s'effectue la coulée.

§ 8.3 Rupture de la sole

8.3.1 Chaque fois que des fragments se détachent de la sole des fours et montent à la surface dans une mesure susceptible de présenter un danger pour les travailleurs, on doit procéder immédiatement à la coulée, afin d'éviter des ruptures importantes de la sole.

8.3.2 En cas de rupture d'une partie d'un four à sole, le trou de coulée doit être immédiatement débouché, afin de vider la majeure partie du bain dans la poche de coulée ou dans la fosse à scories.

§ 8.4 Chargeuses mécaniques

8.1.1 Équipement des chargeuses mécaniques: Les chargeuses mécaniques des fours à sole doivent être munies:

- a) de carters de protection pour les engrenages et pignons de commande;
- b) de garde-roues en avant des roues qui se déplacent sur rails; et
- c) d'écrans protégeant les préposés aux commandes contre les projections de métal.

8.1.2 Un espace libre horizontal d'au moins 6 pouces doit exister entre les chargeuses mécaniques des fours à sole qui se déplacent et tout objet fixe.

Division VIII OPEN-HEARTH FURNACES

§ 8.1 Protection Against Heat

8.1.1 Open-hearth furnaces shall be insulated to protect the workmen from any heat above 120°F.

§ 8.2 Tapping Guards

8.2.1 Protective screens: Where tapping holes on open-hearth furnaces are cut with oxygen, protective screens shall cover the holes to prevent molten metal from being blow and injuring workman, unless the oxygen nozzle is at least 6 feet long.

8.2.2 Warning to the workmen: Before open-hearth furnaces are tapped, warning shall be given by gongs, whistles or other signals to warn the workmen to leave the zone where tapping of molten metal is processed.

§ 8.3 Breakouts of Hearth

8.3.1 Whenever sections of open-hearth furnace bottoms become detached and rise to an extent which might endanger workmen, the charge shall be tapped at once, so as to avoid breakouts in the bottom.

8.3.2 In the event of breakouts on open-hearth furnaces, the tapping hole shall immediately be opened, so as to draw as much as possible of the charge into the ladle or the cinder pit.

§ 8.4 Mechanical Charging Machines

8.1.1 Mechanical charging equipment: Open-hearth charging machines shall be provided with:

- (a) protective crank cases for gears and drive pinions;
- (b) wheel guards in front of wheels moving on tracks; and
- (c) shields protecting the operators against metal splashes and sparks.

8.1.2 An horizontal clearance of at least 6 inches shall be left between any fixed object and the open-hearth furnace charging machines in motion.

§ 8.5 Cuillers et wagonnets de chargement

8.5.1 Évacuation de l'eau: Les fonds des cuillers de chargement des fours à sole doivent être percés d'ouvertures pour évacuer l'eau.

8.5.2 Les cuillers de chargement et les matériaux sur lesquels on retrouve de la neige, de la glace, de l'eau ou des corps comportant des cavités hermétiquement fermées, ne doivent pas être introduits dans les fours à sole.

8.5.3 Les plates-formes des wagonnets portant les cuillers de chargement des fours à sole, doivent être pourvues le long des bords, de taquets d'arrêts empêchant les cuillers de glisser des wagonnets en marche.

§ 8.6 Enlèvement des scories

8.6.1 On doit déposer les scories des fours à sole dans des endroits où il n'y a pas d'eau susceptible de provoquer des éclaboussures.

8.6.2 On doit attendre la solidification des scories avant de les casser et de les amasser.

Section IX FOURS ÉLECTRIQUES À ARC

§ 9.1 Fosses de coulée

9.1.1 Lorsque des fosses de coulée situées près des fours électriques à arc servent à recevoir les poches pour la coulée du métal en fusion, elles doivent:

- a) être nettoyées et sèches;
- b) comporter un espace libre tout autour de la poche d'au moins 1 pied;
- c) posséder des garde-corps ou être couvertes de plaques d'acier antidérapantes lorsqu'elles ne sont pas utilisées; et
- d) posséder une profondeur minimale égale à la moitié de la hauteur de la poche de coulée.

9.1.2 Il est interdit de demeurer dans ces fosses pendant la coulée du métal dans la poche de coulée.

§ 9.2 Portes de chargement

9.2.1 On doit fermer complètement les portes de chargement pour éviter les dangers de projections d'étincelles.

§ 8.5 Charging Boxes and Buggies

8.5.1 Drainage of water: Bottoms of open-hearth charging boxes shall have openings to enable the water to be drained.

8.5.2 Charging boxes and materials containing snow, ice, water or objects having hermetically sealed cavities, shall not be charged into open-hearth furnaces.

8.5.3 Platforms of charging-box buggies for open-hearth furnaces shall be provided along the edges with stops to prevent charging boxes from slipping off the buggies during transit.

§ 8.6 Disposal of Slag

8.6.1 Slag from open-hearth furnaces shall be dumped in places where there is no water that might cause spattering.

8.6.2 Slag from open-hearth furnaces shall be allowed to solidify before being broken up and heaped up.

Division IX ELECTRIC ARC FURNACES

§ 9.1 Pouring Pits

9.1.1 Where pouring pits are used at electrical arc furnaces for holding the ladles during pouring of the molten metal, such pits shall:

- (a) be clean and dry;
- (b) allow at least 1 foot clearance on all sides of the ladle;
- (c) have guardrails or be covered with non-slip steel plates, when they are not in use; and
- (d) have a minimum depth equal to half the height of the ladle.

9.1.2 It is forbidden to stay in such pits during the pouring of metal into the ladle.

§ 9.2 Charging Doors

9.2.1 Charging doors of electric arc furnaces shall be completely closed so as to avoid danger from spark projections.

§ 9.3 Équipement électrique

9.3.1 Les tableaux de commande des fours électriques à arc doivent remplir les conditions suivantes:

- a) être situés dans un endroit libre et bien éclairé, afin que la vue des préposés aux commandes ne soit jamais gênée;
- b) être à l'abri de l'eau, des poussières, de l'huile, des vibrations et de la chaleur intense qui pourraient causer des blessures ou des avaries; et
- c) être équipés d'un dispositif à commande manuelle permettant de lever ou baisser les électrodes indépendamment des régulateurs automatiques.

§ 9.4 Protection des yeux

9.4.1 Lunettes de sécurité: Les préposés à la coulée travaillant aux fours électriques à arc doivent porter des lunettes de sécurité conçues pour leur métier et respectant les prescriptions de la norme *Eye Protectors*, ACNOR Z94.3-1969.

9.4.2 Écrans de protection: Des écrans de protection doivent être placés aux endroits où il y a radiation provenant d'un arc électrique, de façon que les yeux d'aucun travailleur ne soient exposés à de telles radiations provenant d'une source voisine.

Section X

ÉTUDES À MOULES ET À NOYAUX

§ 10.1 Portes

10.1.1 Les portes coulissantes verticales des étuves à moules et à noyaux doivent être construites et installées de manière à assurer toute sécurité.

10.1.2 Caractéristiques des portes: Ces portes doivent, en outre, posséder les caractéristiques suivantes:

- a) avoir des câbles ou chaînes possédant un facteur de sécurité d'au moins 5;
- b) posséder des contrepoids couverts de gardes et solidement attachés et d'un poids suffisant pour rendre le maniement des portes facile;
- c) être munies de dispositifs permettant de les bloquer en position d'ouverture durant le chargement et le déchargement;
- d) être munies de poulies d'un diamètre approprié au câble utilisé pour prévenir l'usure excessive des câbles;
- e) être construites et suspendues de façon à ne pouvoir sortir de leurs guides ou de leurs appareils de suspension.

§ 9.3 Electrical Equipment

9.3.1 The control panels for electric arc furnaces shall respond to the following conditions:

- (a) be so located and lighted that the operators will have an unobstructed view at all times;
- (b) be protected from water, dust, oil, vibrations and from intense heat which might cause injuries or damages; and
- (c) be equipped with a manual control device for raising or lowering the electrodes independently from the automatic regulators.

§ 9.4 Eye Protection

9.4.1 Safety goggles: Melters working at electrical arc furnaces shall wear safety goggles especially designed for their trade. These goggles shall meet the standard "Eye Protectors" CSA Z94.3-1969.

9.4.2 Protective screens: Protective screens shall be provided in the locations where there is radiation coming from an electric arc, so as no workman's eyes be exposed to such radiations coming from a neighboring source.

Division X

MOULD AND CORE OVENS

§ 10.1 Doors

10.1.1 Sliding vertical doors on mould and core ovens shall be constructed and installed in a manner to ensure safety.

10.1.2 Door characteristics: Furthermore these doors shall possess the following characteristics:

- (a) have cables or chains having a safety factor of at least 5;
- (b) have counterweights covered with guards and solidly attached and heavy enough to avoid any excessive effort in operating the doors;
- (c) be equipped with devices allowing locking them in the open position during loading and unloading;
- (d) be provided with pulleys of appropriate diameter to prevent excessive wearing of cables;
- (e) be so constructed and hung that they cannot become disengaged from their carriers or hangers.

10.1.3 Examen des portes: Les portes des étuves à moules et à noyaux doivent être examinées mensuellement. Le travailleur doit s'assurer avant de pénétrer dans les étuves que les portes ne se ferment pas d'elles-mêmes.

10.1.4 Pour les portes à commande électrique, le travailleur doit verrouiller l'interrupteur de courant avant de pénétrer dans les étuves à moules et à noyaux.

§ 10.2 Accès aux toits des étuves

10.2.1 On doit assurer des moyens d'accès aux travailleurs chargés de la conduite et de l'entretien des ventilateurs et autres appareils installés sur le toit des étuves.

10.2.2 Échelles verticales: Lorsqu'on emploie des échelles verticales fixées à un mur de l'étuve, ces dernières doivent être de construction métallique rigide et éloignées d'au moins 6 pouces du mur.

§ 10.3 Chariots d'étuves

10.3.1 Chariots sur rails: Lorsque les chariots à plateforme roulant sur rails servent au chargement des étuves à noyaux et à moules:

- a) les voies doivent être horizontales ou avoir une légère inclinaison vers le fond de l'étuve;
- b) les voies de roulement doivent posséder un sabot d'arrêt;
- c) les chariots doivent être retirés des étuves à l'aide de dispositifs mécaniques.

§ 10.4 Étuves chauffées à l'huile combustible ou au gaz

10.4.1 Avant d'allumer les brûleurs des étuves à moules et à noyaux, on doit effectuer une inspection des brûleurs, des commandes et des étuves elles-mêmes.

10.4.2 Protection contre les poussières: Les brûleurs et l'équipement de commande doivent être protégés des poussières provenant de la fonderie.

10.4.3 Vanne de contrôle: Les brûleurs à buse doivent être munis d'une vanne de contrôle coupant le débit d'huile combustible ou de gaz non brûlé en cas d'extinction de la veilleuse.

10.4.4 Déflecteur: Les brûleurs à buse doivent être munis de déflecteurs pour étaler les flammes et empêcher le sable d'atteindre la buse. La buse doit être horizontale.

10.1.3 Door inspection: The doors of mould and core ovens shall be inspected once a month. The workman shall make sure before entering the ovens, that the doors will not close by themselves.

10.1.4 For electrically operated doors, the operator shall lock the electrical control switch before entering the mould and core ovens.

§ 10.2 Access to the Oven Roofs

10.2.1 Means of access shall be supplied to the workers responsible for the operation and maintenance of fans and other apparatus installed on the roof of the ovens.

10.2.2 Vertical ladders: When using vertical ladders, fixed on a wall of the oven, they shall be rigidly constructed of metal and located at least 6 inches from the wall.

§ 10.3 Oven Cars

10.3.1 Cars on tracks: Where flat cars running on surface tracks are used for loading core and mould ovens:

- (a) the tracks shall be either horizontal or slightly sloped towards the rear of the oven;
- (b) the roll tracks shall have a stop;
- (c) the cars shall be removed from the ovens by mechanical means.

§ 10.4 Gas-Fired or Oil-Fired Ovens

10.4.1 Before lighting-up burners of mould and core ovens, an inspection shall be made of burners, controls and of the ovens themselves.

10.4.2 Dust protection: Burners and control equipment shall be protected from the dust coming from the foundry.

10.4.3 Control valve: Blast-tip type burners shall be provided with control valve that will shut off the flow or unburned gas or oil if the pilot light is extinguished.

10.4.4 Baffle: Blast-tip type burners shall be equipped with baffles to spread the flames and to keep the sand out of the tip. The tip shall be into an horizontal position.

10.1.5 Évents d'explosion: Les étuves chauffées à l'huile combustible ou au gaz doivent être munies d'évents d'explosion conformes aux prescriptions du *Guide for Explosion Venting NFPA, No 68-1954*.

Section XI

FOURS À RÉCHAUFFER OU À TRAITEMENT THERMIQUE

§ 11.1 Portes

11.1.1 Les portes coulissantes verticales des fours à réchauffer ou à traitement thermique doivent posséder les caractéristiques décrites à la sous-section 10.1.

§ 11.2 Protection contre la chaleur

11.2.1 Rayonnement calorifique: Les effets du rayonnement calorifique émis par les faces des fours à réchauffer ou à traitement thermique doivent être combattus par:

- a) l'isolation du four;
- b) des écrans d'aluminium suspendus temporairement pour réfléchir le rayonnement calorifique; ou
- c) des ventilateurs produisant une circulation d'air.

11.2.2 Pièces de coulée: Les pièces de coulée sortant des fours à réchauffer ou à traitement thermique doivent être protégées de façon à éviter des brûlures.

§ 11.3 Systèmes de chauffage des fours à réchauffer ou à traitement thermique

11.3.1 Examen et situation des canalisations: Les canalisations amenant le combustible solide pulvérisé, l'huile combustible ou le gaz aux fours à réchauffer ou aux fours à traitement thermique doivent être isolées des évents d'air chaud ou des sources de chaleur des fours et examinées au moins 1 fois par semaine pour déceler les fuites possibles de gaz nocif dans les locaux de travail.

11.3.2 Contrôle et lecture de la température: Les éléments de chauffe des fours électriques à réchauffer ou à traitement thermique doivent être pourvus de dispositifs pour le contrôle et la lecture de la température, avec des fusibles fonctionnant à haute température.

11.3.3 Ouverture de l'interrupteur de contrôle: Le travailleur chargé de la vérification et de l'entretien des éléments de chauffe doit verrouiller en position ouverte l'interrupteur de contrôle avant de pénétrer dans le four.

10.1.5 Explosion vents: Oil-fired and gas-fired ovens shall be equipped with explosion vents in accordance with prescriptions of the "Guide for Explosion Venting", NFPA, No. 68-1954.

Division XI

HEATING OR THERMAL TREATMENT FURNACES

§ 11.1 Doors

11.1.1 The vertical sliding doors on heating or thermal treatment furnaces shall have the characteristics described in the sub-division 10.1.

§ 11.2 Protection against Heat

11.2.1 Radiant heat: The effects of the radiation of heat from the faces of heating or thermal treatment furnaces shall be decreased by means of:

- (a) insulation of the furnace;
- (b) aluminium sheets hung temporarily to reflect radiant heat; or
- (c) fans to produce air circulation.

11.2.2 Castings: Castings coming out of the heating or thermal treatment furnaces shall be protected to avoid burns.

§ 11.3 Heating Systems of Heating or Thermal Treatment Furnaces

11.3.1 Inspection and location of supply lines: Solid pulverized-fuel, oil and gas supply lines for heating or thermal treatment furnaces shall be isolated from hot air vents or from heat sources of the furnaces and shall be inspected at least once a week to detect possible harmful gas leaks in working areas.

11.3.2 Temperature control and reading: Electric-heating elements in heating or thermal treatment furnaces shall be provided with reliable temperature-controlling devices and with easy readable thermometers and high temperature fuses.

11.3.3 Control switch opening: The workman responsible for the inspection and maintenance of heating elements, shall open and lock the control switch before entering into the furnace.

Section XII
MANUTENTION DU MATÉRIEL DANS
LES FONDERIES

§ 12.1 Creusets et poches de coulée

12.1.1 Inspection: Les creusets et les poches de coulée doivent être inspectés avant d'être mis en service après chaque regarnissage et chaque refroidissement.

12.1.2 Les creusets et les poches de coulée doivent être complètement secs et sans aucune fissure avant d'être utilisés.

12.1.3 Dispositifs de verrouillage: Les poches de coulée à fourche doivent être munies d'un dispositif de verrouillage actionné à la main pour prévenir tout renversement accidentel.

12.1.4 Examen et construction: Les anses ou suspensions et les tourillons des poches de coulée doivent être examinés tous les jours afin de déceler les défauts possibles ou l'usure exagérée. Ces anses et tourillons doivent être construits avec un facteur de sécurité d'au moins 10.

12.1.5 Diamètre de la tête: Le diamètre de la tête au bout extérieur de l'axe des tourillons des poches de coulée, ne doit pas être inférieur à une fois et demie le diamètre de l'axe de ces tourillons.

12.1.6 Les poches de coulée et les creusets ne doivent pas être remplis à un niveau supérieur à celui qu'indique le manufacturier et, en aucun cas, le niveau doit excéder 90% de la hauteur du récipient.

12.1.7 Les tampons ou burettes réfractaires des poches de coulée doivent être adaptés parfaitement à l'ouverture dans le bas de la poche de coulée.

12.1.8 Dispositifs avertisseurs: Lorsque les poches de coulée contenant du métal en fusion sont transportées par chariots automoteurs, monorails, portiques ou ponts roulants, ces appareils doivent être munis de dispositifs avertisseurs (cloches, sifflets ou sirènes) qui doivent être utilisés tout le long du parcours. Pour chaque type d'appareil de levage servant au déplacement du métal en fusion, on doit utiliser des dispositifs avertisseurs différents.

12.1.9 Les poches de coulée transportées par ponts roulants, monorails ou chariots doivent être pourvues de dispositifs de verrouillage empêchant tout renversement accidentel.

12.1.10 Lors du transport d'un moule à l'autre, les poches de coulée doivent toujours être remises en position

Division XII
MATERIAL HANDLING IN
FOUNDRIES

§ 12.1 Crucibles and Ladles

12.1.1 Inspection: Crucibles and ladles shall be inspected before being put into service after their relining and each time they are allowed to cool down.

12.1.2 Crucibles and ladles shall be completely dry and without any cracks before being used.

12.1.3 Locking devices: The hand shank type ladles shall be provided with a manually operated safety lock to prevent accidental tilting.

12.1.4 Inspection and construction: Handles or pivots and trunnions used on ladles shall be examined every day so as to detect possible failures or excessive wear. These handles and trunnions shall be constructed with a safety factor of at least 10.

12.1.5 Head diameter: The diameter of the head on the outside end of the trunnion shaft of ladles shall be not less than one and a half times the diameter of the trunnion shaft.

12.1.6 Ladles and crucibles shall not be filled to a level higher than the level specified by the manufacturer and in any case, never more than 90% of the height of the pot.

12.1.7 The stoppers or refractory outlet nozzles of ladles shall be carefully fitted to the opening in the bottom of the ladle.

12.1.8 Warning devices: When ladles containing molten metal are transported by power trucks, monorails, gantry cranes or overhead cranes, these apparatus shall be provided with warning devices (bells, whistles or sirens) which shall be sounded while traveling. For each type of lifting apparatus used for the transport of molten metal, a different warning device shall be utilized.

12.1.9 Ladles handles by overhead crane, monorail or truck shall be provided with a safety lock preventing accidental tilting.

12.1.10 When transporting ladles from one mould to another, they shall always be brought back to a vertical

verticale ou ramenées à un angle d'au moins 15° par rapport à leur position lors de la coulée précédente.

12.1.11 Mécanisme d'engrenage: Les poches de coulée de plus de 2,000 livres doivent être munies d'un mécanisme d'engrenage pour leur renversement. Ce mécanisme doit être conçu de façon qu'il y ait constamment au moins 2 dents en contact.

12.1.12 Protection des engrenages: Les engrenages du mécanisme de bascule des poches de coulée doivent être protégés contre les éclaboussures de métal en fusion.

12.1.13 Tout travailleur doit se tenir à l'écart des poches de coulée durant leur remplissage, leur transport et leur vidange.

§ 12.2 *Palonniers, élingues, chaînes de suspension, crochets*

12.2.1 Facteur de sécurité: Les palonniers, chaînes de suspension, élingues, crochets et autres accessoires pour le levage et le déplacement des poches de coulée, doivent posséder un facteur de sécurité d'au moins 10. Ces accessoires de levage doivent être examinés chaque jour.

12.2.2 Le travailleur responsable de l'attachement des poches de coulée, châssis de moulage, bennes et autre équipement à un appareil de levage, doit s'assurer que les attaches ne présentent aucun danger de glissement et d'échappement avant d'ordonner le soulèvement.

12.2.3 Personne ne doit demeurer en dessous des charges suspendues à un appareil de levage.

§ 12.3 *Bennes de grue*

12.3.1 Les récipients ou bennes, y compris leurs accessoires de levage pour le transport du matériel par pont roulant ou autre appareil de levage aérien, doivent posséder un facteur de sécurité d'au moins 5.

12.3.2 Lorsque les bennes ont une anse mobile, celle-ci doit être munie d'un dispositif de sécurité pour éviter tout renversement.

Section XIII ÉQUIPEMENT DE PRODUCTION DE FONDERIE

§ 13.1 *Tamis mécaniques*

13.1.1 À moins que le sable traité ne contienne suffisamment d'humidité pour empêcher le dégagement de poussière des tamis mécaniques à sable, ces tamis doivent:

position or to an angle of at least 15° from their position when moulding.

12.1.11 Gear mechanism: Ladles of 2,000 pounds or more capacity shall be provided with a gear tilting mechanism to prevent overturning. This mechanism shall be so designed that 2 teeth of each gear are in contact at all time.

12.1.12 Gear protection: The tilting mechanism gears on the ladles shall be protected against molten metal splashes.

12.1.13 Any workman shall stay as far away as possible from the ladles during their filling, their transportation and their unloading.

§ 12.2 *Load-Bars, Slings, Suspension Chains, Hooks*

12.2.1 Safety factor: The load-bars, slings, suspension chains, hooks and other accessories for the lifting and transportation of ladles, shall have a safety factor of not less than 10. These lifting accessories shall be examined every day.

12.2.2 The workman assigned to the hooking of ladles, flasks, buckets and other equipment to a lifting apparatus, shall make sure that the attachments do not present a danger of slipping and sliding before giving the lifting signal.

12.2.3 No person shall stay underneath loads suspended to a lifting apparatus.

§ 12.3 *Crane buckets*

12.3.1 Boxes or buckets, including their lifting accessories used for the moving of material by an overhead crane or other aerial lifting apparatus, shall have a safety factor of not less than 5.

12.3.2 When the buckets have a mobile handle, the latter shall be equipped with a safety device to avoid tilting.

Division XIII PRODUCTION FOUNDRY EQUIPMENT

§ 13.1 *Mechanical Sand Sifters*

13.1.1 Unless the treated sand contains sufficient moisture to prevent dust emissions, mechanical sand sifters shall:

- a) être enfermés; et
- b) être munis d'un système de dépoussiérage.

- (a) be enclosed; and
- (b) be equipped with a dust exhaust system.

13.1.2 Protection des tamis mécaniques: Les tamis mécaniques rotatifs à sable doivent être protégés par des clôtures ou des garde-corps situés à une distance d'au moins 15 pouces.

13.1.2 Mechanical sand sifter protection: Rotary mechanical sand sifters shall be protected by fences or by guardrails located not less than 15 inches from such sifters.

13.1.3 Les tamis mécaniques et portatifs à secousses actionnés par l'air comprimé, doivent être attachés par un câble un peu plus court que le tuyau flexible d'amenée d'air, afin d'empêcher la rupture du raccord du tuyau flexible par suite des mouvements de la machine.

13.1.3 Mechanical and portable sand sifters equipped with vibrators operated by compressed air shall be attached by a cable a little shorter than the flexible hose supplying the air, in order to avoid the rupture of the coupling of the flexible hose by movement of the machine.

§ 13.2 Machines à mouler

§ 13.2 Moulding Machines

13.2.1 Les machines à mouler doivent être munies d'interrupteurs, manettes ou autres dispositifs nécessitant l'emploi simultané des deux mains.

13.2.1 Moulding machines shall be provided with switches, hand levers or other devices requiring the use of both hands to operate.

13.2.2 Il est interdit de toucher le châssis de moulage alors qu'il est en mouvement.

13.2.2 Nobody shall touch the flask when it is in motion.

13.2.3 Des trous d'air doivent être pratiqués dans les moules pour éviter les explosions lors du moulage.

13.2.3 Venting shall be made in moulds to avoid explosions when casting.

Section XIV

ÉQUIPEMENT DE NETTOYAGE ET DE FINITION DES PIÈCES COULÉES

Division XIV

EQUIPMENT FOR THE CLEANING AND FINISHING OF CASTINGS

§ 14.1 Vibrateurs mécaniques de démoulage

§ 14.1 Mechanical shake-outs

14.1.1 Les vibrateurs mécaniques utilisés pour démouler les pièces coulées de fonderie doivent être pourvus:

14.1.1 Shake-out machines, used to strip castings from sand shall be provided with:

- a) d'un système d'aspiration pour capter les poussières provenant des opérations; et
- b) de transporteurs ou de moyens équivalents permettant de recueillir le sable sous les grilles et de le ramener aux postes de préparation ou d'entreposage des sables.

- (a) a suction system to collect dust created by the operations; and
- (b) conveyors or equivalent means to catch the sand under the grating and return it to the sand reclaimer or storage.

14.1.2 Les travailleurs ne doivent pas essayer de retirer des pièces des grilles vibrantes alors que celles-ci sont en marche.

14.1.2 Workmen shall not try to pull the pieces out of the vibrating grills when the latter are in operation.

§ 14.2 Nettoyage à la main

§ 14.2 Trimming by Hand

14.2.1 Les grosses pièces coulées peuvent être nettoyées et burinées à la main à condition qu'une protection convenable soit assurée aux nettoyeurs. Cette protection convenable exige:

14.2.1 Large castings may be trimmed and chipped by hand in the moulding and casting rooms, on the condition that a suitable protection be furnished to the cleaners. This suitable protection requires:

- a) l'usage de rideaux, cloisons ou écrans appropriés pour empêcher toute blessure provoquée par des projections d'éclats ou de particules;
 - b) un système d'aspiration pour empêcher une concentration de poussière supérieure à la limite maximale permise dans la norme *Threshold Limit Values for Substances in Workroom Air* de *American Conference of Governmental Industrial Hygienists (ACGIH-1972)*;
 - c) le port de lunettes et de vêtements de protection et l'emploi d'appareils respiratoires lorsque les autres méthodes de protection n'assurent pas la sécurité réglementaire.
- (a) the use of suitable curtains, partitions or screens to prevent any injury caused by flying chips or particles;
 - (b) an exhaust system to prevent dust concentrations exceeding the maximum value allowed by the standard "Threshold Limit Values for Substances in Workroom Air" of the American Conference of Governmental Industrial Hygienists (ACGIH-1972);
 - (c) the wearing of goggles and protective clothing and the use of respiratory protective equipment when the other protective methods do not ensure the required protection.

11.2.2 Les tables de travail ou établis utilisés pour la finition des pièces coulées, doivent être suffisamment espacés pour permettre aux travailleurs de circuler et de travailler sans danger d'être blessés par la chute de pièces coulées et d'outils.

11.2.2 Work tables or benches, used for the finishing of castings shall be sufficiently spaced to allow the workmen to circulate and work without any danger of being injured by the falling of castings and tools.

11.2.3 Les tables de travail ou établis ainsi que les montures et autres accessoires de support doivent être conçus et utilisés de façon à tenir solidement la pièce coulée.

11.2.3 Work tables or benches, as well as the mounts and other supporting accessories, shall be designed and used in such a way as to hold the casting solidly.

§ 14.3 Tonneaux de polissage et de dessablage

§ 14.3 Tumbling Barrels

11.3.1 Les tonneaux de polissage à axe horizontal, animés d'un mouvement rotatif ou alternatif, doivent être entourés de garde-corps suffisamment éloignés pour éviter que les personnes puissent les atteindre lorsqu'ils sont en mouvement.

11.3.1 Horizontal revolving or reciprocating tumbling barrels shall be enclosed by guardrails at a sufficient distance to prevent any person from coming in contact with the tumblers when they are in motion.

11.3.2 Verrouillage des tonneaux: Lorsque les tonneaux de polissage et de dessablage sont vidés ou remplis, ils doivent être verrouillés à la position d'arrêt.

11.3.2 Barrel locking: While barrels are being loaded or unloaded they shall be locked in the stop position.

§ 14.4 Installations de sablage

§ 14.4 Abrasive Blasting Units

11.4.1 Le nettoyage des pièces coulées par sablage:

11.4.1 Cleaning of foundry castings by sand-blasting:

- a) ne doit s'effectuer que dans des cabines ou des chambres complètement fermées à l'exception des prises d'air et des chasses d'air dûment protégés:
 - i) au moyen d'appareils automatiques; ou
 - ii) au moyen d'ouvertures fermées par des rondelles flexibles ou des manches pour permettre au travailleur de manipuler les outils de l'extérieur de sa cabine;
 - b) doit s'effectuer au moyen d'abrasifs tels que la mitraille ou la grenaille d'acier utilisés comme projectiles.
- a) shall only be undertaken in booths or rooms completely enclosed except for air intakes and satisfactory protected outlets:
 - (i) with automatic equipment; or
 - (ii) with the operator located outside and manipulating the tools through openings sealed with flexible washers or sleeves;
 - (b) shall be performed with the use of abrasives such as steel shot or grit use as a blasting medium.

11.1.2 Lorsque les travailleurs sont à l'intérieur des salles de sablage, ils doivent être pourvus de cagoules de sablage avec alimentation d'air pur, de gants, de jambières et de vêtements nécessaires pour assurer leur protection contre la poussière et les projections d'abrasifs ou de métal.

11.1.2 When the operators work inside abrasive-blasting rooms, they shall be provided with air-supplied sanblast suits, gloves, leggings, and necessary special clothing to ensure their protection against dust and flying particles of abrasives or metal.

11.1.3 Aucune partie de l'équipement de protection ne doit être laissée à l'intérieur des salles de sablage. Ces vêtements de protection doivent être placés dans un casier à l'abri des poussières.

11.1.3 No part of the protective equipment shall be left inside the blasting chambers. These protective equipments shall be placed in a locker sheltered from dust.

11.1.1 L'air alimentant les appareils respiratoires doit:

11.1.1 The air supplying the respirators shall;

- a) être frais et filtré;
- b) être chauffé à au moins 65° si cet air provient de l'extérieur; et
- c) procurer un débit d'au moins 6 pieds cubes par minute par appareil respiratoire.

- (a) be fresh and filtered;
- (b) be heated to at least 65°F if this air is from outside; and
- (c) provide a minimum flow of 6 cu. ft. per minute for each respirator.

11.1.5 Lorsque l'air est fourni par un compresseur, celui-ci doit être pourvu:

11.1.5 When the air is supplied by a compressor, this one shall be equipped with:

- a) d'un refroidisseur d'air pour éliminer le monoxyde de carbone produit lors d'une surchauffe;
- b) d'un séparateur, d'un filtre ou autre appareil captant les impuretés, notamment les vapeurs d'huile, la rouille, l'eau; et
- c) d'un régulateur de pression.

- (a) an air cooler to eliminate carbon monoxide, produced by an overheating;
- (b) a separator, filter or other apparatus to collect the impurities, especially oil mist, rust, water; and
- (c) a pressure regulator.

Section XV

EQUIPEMENT PARTICULIER DE PROTECTION INDIVIDUELLE

§ 15.1 Chaussures de sécurité

15.1.1 Tout travailleur employé dans le travail manuel d'une fonderie doit porter des chaussures de sécurité conformes à l'article 12.4.1 du Règlement concernant les établissements industriels et commerciaux.

15.1.1 Any workmen engaged in manual labour in a foundry shall wear safety shoes conform to the section 12.4.1 of the Regulation concerning industrial and commercial establishments.

§ 15.2 Protection des yeux et du visage

15.2.1 On doit assurer la protection des yeux et du visage du travailleur de la manière indiquée à l'article 12.3.1 du Règlement concernant les établissements industriels et commerciaux.

§ 15.2 Eye and Face Protection

15.2.1 Protection of workman's eyes and face shall be as specified in the section 12.3.1 of the Regulation concerning industrial and commercial establishments.

§ 15.3 Vêtements de protection

15.3.1 Les couleuvres, les conducteurs de fours et tous les travailleurs chargés du maniement de métal en fusion doivent être vêtus de vêtements de laine, d'ami-

§ 15.3 Protective Clothing

15.3.1 Melters, workmen tending the furnaces and all workmen assigned to the handling of molten metal shall wear wool or asbestos clothes, aluminized suits or other

te, de vêtements aluminés ou d'autres vêtements de protection conformes à l'article 12.7.1 du Règlement concernant les établissements industriels et commerciaux.

§ 15.4 Casques de sécurité

15.4.1 Les casques de sécurité homologués selon la norme *Industrial Protective Head Wear*, ACNOR Z 94.1-1966 doivent être portés en tout temps dans les zones où s'effectuent les opérations de fonderie.

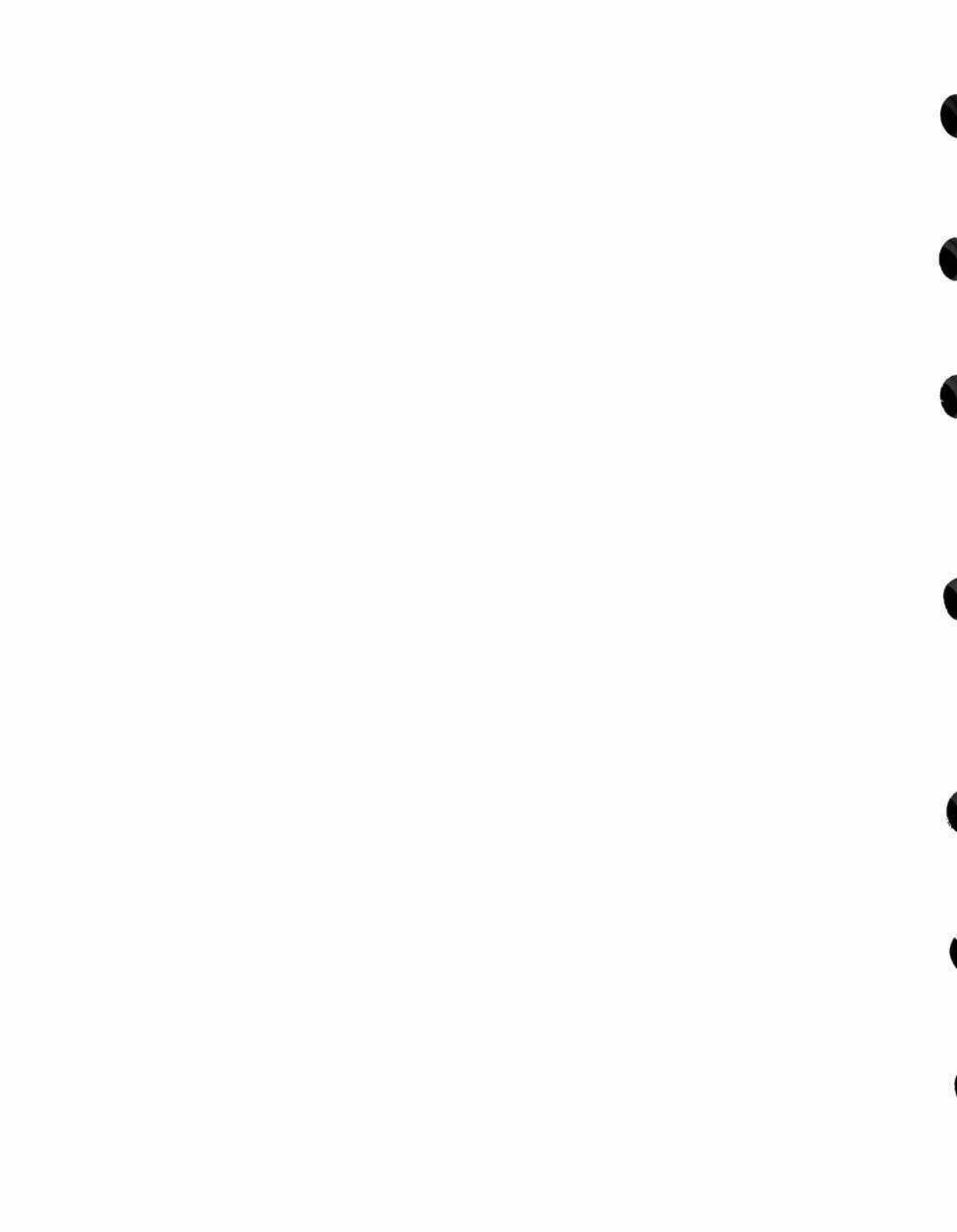
237-o

protective clothing conform to the section 12.7.1 of the Regulation concerning industrial and commercial establishments.

§ 15.4 Safety Hats

15.4.1 Safety hats certified in accordance with the standard "Industrial Protective Head Wear", CSA Z94.1-1966 shall be wear at all times in the foundry operation areas.

237-o



Décision 1395, 23 août 1973
Règ. 73-499, 26 septembre 1973

LOI DES MARCHÉS AGRICOLES
(S.R.Q., 1964, ch. 120)

Producteurs d'oeufs de consommation

*Plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation
du Québec*

Vente directement aux consommateurs

Prenez avis que, par sa décision numéro 1395 du 23 août 1973, et en vertu de l'article 31 de la Loi des marchés agricoles, la Régie des marchés agricoles du Québec a assujéti les ventes faites directement à un consommateur par tout producteur ayant plus de 250 poules pondeuses aux dispositions:

- a) du règlement numéro 1-73 concernant les quotas, édicté par la Fédération requérante, ainsi qu'aux dispositions du plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation du Québec concernant le contingentement;
- b) du règlement numéro 3-A concernant les contributions pour l'administration du plan conjoint adopté par la Fédération requérante, ainsi qu'aux dispositions du plan précité relatives au paiement de contributions;
- c) de la section XII du plan conjoint précité relatives à la mise en marché en coopération avec d'autres juridictions;
- d) de la décision numéro 1352 rendue par la Régie le 23 mai 1973 relative à l'émission de licences aux postes de classification et aux distributeurs d'oeufs de consommation du Québec.

Régie des marchés agricoles du Québec

Par: (Me) GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

235-o

Decision 1395, 23 August 1973
Reg. 73-499, 26 September 1973

AGRICULTURAL MARKETING ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 120)

Consumer-egg producers

Québec Consumer-egg Producers' Joint Plan

Sale directly to consumers

Notice is given that, by its decision number 1395 of 23 August 1973, and pursuant to section 31 of the Agricultural Marketing Act, the Québec Agricultural Marketing Board subjected sales made directly to a consumer by every producer who has more than 250 laying hens to the provisions of:

- (a) Regulation 1-73 respecting quotas, enacted by the petitioning Federation, and also to the provisions of the Québec Consumer-egg Producers' Joint Plan respecting subsidy quotas;
- (b) Regulation 3-A respecting the contributions for the administration of the joint plan made by the petitioning Federation, and also to the provisions of the abovementioned plan respecting the payment of contributions;
- (c) Division XII of the abovementioned joint plan respecting marketing in cooperation with other jurisdictions;
- (d) decision number 1352 rendered by the Board on 23 May 1973 respecting the issuing of licences to grading stations and to consumer egg distributors in Québec.

Québec Agricultural Marketing Board

Per: GILLES LE BLANC, Advocate,
Secretary.

235-o



Décision du 24 août 1973
Règ. 73-500, 26 septembre 1973

LOI DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE
DES PERMIS D'ALCOOL
(L.Q., 1971, ch. 19)

**Avis de la Commission de contrôle des permis
d'alcool du Québec concernant une modification
aux sections de Montréal et de Québec**

Conformément à l'article 6 de la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool, celle-ci avait fait publier dans la *Gazette officielle du Québec*, le 4 mars 1972, un avis dans lequel apparaissaient les comtés qui faisaient partie de la section de Montréal et également les comtés faisant partie de la section de Québec.

Suite à des demandes faites et après étude, la Commission en est venue à la conclusion d'amender cet avis et de décréter que le comté d'ARTHABASKA qui fait présentement partie de la section de Québec soit transféré à la section de Montréal à compter de la mise en vigueur du présent avis, soit à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Commission de contrôle des permis d'alcool
du Québec

Juge JACQUES TRAHAN,
président.

Juge MOE MOSCOVITCH,
vice-président.

JEAN-MARCEL VÉZINA,
commissaire.

ALBERT TANGUAY,
commissaire.

Me ALEXANDRE MIERZWINSKI,
commissaire.

Montréal, ce 24 août 1973

233-o

Decision, 24 August 1973
Reg. 73-500, 26 September 1973

LIQUOR PERMIT CONTROL
COMMISSION ACT
(S.Q., 1971, ch. 19)

**Notice of the Québec Liquor Control Commission
respecting a modification in the Montreal
and Québec divisions**

Pursuant to section 6 of the Liquor Permit Control Commission Act, the said Commission published a notice in the *Québec Official Gazette* on 4 March 1972 in which appeared a list of the counties that were part of the Montreal Division and of the counties that were part of the Québec Division.

Following certain petitions submitted to the Commission and after study thereof, the Commission decided to amend the said notice and to decree that the County of ARTHABASKA, presently part of the Québec Division, be transferred to the Montreal Division effective upon the coming into force of this notice, that is, effective upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

Québec Liquor Permit Control
Commission

Judge JACQUES TRAHAN,
Chairman.

Judge MOE MOSCOVITCH,
Vice-Chairman.

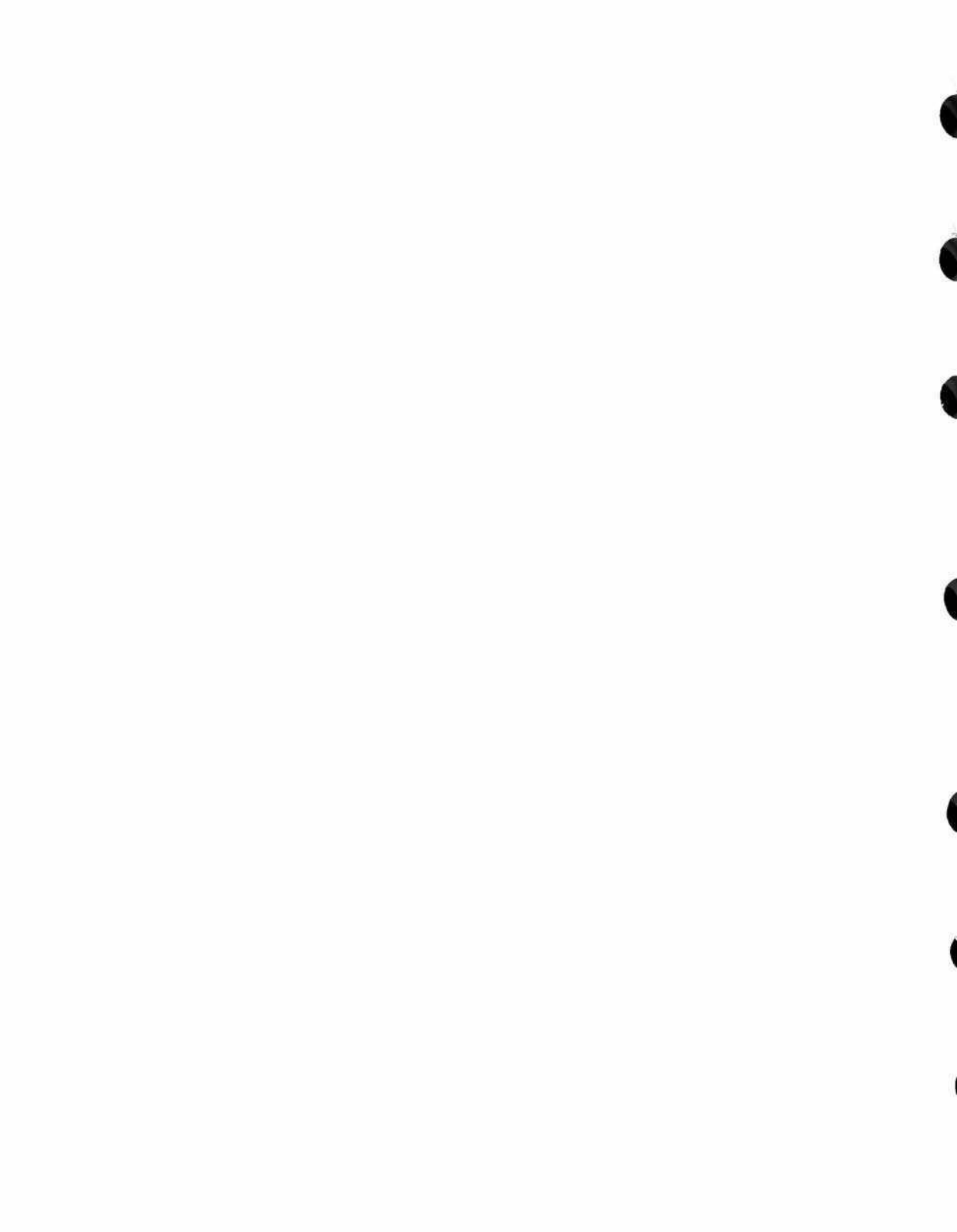
JEAN-MARCEL VÉZINA,
Commissioner.

ALBERT TANGUAY,
Commissioner.

ALEXANDRE MIERZWINSKI, Advocate,
Commissioner.

Montreal, 24 August 1973

233-o



A.C. 3496-73, 25 septembre 1973
Règ. 73-502, 28 septembre 1973

CODE DE LA ROUTE
(S.R.Q., 1964, ch. 231)

Motoneige

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au Règlement 7 sur la motoneige.

ATTENDU QUE le Règlement 7 sur la motoneige a été adopté par l'arrêté en conseil 2876-72 du 28 septembre 1972;

ATTENDU QUE l'article 7.139 dudit règlement stipule que « toute subvention destinée à un club agréé en vertu du présent chapitre, ne peut excéder, chaque année, une somme supérieure au tiers de la somme totale des revenus de ce club agréé »;

ATTENDU QUE cette mesure de restriction quant aux subventions pouvant être accordées est susceptible de défavoriser certains clubs de motoneiges en raison de l'absence de normalisation des budgets;

ATTENDU QU'il y a lieu de supprimer cette mesure de restriction;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des transports:

QUE le Règlement 7.E modifiant le Règlement 7 sur la motoneige soit adopté tel que rédigé et qu'il entre en vigueur le 29 septembre 1972.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Concernant le Règlement 7.E modifiant le Règlement 7 sur la motoneige

1. Le Règlement 7 sur la motoneige adopté par l'arrêté en conseil 2876-72 du 29 septembre 1972 est modifié en abrogeant l'article 7.139 dudit règlement.

2. Le présent règlement entre en vigueur le 29 septembre 1973.

231-o

O.C. 3496-73, 25 September 1973
Reg. 73-502, 28 September 1973

HIGHWAY CODE
(R.S.Q., 1964, ch. 231)

Snowmobiles

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to Regulation 7 respecting snowmobiles.

WHEREAS Regulation 7 respecting snowmobiles was made under Order in Council 2876-72 dated 28 September 1972;

WHEREAS section 7.139 of the said Regulation stipulates that "every subsidy intended for an approved club under this chapter shall not exceed, each year, an amount exceeding one-third of the total income of such approved club";

WHEREAS this restrictive measure respecting subsidies which may be granted may be unfair to certain snowmobile clubs due to a lack of budget standardization;

WHEREAS it is expedient to abolish this restrictive measure;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT Regulation 7.E amending Regulation 7 respecting snowmobiles be made as drafted and that it come into force on 29 September 1973.

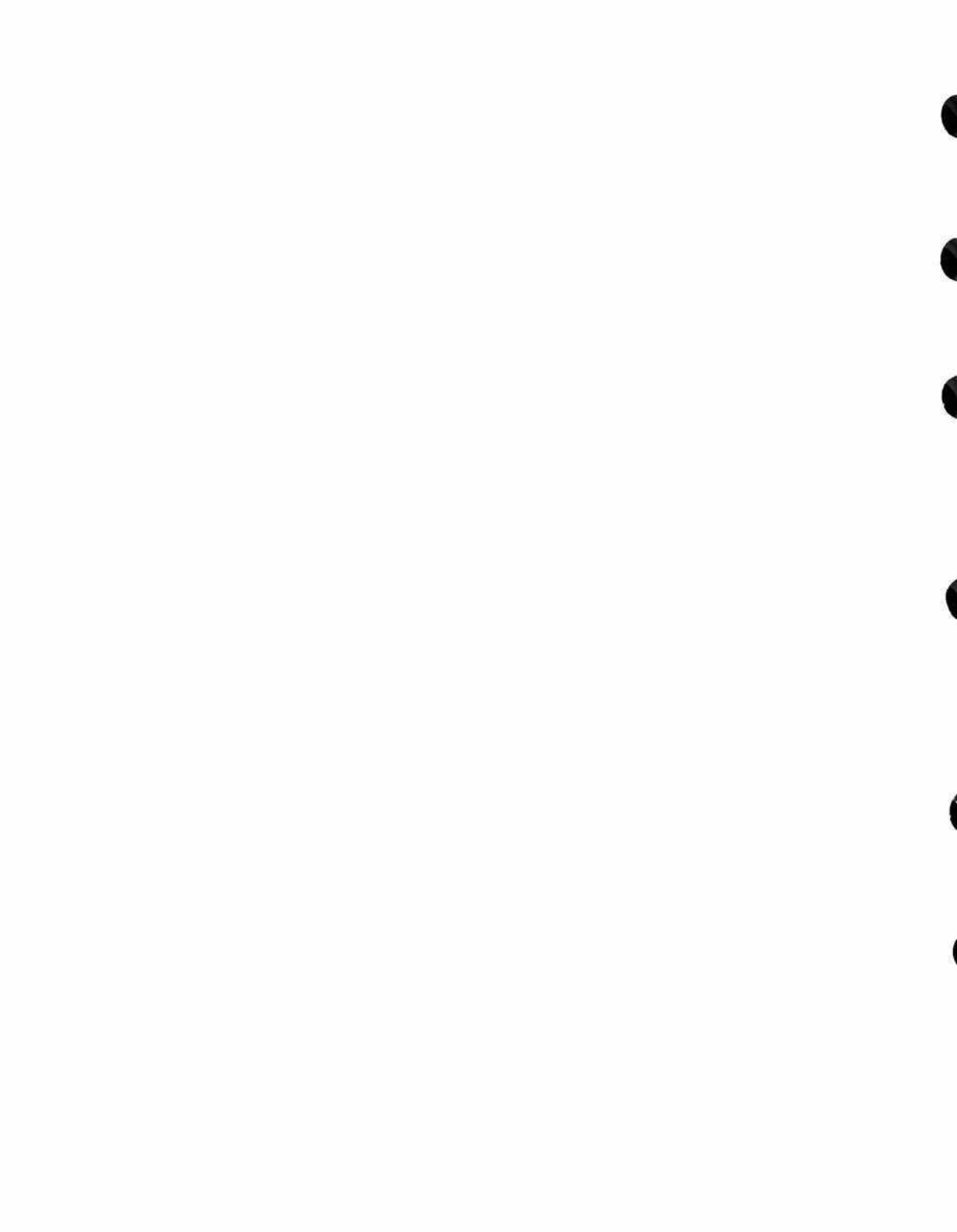
JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Concerning Regulation 7.E amending Regulation 7 respecting snowmobiles

1. Regulation 7 respecting snowmobiles made under Order in Council 2876-72 dated 29 September 1972 is amended by revoking section 7.139 of the said Regulation.

2. This Regulation shall come into force on 29 September 1973.

231-o



A.C. 3497-73, 25 septembre 1973
Règ. 73-503, 28 septembre 1973

LOI DES TRANSPORTS
(L.Q., 1972, ch. 55)

Camionnage en vrac

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement 12.C modifiant le Règlement 12 sur le camionnage en vrac.

ATTENDU QUE le Règlement 12 sur le camionnage en vrac a été adopté par l'arrêté en conseil 2389-73 du 29 juin 1973;

ATTENDU QUE l'annexe B dudit règlement divise le territoire du Québec en 11 régions lesquelles y sont décrites;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier la description des régions 2 et 8 de manière à inclure dans la région 8 les municipalités de Chapais et Chibougamau de même que le territoire de la Baie James;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des transports:

QUE le Règlement 12.C amendant le Règlement 12 sur le camionnage en vrac, annexé au présent arrêté en conseil, soit adopté tel que rédigé et entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement 12.C

12.C.1 L'annexe B du Règlement 12 sur le camionnage en vrac, adopté par l'arrêté en conseil 2389-73 du 29 juin 1973 est modifié en remplaçant la description de la Région 2 par la suivante:

« **Région 2:** Cette région comprend le territoire:

- a) des municipalités des comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean-Est, Lac St-Jean-Ouest; et
- b) des municipalités de cités et villes comprises géographiquement à l'intérieur du territoire visé au paragraphe a. »

12.C.2 L'annexe B dudit règlement est modifié en remplaçant la description de la Région 8 par la suivante:

« **Région 8:** Cette région comprend le territoire:

- a) des municipalités de comtés de Témiscamingue et Abitibi;

O.C. 3497-73, 25 September 1973
Reg. 73-503, 28 September 1973

TRANSPORT ACT
(S.Q., 1972, ch. 55)

Bulk trucking

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Regulation 12.C amending Regulation 12 respecting bulk trucking.

WHEREAS Regulation 12 respecting bulk trucking was enacted under Order in Council 2389-73 dated 29 June 1973;

WHEREAS Schedule B to the said Regulation divides the territory of Québec into 11 regions which are described therein;

WHEREAS it is expedient to amend the description of Regions 2 and 8 in order to include the municipalities of Chapais and Chibougamau together with the territory of James Bay in Region 8;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT Regulation 12.C amending Regulation 12 respecting bulk trucking, annexed to this Order in Council, be enacted as drafted and come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation 12.C

12.C.1 Schedule B to Regulation 12 respecting bulk trucking, enacted under Order in Council 2389-73 dated 29 June 1973, is amended by replacing the description of Region 2 by the following:

“ **Region 2:** This region comprises the territory:

- (a) of the county municipalities of Chicoutimi, Lake St. John East, Lake St. John West; and
- (b) of the city and town municipalities geographically comprised with the territory contemplated in paragraph a. ”

12.C.2 Schedule B to the said Regulation is amended by replacing the description of Region 8 by the following:

“ **Region 8:** This region comprises the territory:

- (a) of the county municipalities of Témiscamingue and Abitibi;

- b) celui ainsi délimité: à l'ouest, la frontière de l'Ontario jusqu'à l'intersection du parallèle de latitude 55.00 Nord; au nord, une ligne orientée est suivant le parallèle 55.00 jusqu'à l'intersection d'une ligne constituée par le prolongement vers le nord de la limite ouest du comté municipal de Saguenay; à l'est, la limite nord-ouest du comté municipal du Lac Saint-Jean-ouest et la ligne constituée par le prolongement vers le nord de la limite ouest du comté municipal de Saguenay; au sud, la limite nord du comté municipal de l'Abitibi; et
- c) des municipalités de cités et villes comprises géographiquement à l'intérieur du territoire visé aux paragraphes *a* et *b*. ».
- 12.C.3 Le présent règlement entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.
- b) bounded as follows: to the west by the Ontario border to the intersection of the parallel of latitude 55.00 North; to the north, an eastward line following parallel 55.00 to the intersection of a line made by the extension to the north of the western boundary of the municipal county of Saguenay; to the east, the northwestern boundary of the municipal county of Lake St. John West and the line made by the extension to the north of the western boundary of the municipal county of Saguenay; to the south, the northern boundary of the municipal county of Abitibi; and
- (c) of the city and town municipalities geographically comprised within the territory contemplated in paragraphs *a* and *b*."
- 12.C.3 This Regulation shall come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

A.C. 3507-73, 25 septembre 1973
Règ. 73-504, 28 septembre 1973

**LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ
ET LES SERVICES SOCIAUX**
(L.Q., 1971, ch. 48)

Règlement général

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

ATTENDU QUE, par l'arrêté en conseil 3322-72 du 8 novembre 1972, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 25 novembre 1972 (page 10566) le lieutenant-gouverneur en conseil a édicté un règlement général sous l'autorité de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.Q., 1971, ch. 48);

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement général;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des affaires sociales:

QUE le règlement modifiant le règlement en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux annexé au présent arrêté en conseil soit adopté;

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* et prenne effet à la date de sa publication.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement modifiant le Règlement en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux

Le règlement adopté en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux par l'arrêté en conseil 3322-72, est modifié en remplaçant la section II de la Partie I comme suit:

«Section II

Élection et nomination des membres des conseils d'administration des conseils de la santé et des services sociaux.

GÉNÉRALITÉS

1.2.1 Dans la présente section, le mot «université» signifie l'Université Laval, l'Université de Montréal, l'Université de Sherbrooke, l'Université du Québec, l'Université McGill, l'Université Sir George Williams ou

O.C. 3507-73, 25 September 1973
Reg. 73-504, 28 September 1973

**ACT RESPECTING HEALTH SERVICES
AND SOCIAL SERVICES**
(S.Q., 1971, ch. 48)

General Regulation

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation under the Act respecting health services and social services.

WHEREAS under Order in Council 3322-72 dated 8 November 1972, published in the *Québec Official Gazette* dated 25 November 1972 (page 10566), the Lieutenant-Governor in Council made a general regulation under the Act respecting health services and social services (S.Q., 1971, ch. 48);

WHEREAS it is expedient to amend the said general regulation;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT the Regulation amending the Regulation under the Act respecting health services and social services annexed to this Order in Council, be made;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette* and come into force on the date of its publication.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation amending the Regulation under the Act respecting health services and social services

The Regulation made under the Act respecting health services and social services under Order in Council 3322-72, is amended by replacing Division II of Part I as follows:

“Division II

Election and appointment of members of the boards of directors of health and social service councils.

GENERAL

1.2.1 In this Division, the word “university” means Laval University, the University of Montreal, the University of Sherbrooke, the University of Québec, McGill University, Sir George Williams University or Bishop's University

l'Université Bishop et les mots «collège d'enseignement général ou professionnel» signifient une institution d'enseignement secondaire supérieur constituée conformément à la Loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (L.Q., 1966/67, ch. 71).

1.2.2 Période d'élections et de nominations: Les élections et nominations doivent avoir lieu au plus tard le 1er novembre de chaque année où elles doivent être faites.

1.2.3 Qualité: Toute personne majeure ayant son lieu ordinaire de travail ou de résidence dans une région peut être élue ou nommée membre du conseil d'administration du conseil de la santé et des services sociaux de cette région. Une personne déjà élue par les maires ou nommée par une catégorie d'organismes ne peut être élue ou nommée à nouveau tant que la période pour laquelle elle a été élue ou nommée n'est pas expirée.

1.2.1 Le ministre désigne une personne dont le rôle est d'exercer un contrôle et une surveillance de l'ensemble de la procédure relative aux élections et nominations.

§ 1. Élections de 4 membres par les maires des municipalités

1.2.5 Tout maire d'une municipalité peut proposer la candidature de 4 personnes aux postes de membres du conseil d'administration du conseil régional de la région dans laquelle est située la municipalité.

Cette proposition se fait au moyen d'un bulletin de présentation signé par le maire, adressé au directeur général du conseil régional et indiquant les nom, âge, sexe, adresse, occupation, état civil et lieu de travail des candidats proposés. Le bulletin doit être accompagné du consentement écrit des candidats à leur mise en nomination.

Tout bulletin de présentation doit être transmis au directeur général du conseil régional avant le 15 octobre de chaque année où des élections doivent être faites. Un bulletin reçu après cette date est nul à moins que le nombre de candidatures proposées soit inférieur au nombre de postes à combler.

1.2.6 Le directeur général du conseil régional agit comme président d'élections.

Il nomme un secrétaire et 2 scrutateurs. Il doit laisser libre accès en tout temps à la personne nommée par le ministre en vertu de l'article 1.2.4 ou à ses représentants et utiliser les formulaires et modèles de bulletins de vote par elle fournis le cas échéant.

1.2.7 Le directeur général du conseil régional dresse la liste des candidats proposés.

and the words "general or vocational college" mean a higher secondary educational institution incorporated in accordance with the General and Vocational Colleges Act (S.Q., 1966/67, ch. 71).

1.2.2 Time of elections and appointments: The elections and appointments must be held not later than 1 November of each year in which they must take place.

1.2.3 Qualifications: Any person of full age whose ordinary place of work or residence is in a region may be elected or appointed member of the board of directors of the health and social service council of the said region. A person already elected by the mayors or appointed by a class of bodies cannot be elected or appointed again when the period for which he was elected or appointed has not expired.

1.2.1 The Minister shall designate a person whose rôle shall be to control and supervise the whole of the proceedings relating to elections and appointments.

§ 1. Election of 4 members by the mayors of the municipalities

1.2.5 Every mayor of a municipality may propose the candidacy of 4 persons to the posts of members of the board of directors of the regional council of the region in which the municipality is situated.

This proposal shall be submitted on a form signed by the mayor, addressed to the general manager of the regional council indicating the name, age, sex, address, occupation, civil status and place of work of the proposed candidates. The form must be accompanied by the written consent of the candidates to their appointment.

Every form must be forwarded to the general manager of the regional council before 15 October each year in which elections must be held. A form received after that date shall be void unless the number of proposed candidates is less than the number of posts to be filled.

1.2.6 The general manager of the regional council shall act as election chairman.

He shall appoint a secretary and 2 scrutineers. He must give free access at all times to the person appointed by the Minister in virtue of section 1.2.4 or to his representatives and use the forms and types of ballot-papers provided by him where necessary.

1.2.7 The general manager of the regional council shall draw up the list of proposed candidates.

Si le nombre de candidats proposés est supérieur au nombre de postes à combler, le président d'élections transmet à chaque maire, avant le 20 octobre, la liste avec un bulletin de vote initialé et un avis indiquant la date, l'heure et le lieu du dépouillement.

Si le nombre de candidats proposés est égal ou inférieur au nombre de postes à combler, le président transmet, à chaque maire, avant le 30 octobre, un avis déclarant les candidats élus.

1.2.8 Un maire inscrit les noms de 4 candidats différents sur le bulletin de vote qui lui est transmis et l'adresse au président d'élections avant le premier novembre sous 2 enveloppes. La première enveloppe porte l'identification du votant et la seconde contient le bulletin de vote.

1.2.9 Le président d'élections procède publiquement à l'ouverture des enveloppes en compagnie des scrutateurs avant le 3 novembre, aux date, heure et lieu indiqués dans l'avis aux maires.

La première enveloppe, sur laquelle est indiquée le nom du votant, sert à pointer la liste des maires ayant le droit de vote. Le président retire ensuite la seconde enveloppe scellée qui contient le bulletin de vote et la met de côté sans l'ouvrir dans une boîte prévue à cet effet.

Une fois terminé le pointage de la liste des maires, le président procède au dépouillement du scrutin en ouvrant les enveloppes contenant les bulletins et en indiquant, sur la liste des candidats, en regard de chaque nom, le nombre de votes reçus.

1.2.10 Les 4 personnes qui ont obtenu le plus grand nombre de votes sont déclarées élues par le président d'élections et deviennent membres du conseil d'administration du conseil régional pour 2 ans.

S'il survient une égalité des voix dont l'effet est de placer plus de 4 personnes dans le groupe de ceux qui ont obtenu le plus grand nombre de votes, le président d'élection procède à un tirage au sort entre les candidats égaux ayant obtenu le moins grand nombre de votes au sein du groupe.

1.2.11 Les résultats de l'élection sont constatés par un document signé par le président, le secrétaire et les scrutateurs. Ce document est transmis au ministre par le président d'élections, dans les 5 jours qui suivent le dépouillement du scrutin.

If the number of proposed candidates is greater than the number of posts to be filled, the election chairman shall forward to each mayor, before 20 October, the list with the initialed ballot-paper and a notice indicating the date, time and place of the counting of the votes.

If the number of proposed candidates is equal to or less than that of the number of posts to be filled, the chairman shall forward, to each mayor, before 30 October, a notice of the candidates declared elected.

1.2.8 A mayor shall enter the names of 4 different candidates on the ballot-paper which is forwarded to him and shall address it to the election chairman before the first of November in 2 envelopes. The first envelope shall contain the voter's identification and the second the ballot-paper.

1.2.9 The election chairman shall publicly open the envelopes before the scrutineers before 3 November at the date, time and place indicated in the notice to the mayors.

The first envelope on which the voter's name is indicated shall be used to check the list of the mayors who have the right to vote. The chairman shall then withdraw the second sealed envelope which contains the ballot paper and put it aside, without opening it, in a box provided for such purpose.

Once the checking of the list of mayors has been done, the chairman shall proceed to the counting of the votes by opening the envelopes containing the ballots and indicating, on the list of candidates, beside each name, the number of votes received.

1.2.10 The 4 persons who have obtained the greatest number of votes shall be declared elected by the election chairman and shall become members of the board of directors of the regional council for 2 years.

In the event of a tie-vote which would place more than 4 persons in the group which has obtained the greatest number of votes, the election chairman shall proceed to a drawing of lots among the equal candidates who have obtained the least number of votes from among the group.

1.2.11 The results of the election shall be attested by a document signed by the chairman, secretary and scrutineers. This document shall be forwarded to the Minister by the election chairman within the 5 days following the counting of the polls.

§ 2. Nominations par les établissements, les universités et les collèges d'enseignement général et professionnel

1.2.12 Tout centre local de services communautaires, centre hospitalier, centre de services sociaux et centre d'accueil au bénéfice duquel un permis en vigueur a été délivré au sens de la Loi de même que toute université ou collège d'enseignement général et professionnel peut proposer la candidature d'un nombre de personnes correspondant au nombre de postes à combler pour lesquels la nomination relève de la catégorie d'organismes à laquelle il appartient, au sein du conseil régional de la région dans laquelle il est situé.

1.2.13 Une proposition au sens de l'article 1.2.12 se fait par l'envoi d'une résolution du conseil d'administration indiquant les nom, adresse, âge, sexe, lieu de travail et occupation des candidats proposés.

La résolution, de même qu'un document contenant le consentement écrit des candidats à leur mise en nomination doivent être transmis au directeur général du conseil régional avant le 15 octobre de chaque année.

Dans le cas d'un établissement non constitué en corporation, la proposition au sens de l'article 1.2.12 se fait au moyen d'un bulletin de présentation signé par le propriétaire de l'établissement.

1.2.11 Le directeur général du conseil régional dresse une liste des candidats proposés pour chaque catégorie d'organismes.

Si le nombre de candidats proposés est supérieur au nombre de postes à combler, il transmet la liste à chaque organisme de la catégorie visée avant le 20 octobre, avec un avis du lieu, de l'heure et de la date où seront compilés les résultats.

Si le nombre des candidats proposés est égal ou inférieur au nombre de postes à combler, il transmet la liste à chaque organisme de la catégorie visée avant le 30 octobre, avec un avis déclarant les candidats élus.

1.2.15 Dans les cas où le nombre de candidats proposés est supérieur au nombre de postes à combler, chacun des établissements détenteur d'un permis en vigueur, de même que chacune des universités et chacun des collèges d'enseignement général et professionnel fait parvenir au directeur général du conseil régional, sous enveloppe scellée, avant le premier novembre, une copie certifiée d'une résolution de son conseil d'administration désignant un nombre de personnes dont le nom se trouve sur la liste, égal au nombre de postes à combler pour lesquels la nomination relève de la catégorie d'organismes à laquelle il appartient.

§ 2. Appointments by the establishments, universities and general and vocational colleges

1.2.12 Every local community service centre, hospital centre, social service centre and reception centre for whose benefit a permit in force was issued within the meaning of the Act, as well as any university or general and vocational college, may propose the candidacy of a number of persons corresponding to the number of posts to be filled for which the appointment comes under the class of bodies to which it belongs within the regional council of the region in which it is situated.

1.2.13 A proposal within the meaning of section 1.2.12 shall be made by the sending of a resolution of the board of directors indicating the names, addresses, age, sex, place of work and occupations of the proposed candidates.

The resolution as well as a document containing the written consent of the candidates to their appointment must be forwarded to the general manager of the regional council before 15 October of each year.

In the case of an establishment which is not incorporated, the proposal within the meaning of section 1.2.12 shall be made by means of a form signed by the owner of the establishment.

1.2.11 The general manager of the regional council shall draw up a list of the proposed candidates for each class of bodies.

If the number of proposed candidates is greater than the number of posts to be filled, he shall forward the list to each body of the class contemplated before 20 October with a notice indicating the place, time and date when the results shall be counted.

If the number of proposed candidates is equal to or less than the number of posts to be filled, he shall forward the list to each body of the class contemplated before 30 October with a notice of the candidates declared elected.

1.2.15 In the case where the number of proposed candidates is greater than the number of posts to be filled, each establishment holding a permit in force, as well as every university and general and vocational college shall send to the general manager of the regional council, in a sealed envelope, before the first of November, a certified copy of a resolution of its board of directors designating a number of persons whose names are on the list, equal to the number of posts to be filled for which the appointment comes under the class of bodies to which he belongs.

Dans le cas d'un établissement non constitué en corporation, la résolution est remplacée par un document signé par le propriétaire.

1.2.16 Avant le 5 novembre, le président des élections procède publiquement à l'ouverture des enveloppes et indique sur la liste des candidats en regard de chaque nom, le nombre de fois qu'il a été désigné.

1.2.17 Les personnes désignées par le plus grand nombre de centres hospitaliers deviennent membres du conseil d'administration du conseil régional, dans la mesure où il existe au sein du conseil des postes à combler pour des membres nommés par les centres hospitaliers.

Il en va de même pour les personnes nommées par les autres catégories d'organismes.

1.2.18 S'il survient une égalité dont l'effet est de donner accès à un trop grand nombre de personnes aux postes à combler, le directeur général du conseil régional procède à un tirage au sort entre les candidats égaux.

1.2.19 Les nominations sont constatées par le directeur général du conseil régional, le secrétaire et les scrutateurs. Un avis en est transmis au ministre dans les 5 jours qui suivent la nomination.

§ 3. Consultation auprès des groupes socio-économiques

1.2.20 Tout groupe socio-économique au sein d'une région peut soumettre les noms de 2 candidats à la nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Cette proposition se fait au moyen d'un document indiquant les nom, adresse et occupation des candidats. Le document doit être signé par un représentant autorisé du groupe et porter le consentement écrit du candidat à la proposition.

Les propositions doivent être transmises au directeur général du conseil régional au plus tard le premier octobre de chaque année où est tenue une telle consultation.

1.2.21 Le directeur général du conseil régional dresse la liste des candidatures présentées et la transmet au ministre avec ses commentaires, avant le 10 octobre.

§ 4. Contestation et annulation

1.2.22 Motif de contestation: L'élection ou la nomination d'un candidat au conseil d'administration d'un conseil régional peut être contestée pour manœuvre frauduleuse, absence d'éligibilité ou irrégularités graves.

In the case of an establishment which is not incorporated, the resolution shall be replaced by a document signed by the owner.

1.2.16 Before 5 November, the election chairman shall publicly open the envelopes and shall indicate on the list of candidates, beside each name, the number of times he has been designated.

1.2.17 The persons designated by the greatest number of hospital centres shall become members of the board of directors of the regional council, accordingly as posts to be filled exist within the council for members appointed by hospital centres.

The same applies to persons appointed by the other classes of bodies.

1.2.18 In the even of a tie which allows too great a number of persons access to the posts to be filled, the general manager of the regional council shall proceed to a drawing of lots from among the equal candidates.

1.2.19 Appointments shall be attested by the general manager of the regional council, the secretary and scrutineers. A notice thereof shall be forwarded to the Minister within 5 days after the appointment.

§ 3. Consultation with socio-economic groups

1.2.20 Every socio-economic group within a region may submit the names of 2 candidates for appointment by the Lieutenant-Governor in Council.

This proposal shall be made by means of a document indicating the names, addresses and occupations of the candidates. The document must be signed by an authorized representative of the group and bear the written consent of the candidate to the proposal.

The proposals must be forwarded to the general manager of the regional council not later than the first day of October of each year when such consultation is held.

1.2.21 The general manager of the regional council shall draw up the list of the candidates presented and forward it to the Minister with his comments before 10 October.

§ 4. Contestation and cancellation

1.2.22 Grounds for contestation: The election or appointment of a candidate to the board of directors of a regional council may be contested for fraud, lack of eligibility or gross irregularity.

1.2.2.3 Forme de la requête: La contestation prend naissance par une requête en contestation signifiée au ministre dans les 30 jours suivant l'élection ou la nomination.

La requête en contestation doit mentionner succinctement le motif de contestation.

1.2.2.1 Expertise par le ministre: Sur réception de la requête en contestation, le ministre peut, après avoir donné l'occasion au contestataire de se faire entendre devant lui ou devant une personne mandatée par lui par écrit:

- a) rejeter la requête;
- b) confirmer ou annuler l'élection ou la nomination contestée; ou
- c) ordonner une nouvelle élection ou nomination.

§ 5. Indemnisation

1.2.2.5 Indemnisation: Les membres du conseil d'administration d'un conseil régional sont indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées conformément au tarif et à la procédure fixés par la décision 39966 du 4 décembre 1968 du Conseil du trésor pour l'indemnisation des membres d'organismes analogues.

240-o

1.2.2.3 Form of petition: The contestation is originated by a petition in contestation served upon the Minister within the 30 days following upon the election or appointment.

The petition in contestation must mention in a concise manner grounds for contestation.

1.2.2.1 Investigation by the Minister: The Minister, upon receipt of the petition in contestation, and after hearing the contesting party, or authorizing a person in writing to hear the contesting party, may:

- (a) reject the petition;
- (b) confirm or cancell the election or appointment contested; or
- (c) order a new election or appointment.

§ 5. Expenses

1.2.2.5 Expenses: The members of the board of directors of a regional council are indemnified for their expenses in attending meetings, in accordance with the tariff and the procedure fixed by Decision 39966 dated 4 December 1968 of the Treasury Board for the expenses of members of similar bodies.

240-o

A.C. 3518-73, 25 septembre 1973
Règ. 73-505, 28 septembre 1973

LOI DE L'AIDE JURIDIQUE
(L.Q., 1972, ch. 14)

Tarif

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement provisoire établissant des tarifs d'honoraires applicables temporairement aux fins de la Loi de l'aide juridique.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de la justice:

QUE le règlement provisoire prévoyant un tarif d'honoraires applicable temporairement aux fins de l'aide juridique (L.Q., 1972, ch. 14 et am.), adopté en vertu de l'arrêté en conseil 2030-73, en date du 31 mai 1973 et modifié en vertu de l'arrêté en conseil 3135-73, en date du 29 août 1973, soit de nouveau modifié en remplaçant dans la deuxième ligne du deuxième alinéa du préambule l'expression « 4 mois » par « 5 mois ».

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

233-o

O.C. 3518-73, 25 September 1973
Reg. 73-505, 28 September 1973

LEGAL AID ACT
(S.Q., 1972, ch. 14)

Tariff

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the provisional regulation establishing the tariff of temporarily applicable fees for the purposes of the Legal Aid Act.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT the provisional regulation establishing a tariff of temporarily applicable fees for the purposes of the Legal Aid Act (S.Q., 1972, ch. 14 and am.), enacted under Order in Council 2030-73 dated 31 May 1973 and amended under Order in Council 3135-73 dated 29 August 1973, be further amended by replacing in the second line of the second paragraph of the preamble the words "4 months" by "5 months".

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

233-o



A.C. 3549-73, 25 septembre 1973
Règ. 73-506, 28 septembre 1973

LOI DES MINES
(L.Q., 1965, ch. 34)

Soustraction au jalonnement

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la soustraction au jalonnement de terrains miniers situés dans le comté de Saguenay, cantons St-Castin, Hauteville, Malapart et Bergeron.

ATTENDU QUE la compagnie minière Québec Cartier vient de compléter une étude prouvant la rentabilité de l'exploitation du gisement de minerai de fer dans la région du lac Fire;

ATTENDU QUE ladite compagnie minière projette d'expédier le minerai brut du lac Fire à l'atelier de concentration du lac Jeannine à proximité de Gagnon;

ATTENDU QUE l'utilisation des facilités du lac Jeannine permettra d'assurer la survie de la ville de Gagnon lors de l'épuisement du gisement de minerai de fer du lac Jeannine à partir de 1976;

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté en conseil 1805 du 15 septembre 1965, une étendue de terrain située dans les cantons de St-Castin, Hauteville, Malapart et Bergeron a été soustraite au jalonnement dans le but d'éviter des piquetages pouvant nuire à la mise en exploitation du gisement de fer du lac Fire;

ATTENDU QUE le règlement adopté en vertu de l'arrêté en conseil 1805 du 15 septembre 1965 n'aura plus force de loi après le 1^{er} octobre 1973;

ATTENDU QU'il y a lieu de prolonger la durée de l'arrêté en conseil 1805 du 15 septembre 1965 jusqu'au 1^{er} octobre 1976 afin de permettre à la compagnie minière Québec Cartier d'obtenir les divers espaces de terrain nécessaires à l'implantation de l'équipement devant permettre la mise en production du gisement du lac Fire;

ATTENDU QUE l'article 268, paragraphe 1, de la loi des mines permet au lieutenant-gouverneur en conseil de faire des règlements en vue de réserver et soustraire au jalonnement tout terrain qui, dans son opinion, peut être nécessaire aux fins qui sont énumérées audit paragraphe 1.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des richesses naturelles:

O.C.3549-73, 25 September 1973
Reg. 73-506, 28 September 1973

MINING ACT
(S.Q., 1965, ch. 34)

Withdrawal from staking

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the withdrawal from staking of mining lands situated in the County of Saguenay Townships of St. Castin, Hauteville, Malapart and Bergeron.

WHEREAS the Québec Cartier Mining Company has just completed a study proving the profitability of iron ore mining operations in the Lake Fire region;

WHEREAS the said mining company proposes to ship the crude ore from Lake Fire to the concentrator at Lake Jeannine near Gagnon;

WHEREAS the utilization of the facilities at Lake Jeannine will ensure the survival of the Town of Gagnon upon the exhaustion of the iron ore deposit at Lake Jeannine starting in 1976;

WHEREAS under Order in Council 1805 dated 15 September 1965, a tract of land situated in the Townships of St. Castin, Hauteville, Malapart and Bergeron was withdrawn from staking in order to prevent staking which could be prejudicial to the operation of the iron deposit at Lake Fire;

WHEREAS the Regulation made under Order in Council 1805 dated 15 September 1965 will no longer be in force after 1 October 1973;

WHEREAS it is expedient to extend the term of Order in Council 1805 dated 15 September 1965 up to 1 October 1976 in order to allow the Québec Cartier Mining Company to obtain the various parcels of land necessary for the installation of the equipment for the extraction of the Lake Fire deposit;

WHEREAS section 268, paragraph 1 of the Mining Act empowers the Lieutenant-Governor in Council to make regulations in order to reserve and withdraw from staking any land which, in his opinion, may be necessary for the purposes which are enumerated in the said paragraph 1.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

QUE le règlement adopté en vertu de l'arrêté en conseil 1805 du 15 septembre 1965 ait force de loi pour une période additionnelle de 3 ans c'est-à-dire jusqu'au 1er octobre 1976.

QUE le présent règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,

JULIEN CHOUINARD.

238-o

THAT the Regulation made under Order in Council 1805 dated 15 September 1965 continue in force for an additional 3 years, namely, up to 1 October 1976.

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

238-o

A.C. 3594-73, 25 septembre 1973
Règ. 73-507, 28 septembre 1973

LOI DES TRANSPORTS
(L.Q., 1972, ch. 55)

Camionnage en vrac

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification à l'arrêté en conseil
2389-73 du 29 juin 1973.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Premier
ministre:

QUE le dispositif de l'arrêté en conseil 2389-73 du
29 juin 1973 soit modifié en remplaçant, dans la der-
nière ligne, le mot « octobre 1973 » par le mot « janvier
1974 ».

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

236-o

O.C. 3594-73, 25 September 1973
Reg. 73-507, 28 September 1973

TRANSPORT ACT
(S.Q., 1972, ch. 55)

Bulk trucking

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

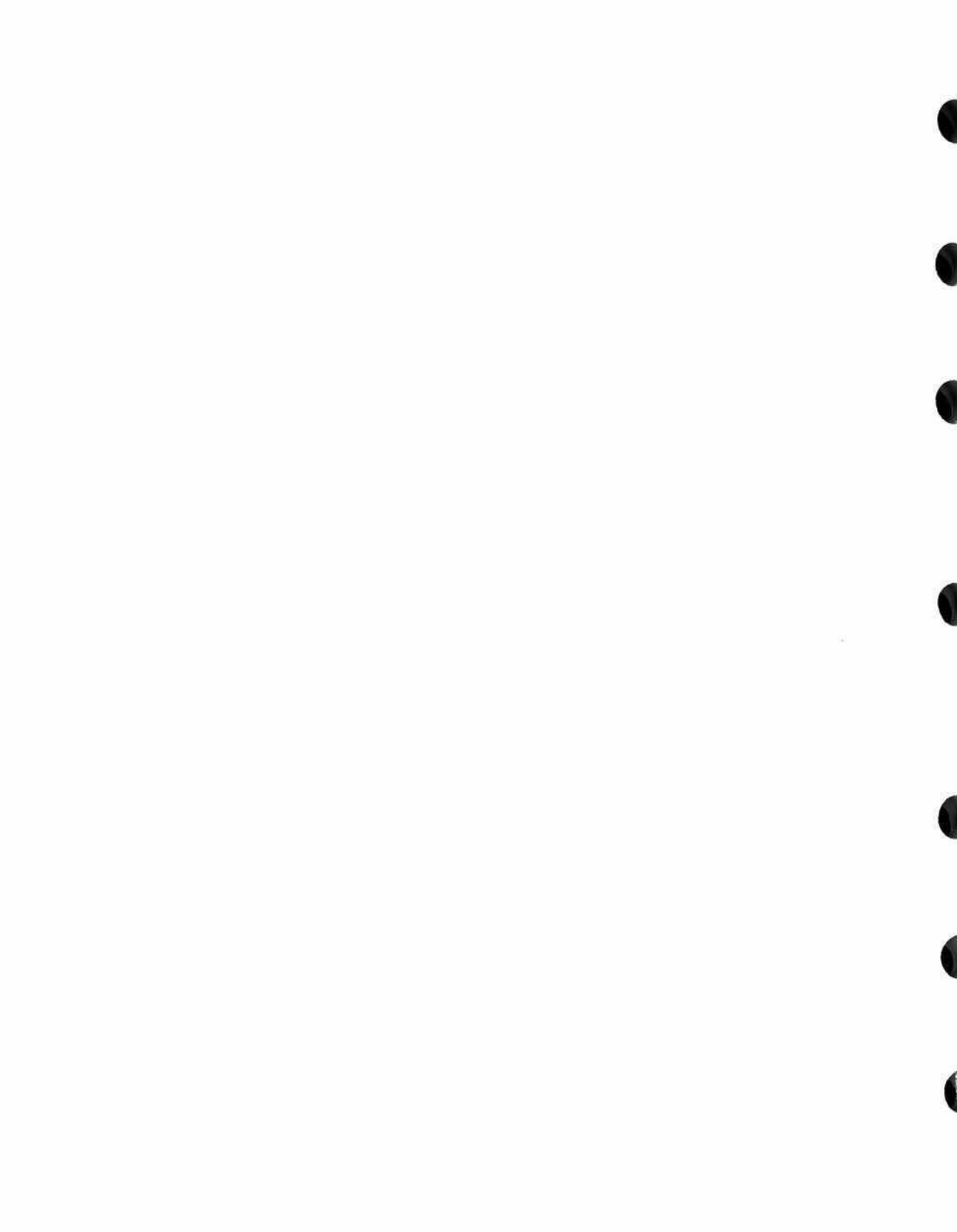
CONCERNING an amendment to Order in Council
2389-73 dated 29 June 1973.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the
Prime Minister:

THAT the purview of Order in Council 2389-73
dated 29 June 1973 be amended by replacing, in the
last line, the words "October 1973" by the words
"January 1974".

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

236-o



A.C. 3595-73, 25 septembre 1973
Règ. 73-508, 28 septembre 1973

LOI DES TRANSPORTS
(L.Q., 1972, ch. 55)

Transporteurs étrangers

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement 10.B sur les transporteurs étrangers.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des transports:

QUE le règlement 10.B modifiant le règlement 10 sur les transporteurs étrangers soit adopté.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement 10.B

10.B.1. Le règlement 10 sur les transporteurs étrangers adopté par l'arrêté en conseil 2040-73 du 6 juin 1973 et modifié par le règlement 10.A adopté par l'arrêté en conseil 2406-73 du 4 juillet 1973 est de nouveau modifié en remplaçant, dans l'article 10.3 dudit règlement les mots «30 septembre» par les mots «31 janvier 1974».

10.B.2 Le présent règlement entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

231-o

O.C. 3595-73, 25 September 1973
Reg. 73-508, 28 September 1973

TRANSPORT ACT
(S.Q., 1972, ch. 55)

Extra-provincial carriers

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Regulation 10.B (Extra-provincial carriers).

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT Regulation 10.B amending Regulation 10 respecting extra-provincial carriers be enacted.

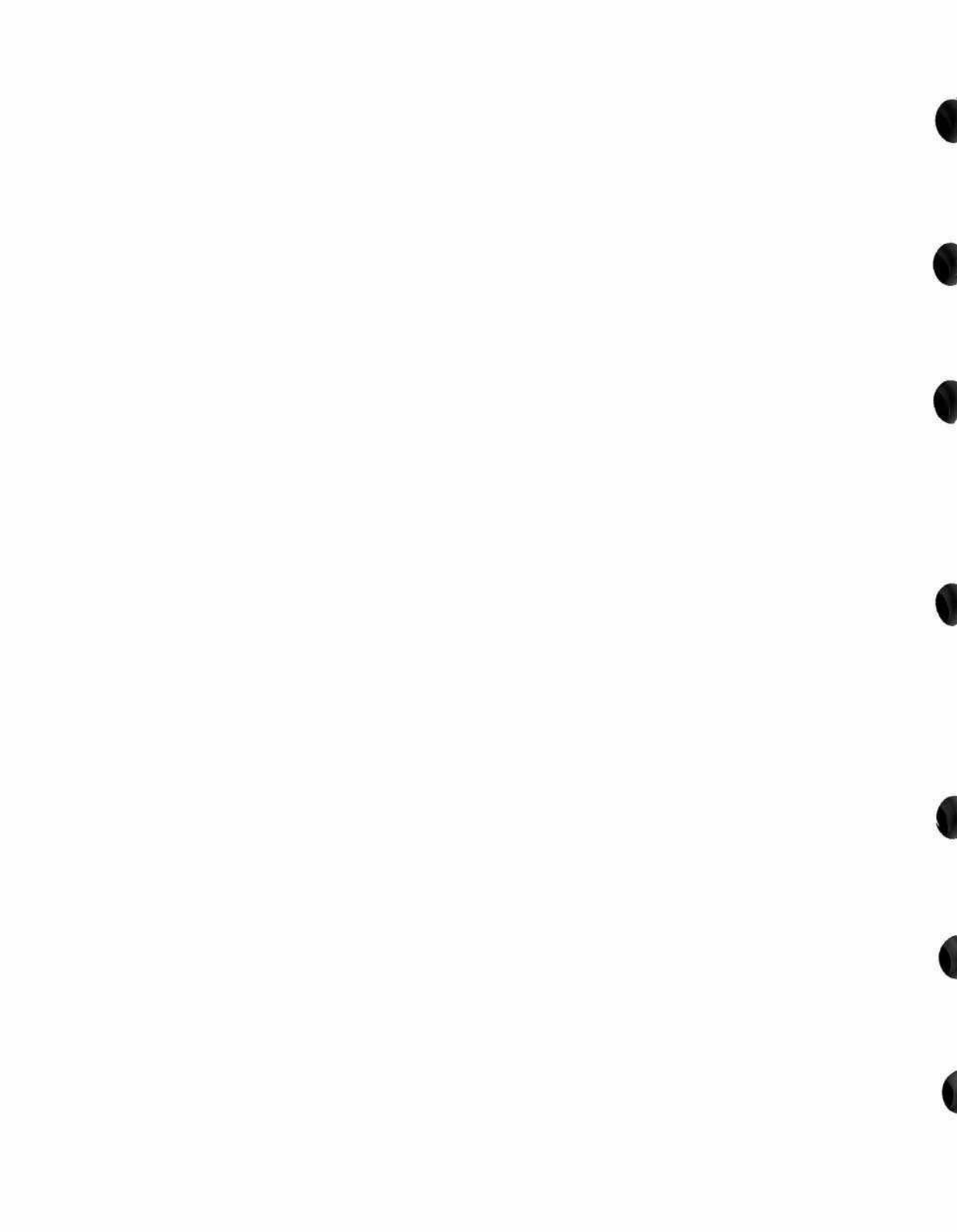
JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation 10.B

10.B.1 Regulation 10 respecting extra-provincial carriers enacted under Order in Council 2040-73 dated 6 June 1973 and amended by Regulation 10.A enacted under Order in Council 2406-73 dated 4 July 1973 is further amended by replacing, in section 10.3 of the said Regulation, the words "30 September" by the words "31 January 1974".

10.B.2 This Regulation shall come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

231-o



A.C. 3596-73, 25 septembre 1973
Règ. 73-509, 28 septembre 1973

LOI DES TRANSPORTS
(L.Q., 1972, ch. 55)

Transport en vrac

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement 12.D modifiant le Règlement 12 sur le transport en vrac.

ATTENDU QUE le Règlement 12 sur le transport en vrac a été adopté par l'arrêté en conseil 2389-73 du 29 juin 1973;

ATTENDU QUE ledit règlement prévoit qu'une personne qui effectuait du transport en vrac peut, dans les 60 jours de l'entrée en vigueur dudit règlement présenter une requête afin d'obtenir le permis prescrit par ce règlement;

ATTENDU QUE la diffusion de l'information relative à l'exigence du permis pour fournir un service de transport en vrac n'a pas encore atteint tous les intéressés;

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder un délai plus long auxdits intéressés;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des transports:

QUE le Règlement 12.D soit adopté tel que rédigé.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement 12.D modifiant le Règlement 12
sur le transport en vrac

12.D.1 Le Règlement 12 sur le transport en vrac adopté par l'arrêté en conseil 2389-73 du 29 juin 1973 et modifié par le Règlement 12.A adopté par l'arrêté en conseil 2689-73 du 19 juillet 1973, par le Règlement 12.B adopté par l'arrêté en conseil 3363-73 du 19 septembre 1973 et par le Règlement 12.C adopté par l'arrêté en conseil 3497 du 25 septembre 1973 est de nouveau modifié en remplaçant l'article 12.18 par le suivant:

O.C. 3596-73, 25 September 1973
Reg. 73-509, 28 September 1973

TRANSPORT ACT
(S.Q., 1972, ch. 55)

Bulk trucking

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Regulation 12.D amending Regulation 12 respecting bulk trucking.

WHEREAS Regulation 12 respecting bulk trucking was enacted under Order in Council 2389-73 dated 29 June 1973;

WHEREAS the said Regulation prescribes that a person who carries on bulk trucking may, within 60 days following upon the coming into force of the said Regulation, submit an application for the permit required under this Regulation;

WHEREAS the information relating to the requirements of the permit to provide a bulk transport service has not yet reached all interested parties;

WHEREAS it is expedient to grant a longer extension of time to the said interested parties;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT Regulation 12.D be enacted as drafted.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation 12.D amending Regulation 12
respecting bulk trucking

12.D.1 Regulation 12 respecting bulk trucking enacted under Order in Council 2389-73 dated 29 June 1973 and amended by Regulation 12.A enacted under Order in Council 2689-73 dated 19 July 1973, by Regulation 12.B enacted under Order in Council 3363-73 dated 19 September 1973 and by Regulation 12.C enacted under Order in Council 3497 dated 25 September 1973 is further amended by replacing section 12.18 by the following:

12.18 Les requêtes de permis qui auront été présentées devant la Commission par écrit avant le 20 décembre 1973 seront entendues par celle-ci dans l'ordre suivant:

- a) d'abord celles présentées en vertu de l'article 12.14;
- b) ensuite celles présentées en vertu de l'article 12.15;
- c) ensuite celles présentées en vertu de l'article 12.16;
- d) ensuite celles présentées en vertu de l'article 12.17;
- e) ensuite celles présentées en vertu de l'article 12.13.

231-o

12.18 The applications for a permit which are submitted in writing to the Commission before 20 December 1973 shall be considered by the latter in the following order:

- (a) first, those submitted pursuant to section 12.14;
- (b) next, those submitted pursuant to section 12.15;
- (c) next, those submitted pursuant to section 12.16;
- (d) next, those submitted pursuant to section 12.17;
- (e) next, those submitted pursuant to section 12.13."

231-o

A.C. 3495-73, 25 septembre 1973
Règ. 73-501, 28 septembre 1973

LOI DES TRANSPORTS
 (L.Q., 1972, ch. 55)

Transport par véhicule-taxi

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement 6 sur le transport par véhicule-taxi.

ATTENDU QUE par l'arrêté en conseil 1986-72 du 12 juillet 1972, le lieutenant-gouverneur en conseil a fixé au 31 octobre 1973 la date où les règlements municipaux visés à l'article 181 de ladite loi cesseront d'être en vigueur;

ATTENDU QUE l'article 80 de ladite loi édicte que:

« Le paragraphe 29 de l'article 429 et le paragraphe 9 de l'article 469 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) sont abrogés. »

ATTENDU QU'il est urgent de doter le Québec d'une réglementation appropriée relativement au transport par véhicule-taxi.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des transports:

QUE le Règlement 6 sur le transport par véhicule-taxi annexé au présent arrêté en conseil soit adopté et entre en vigueur à compter du premier novembre 1973, à l'exception des articles 6.13, 6.14, 6.47 et du premier paragraphe de l'article 6.48, et de l'article 6.80 qui entreront en vigueur le premier janvier 1974, des articles, 6.4, 6.5, 6.7, 6.15, 6.29, 6.42, 6.79 et du premier paragraphe de l'article 6.88 qui entreront en vigueur le premier février 1974 et de l'article 6.28 qui entrera en vigueur le premier avril 1974.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement 6 sur le transport par véhicule-taxi

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre I

LES DÉFINITIONS 6.1-6.2

Chapitre II

LE VÉHICULE-TAXI ET LE TRANSPORT

Section I: Les normes de construction

Sous-section 1: Le véhicule 6.3 à 6.6

O.C. 3495-73, 25 September 1973
Reg. 73-501, 28 September 1973

TRANSPORT ACT
 (S.Q., 1972, ch. 55)

Transport by taxicab

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Regulation 6 respecting transport by taxicab.

WHEREAS under Order in Council 1986-72 dated 12 July, 1972, the Lieutenant-Governor in Council fixed 31 October 1973 as the date on which the municipal regulations contemplated in section 181 of the said Act shall no longer be in force;

WHEREAS section 80 of the said Act provides that:

"Subsection 29 of section 429 and paragraph 9 of section 469 of the Cities and Towns Act (revised Statutes, 1964, chapter 193), are revoked."

WHEREAS it is urgent that regulations be enacted for the Province of Québec in respect of transport by taxicab;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT Regulation 6 respecting transport by taxicab, annexed to this Order in Council, be enacted and come into force effective 1 November 1973, with the exception of sections 6.13, 6.14, 6.47 and the first paragraph of section 6.48 and section 6.80 which shall come into force on 1 January 1974, sections 6.4, 6.5, 6.7, 6.15, 6.29, 6.42, 6.79 and the first paragraph of section 6.88 which shall come into force on 1 February 1974 and section 6.28 which shall come into force on 1 April 1974.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation 6 respecting transport by taxicab

TABLE OF CONTENTS

Chapter I

DEFINITIONS 6.1-6.2

Chapter II

TAXICAB AND TRANSPORT

Division I: Construction standards

Subdivision 1: Vehicles 6.3 to 6.6

Sous-section 2: Le taximètre	6.7 à 6.12	Subdivision 2: Taximeters	6.7 to 6.12
Sous-section 3: Le dôme	6.13	Subdivision 3: Dome lights	6.13
Sous-section 4: Le support d'identification	6.14	Subdivision 4: Identification holders	6.14
Section II: Les normes d'utilisation		Division II: Standards of use	
Sous-section 1: Le véhicule	6.15 à 6.18	Subdivision 1: Vehicles	6.15 to 6.18
Sous-section 2: Le service	6.19	Subdivision 2: Service	6.19
Sous-section 3: La course	6.20 à 6.26	Subdivision 3: The trip	6.20 to 6.26
Section III: Les normes de sécurité	6.27	Division III: Safety standards	6.27
Section IV: Les normes de garde	6.28 à 6.36	Division IV: Operating standards	6.28 to 6.36
Section V: Les normes d'entretien	6.37 à 6.39	Division V: Servicing standards	6.37 to 6.39
Section VI: Les normes de propriété		Division VI: Standards of ownership	
Sous-section 1: Les normes de propriété du véhicule	6.40-6.41	Subdivision 1: Standards of ownership of vehicle	6.40-6.41
Sous-section 2: les normes de propriété du système taxi	6.42	Subdivision 2: Standards of ownership of a taxi system	6.42
Section VII: Les normes de possession	6.43	Division VII: Standards of possession	6.43
Chapitre III		Chapter III	
LES NORMES DE TAUX ET TARIF	6.44 à 6.48	RATES AND TARIFFS STANDARDS	6.44 to 6.48
Chapitre IV		Chapter IV	
LES PERMIS DE PROPRIÉTAIRE		OWNER'S PERMIT	
Section I: Les dispositions générales	6.49 à 6.58	Division I: General provisions	6.49 to 6.58
Section II: La nature des permis de propriétaire	6.59-6.60	Division II: Nature of owner's permit	6.59-6.60
Section III: Les catégories de permis de propriétaire		Division III: Categories of owner's permit	
Sous-section 1: Le groupe de catégorie selon le territoire	6.61 à 6.63	Subdivision 1: Group of categories according to territory	6.61 to 6.63
Sous-section 2: Le groupe des catégories selon le service	6.64 à 6.66	Subdivision 2: Group of categories according to service	6.64 to 6.66
Sous-section 3: Généralités relatives aux catégories de permis	6.67-6.68	Subdivision 3: Permit categories: general	6.67-6.68
Section IV: Le nombre de permis de propriétaire	6.69 à 6.72	Division IV: Number of owners' permits	6.69 to 6.72

Chapitre V
LES LIGUES DES PROPRIÉTAIRES DE
TAXI ET LES CONFÉRENCES DE TAXI

Section I:	La constitution d'une ligue	6.73-6.74
Section II:	Les membres d'une ligue	6.75
Section III:	Le comité consultatif et le comité de liaison et d'éthique professionnelle	6.76
Section IV:	La reconnaissance d'une ligue	6.77
Section V:	Les conférences de taxis	6.78

Chapitre VI
LES SERVICES AUX AÉROPORTS

6.79-6.80

Chapitre VII
DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Section I:	Les permis de propriété	6.81 à 6.86
Section II:	Les taux et tarifs	6.87 à 6.94

Chapitre VIII
LES DISPOSITIONS FINALES

Annexe A:		
Section I:	Les agglomérations urbaines	6.95 à 6.97
Section II:	Les conurbations	

Annexe B:	
Formule I:	Le reçu

Annexe C:	
	Les infractions

Annexe D	
	La signalisation des postes de stationnement

Annexe E:	
Formule I:	Avis individuel
Formule II:	Avis dans les journaux
Formule III:	Avis dans les journaux lorsqu'un permis était détenu par un prête-nom

Chapter V
TAXICAB OWNERS' LEAGUES AND
TAXI CONFERENCES

Division I:	Constitution of a league	6.73-6.74
Division II:	Members of a league	6.75
Division III:	Advisory committee and liaison and professional ethics committee	6.76
Division IV:	Recognition of a league	6.77
Division V:	Taxi conferences	6.78

Chapter VI
SERVICE TO OR FROM AN AIRPORT

6.79-6.80

Chapter VII
TRANSITIONAL PROVISIONS

Division I:	Owner's permit	6.81 to 6.86
Division II:	Rates and tariffs	6.87 to 6.94

Chapter VIII
FINAL PROVISIONS

Schedule A:	
Division I:	Urban conglomerations
Division II:	Conurbations

Schedule B:	
Form I:	Receipt

Schedule C:	
	Offences

Schedule D:	
	Taxi stand signs

Schedule E:	
Form I:	Personal notice
Form II:	Notice in newspapers
Form III:	Notice in newspapers when permit is held by a prête-nom.

Chapitre 1 LES DÉFINITIONS

6.1 Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

- a) « agglomération »: une agglomération urbaine décrite à l'annexe A du présent règlement;
- b) « association de service »: une corporation ou une association coopérative qui a pour objet de fournir certains services à ses membres ou abonnés, lesquels sont exclusivement des propriétaires de taxis détenteurs de permis à cette fin;
- c) « bagage »: un bagage que le passager d'un véhicule-taxi emporte avec lui en déplacement et qui loge à l'intérieur d'un véhicule-taxi;
- d) « berline »: un type de véhicule automobile comportant 4 portières, un toit rigide, un coffre à bagages et des banquettes conçues pour asseoir confortablement 5 personnes, y compris le chauffeur;
- e) « chauffeur » ou « chauffeur de taxi »: une personne physique qui détient un permis de chauffeur de taxi délivré en vertu du Règlement 4 sur les permis de conduire adopté par l'arrêté en conseil 3127-72 du 25 octobre 1972 et ses amendements;
- f) « conurbation »: les conurbations de Québec et Montréal constituent chacune un ensemble d'agglomérations urbaines contiguës tel que décrit à l'annexe A du présent règlement;
- g) « course »: un voyage fait contre considération au moyen d'un véhicule-taxi en service conduit par un chauffeur qui n'est pas le requérant;
- h) « directeur »: le directeur du Bureau des véhicules automobiles; cette expression comprend aussi toute personne désignée par elle pour les fins d'une fonction qu'il lui assigne;
- i) « dôme »: l'appareil destiné à être placé sur le toit d'un véhicule-taxi et au moyen duquel on peut reconnaître de l'extérieur qu'il s'agit d'un véhicule-taxi et qu'il est ou non en disponibilité;
- j) « familiale »: un type de véhicule automobile comportant un toit rigide, 4 portières latérales, une portière arrière et conçu pour asseoir confortablement au plus 7 personnes, y compris le chauffeur, tout en ayant un espace intérieur pour les bagages;
- k) « fausse réquisition »: une réquisition de service qui ne donne pas lieu à l'exécution d'une course par la faute du requérant;

Chapter I DEFINITIONS

6.1 In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words and expressions mean:

- (a) "conglomeration": an urban conglomeration described in Schedule A to this Regulation;
- (b) "service association": a corporation or a cooperative association whose object is to furnish certain services to its members or subscribers who are exclusively taxicab owners holding permits for such purposes;
- (c) "baggage": baggage carried by a passenger when travelling and which may be placed inside a taxicab;
- (d) "berlin": a type of motor vehicle having 4 doors, a hard top, a baggage trunk and seats designed to seat 5 persons comfortably, including the chauffeur;
- (e) "chauffeur" or "taxicab chauffeur": a physical person who holds a taxicab chauffeur's permit issued under Regulation 4 respecting driving permits, enacted under Order in Council 3127-72 dated 25 October 1972 and amendments thereto.
- (f) "conurbation": the conurbations of Québec and Montreal each constitute a group of contiguous urban conglomerations as described in Schedule A to this Regulation;
- (g) "trip": a trip made for consideration by means of a taxicab in service operated by a chauffeur who is not the hirer;
- (h) "director": the Director of the Motor Vehicle Bureau; such expression also comprises every person designated by the latter for the purposes of a function which he assigns to him;
- (i) "dome light": the device designed to be placed on the roof of a taxicab and by means of which a person may, from outside, ascertain whether it is a taxicab and whether or not it is available for hire;
- (j) "station wagon": a type of motor vehicle having a hard top, 4 side doors, one rear door and designed to seat comfortably not more than 7 persons including the chauffeur, and which has an interior space for baggage;
- (k) "false request": a request for service which, due to the fault of the hirer, does not give rise to the carrying out of a trip;

- l) « ligue »: le groupe qui, dans une agglomération doit grouper tous les détenteurs de permis de propriétaires de taxis de cette agglomération;
- m) « limousine »: un type de véhicule automobile comportant 4 portières, un toit rigide, un coffre arrière, 2 banquettes conçues chacune pour asseoir 3 personnes confortablement et 2 strapontins;
- n) « permis »: un permis délivré par la Commission;
- o) « poste de stationnement »: l'espace exclusivement réservé au stationnement d'un nombre limité de véhicules-taxis en disponibilité de service;
- p) « poste de stationnement public »: un poste de stationnement établi par le Gouvernement du Québec ou par une municipalité;
- q) « propriétaire »: une personne qui a acquis un véhicule automobile, qui le possède en vertu d'un titre soit absolu, soit conditionnel qui lui donne le droit d'en devenir le propriétaire ou d'en jouir comme propriétaire à charge de rendre, et qui détient un permis de transport par taxi au moyen de ce véhicule;
- r) « région »: une municipalité non comprise dans une agglomération ou un ensemble de telles municipalités contiguës, désignées par la commission et indiquées dans le permis;
- s) « requérant »: un requérant de service de transport par véhicule-taxi;
- t) « réquisition de service » ou « réquisition »: l'acte par lequel un requérant formule sa demande de service;
- u) « service »: l'action de faire une course, ou l'état de disponibilité d'un chauffeur et de son véhicule-taxi pour faire une course;
- v) « station de base »:
- 1) dans une région, le lieu où le service peut être principalement requis;
 - 2) dans une agglomération, le lieu où un véhicule-taxi est ordinairement garé pour fins de remisage ou d'entretien;
- w) « support d'identification »: le dispositif dans lequel sont placés les permis identifiant le propriétaire et le chauffeur;
- x) « taximètre »: l'appareil au moyen duquel le prix d'une course est calculé en fonction d'un prix de chute au départ, de la distance parcourue et de la durée, ou de ces trois facteurs à la fois;
- y) « véhicule-taxi »: un véhicule automobile de type berline, limousine ou familiale pour lequel un permis de propriétaire a été délivré.
- (l) "league": the group which, in a conglomeration, must group all the holders of taxicab owner's permits of such conglomeration;
- (m) "limousine": a type of motor vehicle having 4 doors, a hard top, a rear trunk, 2 seats each of which is designed to seat 3 persons comfortably, and 2 folding seats;
- (n) "permit": a permit issued by the Commission;
- (o) "taxi stand": the space reserved exclusively for stationing a limited number of taxicabs for hire;
- (p) "public taxi stand": a taxi stand established by the Government of Québec or by a municipality;
- (q) "owner": a person who acquired a motor vehicle, who owns it under an absolute title, or a conditional title which entitles him to become the owner thereof or to use it as the owner under the obligation to render, and who holds a permit to carry on transport by taxicab by means of such vehicle;
- (r) "region": a municipality not included in a conglomeration or a group of such contiguous municipalities, designated by the Commission and indicated in the permit;
- (s) "hirer": an applicant for service of transport by taxicab;
- (t) "request for service" or "requisition": the act by which a hirer expresses his request for service;
- (u) "service": the act of making a trip, or the availability of a chauffeur and his taxicab to make a trip;
- (v) "base of operations":
- (1) in a region, the place where the service may be principally required;
 - (2) in a conglomeration, the place where a taxicab is ordinarily stationed for purposes of garaging or maintenance;
- (w) "identification holder": the device in which are placed the permits identifying the owner and the chauffeur;
- (x) "taximeter": the device by means of which the price of the trip is computed according to a minimum departure tariff, the distance travelled and its duration, or these three factors simultaneously;
- (y) "taxicab": a motor vehicle of the berlin, limousine or station wagon type, for which an owner's permit has been issued.

6.2 Le présent règlement est un règlement sur les transports et, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots définis à l'article 1 de la Loi des transports (L.Q., 1972, ch. 55) et au Règlement 1 sur l'interprétation des règlements sur le transport, adopté par l'arrêté en conseil 2876 du 28 septembre 1972 et modifié par l'arrêté en conseil 1489-73 du 27 avril 1973, ont la signification indiquée dans cette loi ou ce règlement chaque fois qu'ils se rencontrent dans le présent règlement.

Chapitre II

LE VEHICULE-TAXI ET LE TRANSPORT

Section I

LES NORMES DE CONSTRUCTION

§ 1. *Le véhicule*

6.3 Nul ne peut modifier ou changer la transmission d'un véhicule-taxi sans l'agrément du directeur ou de la personne qu'il désigne à cette fin.

6.1 1) Tout véhicule-taxi doit porter sur les portières avant, dans une surface de 15 pouces par 24 pouces, les inscriptions suivantes:

- a) le mot « taxi »;
- b) le nom de l'agglomération à laquelle le permis se rapporte;
et
- c) le numéro de ce permis.

2) Lorsqu'il s'agit d'un permis de région, le nom de l'agglomération est remplacé par le nom de la station de base.

6.5 Le tarif en vigueur doit être affiché de telle façon que tous les occupants d'un véhicule-taxi puissent le lire.

6.6 Tout véhicule-taxi doit avoir un toit d'un matériau rigide et être équipé d'une roue et d'un pneu de rechange prêts à être montés sur ce véhicule-taxi et des outils nécessaires à cette fin.

§ 2. *Le taximètre*

6.7 Dans une agglomération de plus de 25,000 habitants, tout propriétaire doit munir son véhicule-taxi d'un taximètre conformément au présent règlement; ailleurs, un véhicule-taxi peut être muni d'un taximètre.

6.8 nul ne peut utiliser un taximètre s'il n'est conforme au présent règlement, agréé et scellé par le directeur, ou une personne spécialement désignée par ce dernier.

6.2 This Regulation is a transport regulation and, unless the context indicates otherwise, the words and expressions defined in section 1 of the Transport Act (S.Q., 1972, ch. 55), and in Regulation 1 respecting the Interpretative Provisions of the Transport Regulations enacted under Order in Council 2876 dated 28 September 1972 and amended by Order in Council 1489-73 dated 27 April 1973, have the meaning indicated in the said Act or Regulation each time they are used in this Regulation.

Chapter II

TAXICAB AND TRANSPORT

Division I

CONSTRUCTION STANDARDS

§ 1. *Vehicles*

6.3 No person shall change or alter the transmission of a taxicab without the approval of the director or of the person whom he designates for such purpose.

6.1 (1) Every taxicab must bear, on the front doors, over a surface of 15 inches by 24 inches, the following:

- (a) the word "taxi";
- (b) the name of the conglomeration to which the permit refers;
- (c) the number of such permit.

(2) in the case of a region permit, the name of the conglomeration shall be replaced by the name of the base of operations.

6.5 The tariff in force shall be posted up in such a way that all the occupants of a taxicab may read it.

6.6 Every taxicab shall have a roof of a rigid material and be equipped with a spare wheel and tire which are readily mounted on such taxicab, and the tools necessary for such purpose.

§ 2. *Taximeters*

6.7 In a conglomeration of more than 25,000 persons, every owner shall equip his taxicab with a taximeter in accordance with this Regulation; elsewhere, a taxicab may be equipped with a taximeter.

6.8 No person shall use a taximeter which does not comply with this Regulation and is not approved and sealed by the director or by a person specially designated by the latter.

6.9 Le taximètre doit être fixé à l'intérieur du véhicule-taxi de telle façon que toute personne transportée puisse le lire facilement.

6.10 Le taximètre doit être en tout temps raccordé à l'engrenage de la transmission de manière à ce qu'il puisse calculer le prix de la course en fonction de la distance parcourue.

6.11 Le taximètre doit être en tout temps raccordé à un système d'horlogerie de façon à calculer le prix de la course en fonction de sa durée.

6.12 Sauf l'usure normale, la circonférence des pneus ne peut être changée sans faire calibrer de nouveau le taximètre.

§ 3. Le dôme

6.13 1) Tout propriétaire doit munir son véhicule-taxi d'un dôme qui doit être construit en un matériau translucide; ce dôme doit être fixé sur la partie avant du toit; il doit être éteint lorsque le véhicule est en course et allumé lorsqu'il est disponible;

2) Nul ne peut utiliser autrement que sur un véhicule-taxi un dôme dont l'apparence peut laisser croire que le véhicule sur lequel il se trouve est un véhicule-taxi.

§ 4. Le support d'identification

6.11 Le propriétaire doit munir en tout temps son véhicule-taxi d'un support d'identification conforme aux normes du Bureau de normalisation, s'il en est; ce support doit toujours contenir le permis du propriétaire et le permis du chauffeur en service.

Section II LES NORMES D'UTILISATION

§ 1. Le véhicule

6.15 Nul ne peut faire le service en vertu d'un permis à cette fin autrement qu'au moyen d'un véhicule-taxi, conforme au présent règlement, agréé par le directeur, dont le taximètre et la transmission sont dûment scellés et ont été certifiés en bon état de fonctionnement par le directeur ou une personne spécialement désignée par ce dernier.

6.16 Lorsque le service est fourni à l'occasion d'un baptême, d'un mariage, d'obsèques ou d'un défilé autorisé par l'autorité compétente, le dôme et les affiches portant les inscriptions visées à l'article 6.4 peuvent être enlevés.

6.9 The taximeter shall be affixed to the interior of the taxicab in such a way that every person carried may readily read it.

6.10 The taximeter shall be at all times connected to the transmission gear in such a way that it may compute the cost of the trip according to the distance travelled.

6.11 The taximeter shall at all times be connected to a clocking system so that the cost of the transport service may be computed according to its duration.

6.12 Except in case of normal wear, the circumference of the tires shall not be changed unless the taximeter is re-calibrated.

§ 3. Dome Lights

6.13 (1) Every owner shall equip his taxicab with a dome light which must be constructed of translucent material; such dome light shall be affixed to the forward part of the roof; it shall be extinguished when the vehicle makes a trip and illuminated when it is available for hire;

(2) No person shall use, other than on his taxicab, a dome light whose appearance might lead a person to believe that the vehicle on which it is affixed is a taxicab.

§ 4. Identification Holders

6.11 The owners shall, at all times, equip his taxicab with an identification holder in accordance with the standards of the Standards Bureau, if any; such holder shall always contain the owner's permit and that of the chauffeur in service.

Division II STANDARDS OF USE

§ 1. Vehicles

6.15 No person shall carry out a service by virtue of a permit issued for such purpose other than by taxicab in accordance with this Regulation, approved by the director, and whose taximeter and transmission are duly sealed and were certified in good operating condition by the director or by a person specially designated by the latter.

6.16 When the service is furnished for the purpose of a christening, wedding, funeral or a parade authorized by the competent authority, the dome light and signs bearing the indications contemplated in section 6.4 may be removed.

6.17 Sous réserve de l'article 6.18, nul ne peut, pendant le service, transporter à la fois dans un véhicule-taxi:

- a) plus de 5 passagers dans un véhicule automobile de type berline, ne plus de 7 passagers dans un véhicule automobile de type limousine ou familiale;
- b) plus d'un passager sur chaque strapontin;
- c) un passager autre que celui que le requérant consent à amener avec lui dans sa course; ou
- d) un bien qui ne fait pas partie des bagages du requérant ou d'un passager.

6.18 Nul ne peut, pendant le service, alors qu'il ne transporte que des enfants de moins de 10 ans, transporter à la fois dans un véhicule-taxi:

- a) plus de 6 passagers dans un véhicule automobile de type berline, ni plus de 8 passagers dans un véhicule de type limousine ou familiale;
- b) plus de 4 passagers sur la banquette arrière.

§ 2. Le service

6.19 Le chauffeur d'un véhicule-taxi en service doit avoir un comportement conforme aux règles de l'hygiène, du civisme, de la courtoisie et de la bienséance; il doit être vêtu proprement, sobrement et convenablement; ses vêtements ne doivent pas être maculés ni déchirés; il doit notamment porter un pantalon long, une chemise ou un gilet à manches, des chaussures et des bas. Si le chauffeur est une femme, elle peut remplacer de tels vêtements par tous autres vêtements féminins appropriés.

§ 3. La course

6.20 Aussitôt que possible après avoir reçu la réquisition d'un service de transport par véhicule-taxi, le chauffeur doit:

- a) se rendre sans tarder, s'il ne s'y trouve pas déjà, au lieu d'origine de la course requise;
- b) rendu au lieu embarcadère, ranger son véhicule en bordure du chemin public, le long du trottoir ou de la chaîne du trottoir, s'il en est;
- c) mettre en marche tous les clignotants à l'avant et à l'arrière de son véhicule, sauf ceux du dôme;
- d) lorsqu':
 - i) il y a des bagages à cueillir;
 - ii) il est manifeste que le requérant ou le passager qu'il désire amener avec lui est un aveugle, une personne autrement handicapée, une personne âgée, une femme enceinte ou un enfant en bas âge; ou

6.17 Subject to section 6.18, no person shall, during the service, carry at one time in a taxicab:

- (a) more than 5 passengers in a motor vehicle of the berlin type, nor more than 7 passengers in a motor vehicle of the limousine or station wagon type;
- (b) more than one passenger on each folding-seat;
- (c) a passenger other than the one which the hirer agrees to take with him on his trip; or
- (d) goods that are not part of the baggage of the hirer or passenger.

6.18 No person shall, during service, while he is carrying children under 10 years of age solely, carry at the same time in a taxicab:

- (a) more than 6 passengers in a motor vehicle of the berlin type, nor more than 8 passengers in a motor vehicle of the limousine or station wagon type;
- (b) more than 4 passengers in the rear seat.

§ 2. Service

6.19 The chauffeur of a taxicab in service shall act in accordance with the rules of hygiene, good citizenship, courtesy and decency; he shall dress properly, soberly and suitably; his clothes shall not be stained or torn; he must in particular, wear long trousers, a shirt or a long-sleeved sweater, shoes and socks. Where the chauffeur is a woman, she may replace such clothes by any other appropriate feminine clothes.

§ 3. The trip

6.20 As soon as possible, upon receipt of a request for taxicab service, a chauffeur shall:

- (a) immediately depart for the point of origin of the trip requested, if he is not already there;
- (b) upon arrival at the boarding point, station his vehicle at the side of the public highway, along the sidewalk or at kerbside, if any;
- (c) switch on all front and rear flashing indicators of his vehicle, except those of the dome light;
- (d) where:
 - (i) baggage has to be picked up;
 - (ii) it is obvious that the hirer or passenger whom he desires to take with him is blind or otherwise handicapped, or an old person, a pregnant woman or a young child; or

iii) le requérant l'exige expressément.

descendre de son véhicule et ouvrir les portières du côté où son véhicule est immobilisé pour faire monter le requérant et les personnes qu'il désire amener avec lui;

e) laisser monter dans son véhicule le requérant et les personnes qu'il désire amener avec lui et cueillir, le cas échéant, leurs bagages sur le trottoir et les placer dans son véhicule;

f) refermer les portières ou s'assurer qu'elles sont refermées;

g) sauf le cas où le requérant choisit le transport moyennant un prix forfaitaire conformément aux paragraphes 3 de l'article 6.47, s'assurer que le taximètre est à la position « libre » et le mettre en marche au tarif applicable;

h) et, à moins d'être requis par le requérant d'attendre, arrêter le fonctionnement du système de clignotants et mettre son véhicule en mouvement vers la destination finale ou une destination intermédiaire selon ce qui lui est indiqué par le requérant.

6.2.1 Le chauffeur, à moins d'indication contraire du requérant, doit emprunter l'itinéraire dont le prix total sera le plus modique, en tenant compte du tarif, des destinations et des circonstances de temps et de lieu.

6.2.2 Arrivé à une destination, à moins d'indication contraire du requérant, le chauffeur doit:

a) rendu au lieu débarcadère, ranger son véhicule;

b) mettre en marche tous les clignotants à l'avant et à l'arrière de son véhicule, sauf ceux du dôme;

c) lorsqu':

i) il y a des bagages à déposer;

ii) il est manifeste que le passager qui désire descendre du véhicule, est un aveugle, une personne autrement handicapée, une personne âgée, une femme enceinte ou un enfant en bas âge; ou

iii) le requérant l'exige expressément,

descendre de son véhicule et ouvrir les portières pour permettre aux passagers qui le désirent de descendre.

d) déposer, le cas échéant, les bagages sur le trottoir;

e) s'assurer que les portières sont refermées; et

f) i) s'il s'agit d'une destination intermédiaire, à moins d'être requis par le requérant d'attendre, arrêter le fonctionnement du système de clignotants et mettre son véhicule en mouvement vers la destination finale ou une autre destination intermédiaire selon ce qui lui est indiqué par le requérant;

(iii) the hirer explicitly requests it,

alight from his vehicle and open the doors on the side where his vehicle is stationed so that the hirer and the persons he desires to take with him may enter;

(e) allow the hirer and the persons whom he desires to take with him enter the vehicle and pick up, where applicable, their baggage on the sidewalk and place it inside his vehicle;

(f) close the doors or ensure that they are closed;

(g) unless the hirer chooses a charter fare according to paragraph 3 of section 6.47, ensure that the taximeter is in the "vacant" position and start it at the applicable tariff;

(h) and, unless the hirer requests that he wait, stop the operation of the flashing indicators and start the vehicle towards the final or intermediate destination according to the hirer's instructions.

6.2.1 The chauffeur shall, unless the hirer indicates otherwise, follow the itinerary for which the total cost will be lowest, taking into consideration the tariff, destinations and circumstances of time and place.

6.2.2 Upon arrival at a destination, unless the hirer indicates otherwise, the chauffeur shall:

(a) station his vehicle at the alighting point;

(b) switch on all rear and front flashing indicators of his vehicle, except those of the dome light;

(c) where:

(i) baggage has to be unloaded;

(ii) it is obvious that the passenger who wishes to alight from the vehicle is blind, otherwise handicapped, or an old person, a pregnant woman or a young child; or

(iii) the hirer explicitly requests it,

alight from his vehicle and open the doors to allow passengers to alight;

(d) place the baggage, if any, on the sidewalk;

(e) ensure that the doors are closed; and

(f) (i) in the case of an intermediate destination, unless the hirer requests that he wait, stop the operation of the flashing system and start the vehicle towards the final destination or another intermediate destination according to the hirer's directions;

- ii) s'il s'agit d'une destination finale, ramener, le cas échéant, le taximètre à la position « libre » et sur demande, remettre un reçu conforme à la formule 1 de l'annexe B.

6.23 En course, le chauffeur doit assurer le confort et la sécurité des passagers, notamment en conduisant son véhicule-taxi à une vitesse appropriée aux circonstances de lieu et de temps et en lui faisant exécuter des accélérations, décélérations et virages souples et sans heurt; il doit aussi maintenir l'intérieur du véhicule d'un degré de chaleur conforme aux désirs du requérant;

6.21 Lorsque le requérant demande au chauffeur de taxi de cueillir un bagage au départ ou de le déposer à l'arrivée à un endroit plus éloigné qu'en bordure immédiate du chemin et que le chauffeur exécute cette demande, le prix de la course est alors majoré conformément au paragraphe 4 de l'article 6.47; dans ce cas, le chauffeur n'est cependant pas tenu, moyennant cette majoration, de cueillir ou de déposer le bagage à un endroit éloigné de plus de 100 pieds du véhicule-taxi.

6.25 1) Sous réserve de disposition contraire ou inconciliable dans une loi, il peut refuser tout paiement au moyen d'un billet de banque excédant vingt dollars, sauf si le prix total de la course excède cette somme; il doit cependant remettre à celui qui lui fait le paiement total, la monnaie exacte qui lui revient.

2) Sous réserve d'une convention expresse au contraire, nul requérant de service ne peut refuser de payer comptant le prix d'une course lorsque, à la fin de la course, le chauffeur ou le propriétaire en service lui en fait la demande.

3) Lorsqu'une convention visée au paragraphe 2 est en vigueur, le chauffeur ou le propriétaire en service doit conserver un état de compte destiné au requérant.

4) Nul ne doit passer une convention visée au paragraphe 2 dont une stipulation est contraire aux articles 6.44 à 6.47.

6.26 Lorsqu'en course le taximètre cesse de fonctionner correctement, le chauffeur doit en avertir aussitôt le requérant, et bien que sa destination finale ne soit pas atteinte, convenir sur-le-champ avec lui du prix total de la course qui doit correspondre approximativement à celui qui aurait été calculé par le taximètre; dans ce cas, le chauffeur doit cesser tout service avec ce véhicule aussitôt que le paiement du prix total lui est fait jusqu'à ce que le taximètre soit dûment réparé ou remplacé.

- (ii) in the case of a final destination, reset, where applicable, the taximeter at the "vacant" position and upon request, give a receipt in Form 1 of Schedule B.

6.23 During the trip, the chauffeur shall ensure that passengers are comfortable and safe, in particular by driving his taxicab at an appropriate speed according to the circumstances of time and place and by accelerating, slowing down and turning easily and with due care; he shall also maintain the inside of the vehicle at a suitable temperature according to the hirer's wishes.

6.21 Where the hirer requests the taxicab chauffeur to pick up upon departure, or to take upon arrival, baggage from or to a place further than the immediate side of the road, and the chauffeur complies with the request, the cost of the trip shall be increased in accordance with paragraph 4 of section 6.47; in such case, the chauffeur shall not however be bound for such increase to pick up or take the baggage from or to a place distant more than 100 feet from the taxicab.

6.25 (1) Subject to contrary or inconsistent provisions in an Act, he may refuse any payment made with a bank-note exceeding twenty dollars unless the total cost of the trip exceeds such amount; he shall however remit the exact change to the person who makes total payment.

(2) Subject to an explicit agreement to the contrary, no hirer for service shall refuse to pay cash for the cost of a trip where, at the end of such trip, the chauffeur or owner in service requests such payment from him.

(3) Where an agreement contemplated in subsection 2 is in force, the chauffeur or owner in service shall maintain a statement of account for the hirer.

(4) No person shall conclude an agreement contemplated in subsection 2 which would contain a stipulation contrary to sections 6.44 to 6.47.

6.26 Where a taximeter ceases to function properly during a trip, the chauffeur shall immediately notify the hirer thereof and, even if the final destination has not been reached, he shall there and then settle upon an agreed sum with the hirer which shall correspond approximately to the amount which would have been computed by the taximeter; in such an event, the chauffeur shall cease any service with that vehicle as soon as payment of the total cost is made to him until the taximeter is duly repaired or replaced.

Section III LES NORMES DE SÉCURITÉ

6.27 1) Nul propriétaire ou chauffeur ne peut mettre un véhicule-taxi en service à moins que:

- a) ce véhicule et son équipement ne soient conformes aux normes établies par le ministère fédéral des transports;
- b) ce véhicule soit muni:
 - i) de pneus marqués de lettres DOT ou MOT, dûment estampillées par le fabricant de ces pneus;
 - ii) entre le dernier jour d'octobre et le dernier jour de mars, de pneus construits pour la conduite sur la chaussée enneigée.

2) Nul propriétaire ou chauffeur ne peut mettre un véhicule-taxi en service dont les roues, y compris une roue de secours, ne sont pas simultanément munies de pneus:

- a) soit à carcasse radiale;
- b) soit d'un autre type non prohibé par le présent règlement;
- c) dont les gravures de la chape ne sont pas d'une profondeur moindre qu'un douzième de pouce.

3) Tout propriétaire d'un véhicule-taxi doit, aussi souvent que nécessaire et au moins à tous les 12 mois, nettoyer ou faire nettoyer, à l'aide d'un procédé approprié, les parois extérieures du moteur de ce véhicule, de façon à ce qu'elles soient dégagées d'huile ou autre substance de sorte que ce moteur ne puisse causer un incendie ou dégager une odeur désagréable, nauséabonde ou nuisible à l'intérieur comme à l'extérieur du véhicule.

4) Un propriétaire ou chauffeur ne peut mettre un véhicule-taxi en service sans avoir fait l'inspection préalable de ce véhicule et sans s'être assuré que le véhicule est conforme aux dispositions pertinentes du Code de la route, du présent règlement ou de tout autre règlement sur les transports.

Section IV LES NORMES DE GARDE

Le véhicule

6.28 Tout propriétaire d'un véhicule-taxi doit, à ses frais, tous les 6 mois, aux époques et aux lieux déterminés par le directeur ou en tout temps à la demande de ce dernier, soumettre le taximètre et la transmission de son véhicule à une inspection par le directeur ou par une personne spécialement désignée par ce dernier à cette fin qui, après

Division III SAFETY STANDARDS

6.27 (1) No owner or chauffeur shall put a taxicab in service unless:

- (a) such vehicle and its equipment are in accordance with the standards established by the Federal Department of Transport;
- (b) such vehicle is equipped:
 - (i) with tires marked with the letters DOT or MOT, duly stamped by the manufacturer of such tires;
 - (ii) between the last day of October and the last day of March, with tires designed for driving on snow-covered roads.

(2) No owner or chauffeur shall put a taxicab in service whose wheels, including the spare wheel, are not simultaneously equipped with tires:

- (a) either of the radial ply type, or
- (b) of another type not prohibited by this Regulation;
- (c) whose grooves in the tire tread are not less than one-twelfth of an inch deep.

(3) Every taxicab owner shall, as often as necessary and at least every 12 months, clean or cause to be cleaned by means of an appropriate process the outer surfaces of the motor of the vehicle in order to remove oil or other matter likely to cause fire or emit an unpleasant, foul or noxious odour inside or outside the vehicle.

(4) The owner or chauffeur shall not put a taxicab in service without first inspecting such vehicle and ensuring that the vehicle complies with the pertinent provisions of the Highway Code, of this Regulation or of any other transport regulation.

Division IV OPERATING STANDARDS

Vehicle

6.28 Every taxicab owner shall, at his own expense, every 6 months and at the time and place determined by the director or at any time upon request by the latter, submit the taximeter and the transmission of his vehicle for inspection by the director or by a person specially designated by the latter for such purpose who, after such inspection

les avoir vérifiés alors que les pneus sont gonflés à la pression indiquée par leur fabricant, doit ajuster le taximètre conformément aux tarifs en vigueur, sceller ce taximètre et la transmission et en faire le constat dans le cahier tenu à cette fin.

6.29 Tout propriétaire d'un véhicule-taxi doit faire réajuster, revérifier et resceller le taximètre et la transmission de son véhicule:

- a) dans les 30 jours de la mise en vigueur de toute modification de tarif décrété par la Commission;
- b) immédiatement après tout remplacement, réparation ou modification du taximètre ou de la transmission; ou
- c) sauf le cas d'usure normale des pneus, ou celui du remplacement des pneus d'été par des pneus d'hiver ou vice versa, après tout changement à la circonférence des pneus.

6.30 Nul chauffeur ou propriétaire d'un véhicule-taxi en disponibilité de service ne peut stationner son véhicule ailleurs qu'à un poste de stationnement ou à sa station de base.

6.31 Tout chauffeur ou propriétaire d'un véhicule-taxi en disponibilité de service peut stationner son véhicule à tout poste de stationnement public dans l'agglomération pour laquelle le permis de propriétaire de ce véhicule-taxi a été délivré; tout détenteur de permis de catégorie « région » ou son chauffeur jouit du même privilège dans les municipalités indiquées dans son permis.

6.32 Tout poste de stationnement public doit être désigné par une enseigne conforme à l'annexe D au présent règlement.

6.33 Tout chauffeur ou propriétaire en service qui arrive à un poste de stationnement public occupe le dernier rang et progresse d'un rang au fur et à mesure que les rangs précédents sont libérés.

6.34 Lorsqu'un propriétaire ou chauffeur d'un véhicule-taxi en service est de retour à un poste de stationnement public qu'il a quitté sur une fausse réquisition, il reprend le rang qu'il occuperait s'il n'avait pas quitté ce poste de stationnement.

6.35 Quel que soit le rang du propriétaire ou chauffeur à qui un requérant demande en personne le service d'un véhicule-taxi garé à un poste de stationnement public, c'est le propriétaire ou chauffeur en service qui occupe le premier rang qui doit immédiatement exécuter cette réquisition.

tion while the tires are inflated at the pressure indicated by the manufacturer, shall adjust the taximeter in accordance with the tariffs in force, seal the taximeter and the transmission and certify thereto in the register kept for such purpose.

6.29 Every taxicab owner shall cause the taximeter and transmission of his vehicle to be re-adjusted, re-inspected and re-sealed:

- (a) within 30 days after the coming into force of any tariff amendment enacted by the Commission;
- (b) immediately after any replacement, repair or alteration to the taximeter or transmission; or
- (c) except in case of normal wear of the tires, or where summer tires are replaced by winter tires or vice versa, after every modification to the circumference of the tires.

6.30 No chauffeur or owner of a taxicab which is available for service shall station his vehicle other than at a taxi stand or at his base of operations.

6.31 Every chauffeur or owner of a taxicab available for service may station his vehicle at any public taxi stand in the conglomeration for which the owner's permit of such taxicab was issued; every permit holder of the "region" category or his chauffeur shall enjoy the same privilege in the municipalities indicated in his permit.

6.32 Every public taxi stand shall be designated by means of a sign in accordance with Schedule D to this Regulation.

6.33 Every chauffeur or owner in service who arrives at a public taxi stand shall station his taxicab at the end of the line and advance progressively as places in front of him become vacant.

6.34 Where an owner or chauffeur of a taxicab in service returns to a public taxi stand which he left due to a false request, he shall take the position which he would have occupied had he not left that taxi stand.

6.35 Irrespective of the position of the owner or chauffeur requested by a hirer in person for the service of a taxicab that is stationed at a public taxi stand, the owner or chauffeur in service occupying the first position shall immediately perform such request.

6.36 Lorsqu'un chauffeur ou propriétaire en service est hélé par une personne qui se trouve à moins de 200 pieds d'un poste de stationnement public déjà occupé par un véhicule-taxi alors qu'il circule à proximité de ce poste, il ne peut exécuter cette réquisition; il doit alors signifier au requérant la possibilité qu'il a de héler un propriétaire ou un chauffeur en disponibilité sur ce poste de stationnement ou de faire sa réquisition à ce poste de stationnement.

Section V

LES NORMES D'ENTRETIEN

6.37 Tout propriétaire ou chauffeur d'un véhicule-taxi doit:

- a) aussi souvent que nécessaire, laver ou faire laver l'extérieur de son véhicule-taxi de manière à ce qu'il soit toujours propre;
- b) s'assurer que les inscriptions qui apparaissent sur son véhicule sont en tout temps lisibles, propres et complètes;
- c) s'abstenir de mettre en service un véhicule-taxi dont les surfaces extérieures sont abîmées, notamment par les avaries, l'usure, la rouille ou autre réaction corrosive;
- d) entretenir ou faire entretenir l'intérieur de son véhicule-taxi de manière à assurer le confort des passagers; il doit notamment le désinfecter ou le faire désinfecter avec un produit approprié aussi souvent que nécessaire et au moins une fois tous les 6 mois.

6.38 Tout propriétaire d'un véhicule-taxi doit, tous les 6 mois, aux époques ou aux lieux déterminés par le directeur ou une personne spécialement désignée à cette fin, ou en tout temps à la demande de ce dernier, soumettre son véhicule à une inspection par le directeur ou une personne spécialement désignée par ce dernier à cette fin aux fins de s'assurer qu'il est en bon état de fonctionnement et qu'il offre les conditions de sécurité et de confort requises pour son utilisation comme véhicule-taxi.

6.39 Tout agent de la paix ou tout fonctionnaire du ministère autorisé à cette fin doit, dans l'exercice de ses fonctions, stopper ou faire stopper tout véhicule-taxi qui n'est pas conforme au présent règlement et ordonner au chauffeur ou propriétaire de ce véhicule de le retirer du service jusqu'à ce qu'il soit conforme au présent règlement.

6.36 Where a chauffeur or owner in service is driving in the proximity of a taxi stand and is hailed by a person who is within 200 feet of a public taxi stand already occupied by a taxicab, he shall not perform such request; he shall instead notify the hirer that he may hail an owner or chauffeur who is available for hire on such taxi stand or make his request to such taxi stand.

Division V

SERVICING STANDARDS

6.37 Every owner or chauffeur of a taxicab shall:

- (a) as often as necessary, wash or cause to be washed the exterior of his taxicab so that it is always clean;
- (b) ensure that the printed signs which appear on his vehicle are at all times readable, clean and complete;
- (c) refrain from putting into service a taxicab whose exterior surfaces are run down, particularly through damage, wear, rust or other corrosive;
- (d) maintain or cause to be maintained the interior of his taxicab comfort of passengers; he shall, in particular, disinfect it or cause it to be disinfected with an appropriate product as often as necessary and at least once every 6 months.

6.38 Every taxicab owner shall, every 6 months and at the time and place determined by the director or a person specially designated for such purpose, or at any time upon request by the latter, submit his vehicle for inspection by the director or a person specially designated by the latter for such purpose, in order to ensure that it is in good operating condition and that it provides all the safety and comfort requirements called for in its use as a taxicab.

6.39 Every peace officer or any officer of the Department authorized for such purpose shall, in the performance of his duties, stop or cause to be stopped every taxicab which is not in accordance with this Regulation and order the chauffeur or owner of such vehicle to withdraw it from service until it complies with this Regulation.

Section VI LES NORMES DE PROPRIÉTÉ

§ 1. Les normes de propriété du véhicule

6.10 La propriété d'un véhicule-taxi est constatée par l'immatriculation et le certificat qui en fait foi; la demande d'immatriculation d'un véhicule comme véhicule-taxi doit être accompagnée d'une preuve que le requérant est titulaire, pour l'année d'immatriculation, d'un permis de propriétaire pour ce véhicule.

6.11 1) Le directeur, sur paiement des droits exigibles, peut immatriculer un véhicule comme véhicule-taxi, lorsque:

- a) le propriétaire détient un permis de propriétaire de taxi;
- b) le propriétaire détient une police d'assurance responsabilité civile en vigueur d'une couverture d'au moins \$100,000 en plus des intérêts et des frais pour dommages à autrui résultant de l'utilisation de son véhicule pour le transport des personnes moyennant considération;
- c) le propriétaire lui fournit copie de cette police d'assurance;
- d) la compagnie d'assurance qui a émis cette police s'engage par écrit à donner au directeur un avis de dix jours de toute annulation, expiration ou modification apportée à la nature et au montant de couverture de la police plus les intérêts et les frais de toute réclamation ainsi que les risques assurés; et
- e) après inspection, il appert que la personne est propriétaire d'un véhicule conforme aux dispositions du présent règlement, de la loi et de tout autre règlement applicable.

2) L'immatriculation d'un véhicule-taxi devient nulle et de nul effet à compter de la date à laquelle l'une des prescriptions du présent article n'est plus remplie, ou à laquelle une police d'assurance est annulée, expirée ou modifiée de sorte que la couverture de la police s'en trouve diminuée.

3) Dans le cas visé au paragraphe 2, le directeur doit retirer ou faire retirer en conséquence les plaques et le certificat d'immatriculation.

§ 2. Les normes de propriété du système-taxi

6.12 1) Tout propriétaire doit, pour chaque véhicule pour lequel il détient un permis, avoir et tenir un cahier dans lequel il inscrit:

Division VI STANDARDS OF OWNERSHIP

§ 1. Standards of ownership of vehicle

6.10 The ownership of a taxicab shall be certified by the registration and certificate attesting thereto; the application for the registration of a vehicle as a taxicab shall be accompanied by documentary evidence that the applicant is the holder, for the registration year, of an owner's permit for such vehicle.

6.11 (1) The director, upon payment of the required fees, may register a vehicle as a taxicab, where:

- (a) the owner holds a taxicab owner's permit;
- (b) the owner holds a valid civil liability insurance policy for a coverage of at least \$100,000 plus interest and damage costs with respect to other persons resulting from the use of his vehicle for the transport of persons for a remuneration;
- (c) the owner furnishes him with a copy of such insurance policy;
- (d) the insurance company which issued such policy binds itself in writing to give to the director a notice of ten days with respect to any cancellation, expiry or amendment of the type or amount of coverage of the policy, interest and costs of any claim and the insured risks; and
- (e) following upon examination, it appears that the person is the owner of a vehicle which complies with the provisions of this Regulation, of the Act and of any other applicable regulation.

2) The registration of a taxicab shall become null and void from the date on which any one of the provisions of this section is no longer complied with, or on which an insurance policy is cancelled, expires or is amended whereby the policy coverage is reduced.

3) In the case contemplated in subsection 2, the director shall withdraw or cause to be withdrawn by reason thereof the registration markers and certificate.

§ 2. Standards of ownership of a taxi system

6.12 (1) Every owner shall, for each vehicle for which he holds a permit, have and keep a register in which he shall enter:

- a) le numéro de permis du véhicule auquel ce livre se rapporte, sa marque et son numéro de série;
- b) la date de toute inspection du véhicule ou du taximètre et y faire estampiller un constat par le directeur ou la personne spécialement désignée à cette fin par ce dernier;
- c) la mention de la date et de la nature de toute réparation de plus de \$100 effectuée au véhicule;
- d) la mention de la date de tout accident dans lequel ce véhicule a été impliqué et de tout règlement d'assurance qui en a découlé le cas échéant.
- 2) Tout propriétaire doit, même si le véhicule-taxi est retiré du service, conserver le cahier visé au paragraphe 1 pendant une période de deux ans après que ce véhicule est retiré du service.
- (a) the permit number of the vehicle to which such register refers and its make and serial number;
- (b) the date of every inspection of the vehicle or of the taximeter and cause to be stamped therein by the director or the person specially designated for such purpose by the latter an acknowledgement thereof;
- (c) a note of the date and nature of every repair of more than \$100 made to the vehicle;
- (d) a note of the date of every accident in which such vehicle was involved and of every insurance settlement resulting therefrom, where applicable;
- (2) Every owner shall, even if the taxicab is withdrawn from service, retain the register contemplated in subsection 1 for a period of two years after such vehicle is withdrawn from service.

Section VII LES NORMES DE POSSESSION

6.13 Le détenteur d'un permis de propriétaire de taxi peut utiliser un véhicule automobile qui ne lui appartient pas, mais qu'il loue à la condition que cette location soit faite pour une durée d'au moins 12 mois et qu'elle soit constatée dans un contrat écrit dont une copie doit être transmise à la Commission et au directeur immédiatement après sa passation. Dans ce cas, ce détenteur de permis est réputé pour les fins du présent règlement et des autres règlements sur le transport, propriétaire des véhicules loués et, notwithstanding toute disposition contraire ou inconciliable dans un règlement sur les transports, le directeur peut immatriculer le véhicule loué comme s'il appartenait à ce détenteur de permis qui ne peut cependant l'utiliser comme véhicule-taxi sans qu'il soit immatriculé conformément au présent règlement.

Chapitre III LES NORMES DE TAUX ET TARIF

6.11 Les taux et tarifs pour le transport par véhicule-taxi sont fixés par la Commission:

- a) conformément aux normes prévues à la présente section;
- b) en fonction:
- i) d'un tarif de base;
 - ii) d'un taux selon la distance parcourue;
 - iii) d'un taux selon la durée de la course; ou
 - iv) du tarif visé au sous-paragraphe i et des deux facteurs visés aux sous-paragraphe ii et iii à la fois.

Division VII STANDARDS OF POSSESSION

6.13 The holder of a taxicab owner's permit may use a motor vehicle which does not belong to him, but which he rents, provided that such rental be made for a duration of at least 12 months and that it be certified in a written contract, a copy of which shall be transmitted to the Commission and to the director immediately following its drawing up. In such case, the permit holder shall be deemed, for the purposes of this Regulation and of other transport regulations, to be the owner of the rented vehicles, and notwithstanding any provision to the contrary or inconsistent with a transport regulation, the director may register the rented vehicle as if it belonged to such permit holder who shall not, however, use it as a taxicab unless it is registered in accordance with this Regulation.

Chapter III RATES AND TARIFFS STANDARDS

6.11 Rates and tariffs for transport by taxicab shall be fixed by the Commission:

- (a) in accordance with the standards prescribed in this division;
- (b) in terms of:
- (i) a basic tariff;
 - (ii) a rate according to the distance travelled;
 - (iii) a rate according to the duration of the trip; or
 - (iv) the tariff contemplated in subparagraph i and the two factors contemplated in subparagraphs ii and iii together.

6.15 Les taux et tarifs fixés par la Commission conformément aux dispositions de la présente section doivent permettre à tout propriétaire de véhicule-taxi de retirer de l'exploitation de son véhicule des recettes suffisantes et raisonnables.

6.16 Nul ne peut, pour le transport par véhicule-taxi verser ni recevoir, selon le cas, une rémunération *per capita* des passagers transportés.

6.17 Nul ne peut utiliser un véhicule-taxi en service sans verser, s'il est requérant du service, ou recevoir, s'il est le propriétaire ou chauffeur, une rémunération conforme aux taux et tarifs suivants:

I. — Pour les permis de catégorie « agglomération » lorsqu'un véhicule est muni d'un taximètre

A) Au départ de la chute:	De	À
i) Pour les permis se rapportant à une des agglomérations du groupe I .	\$ 0.50	\$ 0.60
ii) Pour les permis se rapportant à une agglomération du groupe II	\$ 0.60	\$ 0.70
iii) Pour les permis se rapportant à une agglomération faisant partie du groupe III	\$ 0.70	\$ 0.80
iv) Pour les permis se rapportant à une agglomération faisant partie du groupe IV	\$ 0.80	\$ 0.90
v) Pour les permis se rapportant à une agglomération faisant partie du groupe V	\$ 1.00	\$ 1.20
B) Pour chaque mille parcouru	\$ 0.50	\$ 0.60
C) Pour chaque minute d'attente	\$ 0.10	\$ 0.20

II. — Pour les permis de catégorie « région » lorsqu'un véhicule est muni d'un taximètre

A) Au départ de la chute	\$ 0.60	\$ 1.20
B) Pour chaque mille parcouru	\$ 0.50	\$ 0.60
C) Pour chaque minute d'attente	\$ 0.10	\$ 0.20

III. — Pour tous les permis, lorsqu'un véhicule n'est pas muni d'un taximètre

Pour chaque mille parcouru	\$ 0.50	\$ 0.60
--------------------------------------	---------	---------

IV — Service extérieur

Dans le cas d'une course dont le lieu d'origine ou la destination finale est située à 10 milles ou plus des limites de la région ou de l'agglomération à laquelle le permis se rapporte, ou à plus de 10 milles de la conurbation dont fait partie l'agglomération à laquelle le permis se rapporte:

6.15 The rates and tariffs fixed by the Commission in accordance with the provisions of this division shall permit every taxicab owner to derive a sufficient and reasonable income from the operation of his vehicle.

6.16 No person shall, for transport by taxicab, pay or receive, as the case may be, a per capita remuneration from the passengers transported.

6.17 No person shall use a taxicab in service without paying, where he is the hirer, or receiving, where he is the owner or chauffeur, a remuneration in accordance with the following rates and tariffs:

I. — In the case of permits of the "conglomeration" category when a vehicle is equipped with a taximeter

(A) Minimum departure tariff:	From	To
(i) For permits relating to one of the conglomerations of group I	\$ 0.50	\$ 0.60
(ii) For permits relating to a conglomeration of group II	\$ 0.60	\$ 0.70
(iii) For permits relating to a conglomeration which is part of group III	\$ 0.70	\$ 0.80
(iv) For permits relating to a conglomeration which is part of group IV	\$ 0.80	\$ 0.90
(v) For permits relating to a conglomeration which is part of group V	\$ 1.00	\$ 1.20
(B) For each mile travelled	\$ 0.50	\$ 0.60
(C) For each minute of waiting	\$ 0.10	\$ 0.20

II. — In the case of permits of the "region" category when a vehicle is equipped with a taximeter

(A) Minimum departure tariff	\$ 0.60	\$ 1.20
(B) For each mile travelled	\$ 0.50	\$ 0.60
(C) For each minute of waiting	\$ 0.10	\$ 0.20

III. — In the case of all permits if a vehicle is not equipped with a taximeter

For each mile travelled	\$ 0.50	\$ 0.60
-----------------------------------	---------	---------

IV. — Service outside limits

In the case of a trip whose point of origin or final destination is situated 10 miles or more from the limits of the region or conglomeration to which the permit relates, or more than 10 miles from the conurbation of which the conglomeration to which the permit relates is part:

- A) Pour un parcours ou une partie de parcours:
- i) situé à l'est d'une ligne tirée de l'agglomération d'Alma à l'agglomération de l'ouest du Saguenay à la région de St-Siméon de Charlevoix-est; et sur la rive nord du St-Laurent à l'est de cette ligne, ou
 - ii) situé dans les comtés de Témiscamingue et d'Abitibi ou au nord de ces comtés,
- De \$0.40 à \$0.50 pour chaque mille parcouru.
- B) Pour un parcours ou une partie de parcours non compris dans le territoire décrit au paragraphe a.
- De \$0.30 à \$0.40 pour chaque mille parcouru.

V. — Dispositions générales

1. Si la durée de la course excède 10 heures consécutives en service extérieur, les frais de séjour du chauffeur doivent être payés en plus, à raison de \$20 par jour.
2. Pour les fins du présent article, les expressions et mots suivants signifient:
 - a) « service extérieur »:
 - i) le service à l'extérieur de la conurbation dans le cas d'une agglomération faisant partie d'une conurbation;
 - ii) le service à l'extérieur d'une agglomération dans le cas d'une agglomération ne faisant pas partie d'une conurbation, ou à l'extérieur d'une région dans le cas d'une région;
 - b) « attente »: le temps durant lequel, en course, un véhicule est immobile ou circule à moins de cinq milles à l'heure;
 - c) « minute d'attente »: 60 secondes consécutives d'attente.
3. Dans le cas d'un baptême, d'un mariage ou d'obsèques, si le requérant en manifeste le désir lors de la réquisition, et que le transport requis est en service local, les taux et tarifs prévus pour le service fourni en vertu d'un permis de catégorie « ordinaire » sont remplacés par les prix forfaitaires suivants:
 - a) pour un baptême: de \$10 à \$15;
 - b) pour un mariage: de \$12 à \$17;
 - c) pour des obsèques: de \$13 à \$18.
4. Dans le cas où le chauffeur de taxi transporte des bagages au début et à la fin d'une même course du consentement ou à la demande du requérant, la majoration du prix de la course dans le cas prévu à l'article 6.24 doit être fixée à au moins \$0.20 et au plus \$0.30 à compter du deuxième bagage transporté par ce chauffeur de taxi.

(A) For a route or part of a route:

- (i) situated to the east of a line drawn from the conglomeration of Alma to the conglomeration west of the Saguenay to the St. Siméon-de-Charlevoix East region; and on the north shore of the St. Lawrence east of such line; or
 - (ii) situated in the counties of Témiscamingue and Abitibi or north of such counties,
- From \$0.40 to \$0.50 for each mile travelled.
- (B) for a route or part thereof not included in the territory described in paragraph a;
- From \$0.30 to \$0.40 for each mile travelled.

V.—General Provisions

1. If the duration of the trip exceeds 10 consecutive hours in service outside limits, the stay-over expenses of the chauffeur shall be paid in addition at a rate of \$20 per day.
2. For the purposes of this section, the following words and expressions mean:
 - (a) "service outside limits":
 - (i) service outside the conurbation in the case of a conglomeration which is part of a conurbation;
 - (ii) service outside a conglomeration in the case of a conglomeration which is not part of a conurbation, or outside a region in the case of a region.
 - (b) "waiting": the time during which, on a trip, a vehicle is stationary or travels at less than five miles per hour;
 - (c) "minute of waiting": 60 consecutive seconds of waiting.
3. In the case of a christening, wedding or funeral, where the hirer so explicitly requests and where the transport required is for local service, the rates and tariffs prescribed for the service provided pursuant to a permit of the "ordinary" category are replaced by the following charter fares:
 - (a) for a christening: from \$10 to \$15;
 - (b) for a wedding: from \$12 to \$17;
 - (c) for a funeral: from \$13 to \$18;
4. In the case where the taxicab chauffeur handles baggage at the beginning and at the end of the same trip upon the consent or request of the hirer, the increase in the cost of the trip in the case prescribed in section 6.24 shall be fixed at not less than \$0.20 and not more than \$0.30 starting with the second piece of baggage carried by such taxicab chauffeur.

5. Au sens du paragraphe 4, le transport de bagages ne consiste pas uniquement dans la manipulation des bagages pour les placer dans la malle ou à l'intérieur du véhicule-taxi, mais aussi leur transport du lieu où le requérant les a déposés.

6.18 1) Le tarif de rémunération d'un chauffeur à commission est d'au moins 35 et d'au plus 50% des recettes brutes.

2) Dans le cas visé au paragraphe 1, les frais d'entretien et de réparation sont à la charge du propriétaire qui fournit également l'essence requise pour le service.

Chapitre IV

LES PERMIS DE PROPRIÉTAIRE

Section I

LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

6.19 Nul ne peut utiliser un véhicule comme véhicule-taxi en service à moins que la Commission n'ait délivré un permis de propriétaire à cette fin pour ce véhicule et que ce permis ne soit en vigueur.

6.50 1) Nul ne peut être titulaire d'un permis de propriétaire délivré par la Commission, à moins qu'il ne soit:

- a) une personne physique qui:
 - i) est majeure;
 - ii) est un citoyen canadien ou une personne qui a été légalement admise au Canada pour y demeurer en permanence comme «immigrant recu» et à qui a été attribué un numéro d'assurance sociale;
 - iii) est domiciliée au Québec;
 - iv) dans le cas d'un permis de catégorie «région» a sa place d'affaires dans la région pour laquelle le permis est demandé ou à une distance d'au plus 25 milles de cette région ou, dans le cas d'un permis de catégorie «agglomération» a sa place d'affaires dans les limites de cette agglomération ou de la conurbation dont fait partie cette agglomération ou à une distance d'au plus 50 milles des limites de cette agglomération ou conurbation s'il en est.
 - v) tire ou tirera principalement sa subsistance de l'exploitation d'un véhicule-taxi, s'il s'agit d'un permis pour une agglomération de plus de 25,000 habitants;
 - vi) n'a pas été condamnée, depuis 2 ans, pour une infraction au Code criminel punissable d'un emprisonnement de 2 ans ou plus ou pour une

5. Within the meaning of paragraph 4, the handling of baggage does not solely consist in the handling of the baggage to place it in the trunk or inside the taxicab, but also consists in its handling from the place where the hirer deposited it.

6.18 (1) The tariff of remuneration of a chauffeur on commission shall not be less than 35% nor more than 50% of the gross receipts.

(2) In the case contemplated in subsection 1, maintenance and repair costs shall be charged to the owner who shall also furnish the gas required for the service.

Chapter IV

OWNER'S PERMIT

Division I

GENERAL PROVISIONS

6.19 No person shall utilize a vehicle as a taxicab in service unless the Commission has issued an owner's permit for such purpose for the said vehicle and such permit is in force.

6.50 No person shall hold an owner's permit issued by the Commission, unless

- (a) he is a physical person who:
 - (i) is of the age of majority;
 - (ii) is a Canadian citizen or a person legally admitted to Canada to reside permanently therein as a "landed immigrant" and who has been assigned a social insurance number;
 - (iii) is domiciled in Québec;
 - (iv) in the case of a "region" category permit, has his place of business in the region for which the permit is requested or at a distance of not more than 25 miles from such region or, in the case of a "conglomeration" category permit, has his place of business within the limits of such conglomeration or of the conurbation of which the conglomeration is part, or at a distance of not more than 50 miles from the limits of such conglomeration or conurbation, if any.
 - (v) derives or shall principally derive his living from the operation of a taxicab, in the case of a permit for a conglomeration of more than 25,000 persons;
 - (vi) has not been convicted, during the preceding two years, of an offence under the Criminal Code punishable by imprisonment of 2 years or more,

des infractions énumérées à l'annexe C du présent règlement et au nombre de fois déterminé à cette annexe pour cette infraction.

- vii) n'a pas, depuis 5 ans, cédé moyennant considération un permis de propriétaire qu'il détenait; la présente disposition n'empêche cependant pas d'obtenir un renouvellement des autres permis qu'il détient; ou
- b) une corporation qui est incorporée au Canada et qui remplit les conditions visées aux sous-paragraphes iv et v du paragraphe a;
- c) une personne qui:
- i) dans le cas d'obtention d'un permis de catégorie « agglomération » est ou deviendra membre de la ligue des propriétaires de taxis de l'agglomération pour laquelle le permis est délivré dans les trente jours de la délivrance de ce permis;
 - ii) dans le cas d'un renouvellement d'un permis de catégorie « agglomération », et sous réserve du sous-paragraphe i a été, pendant toute la période pour laquelle le permis était en vigueur, membre de la ligue de propriétaires de taxis de l'agglomération à laquelle ce permis se rapporte.

6.51 Au sens des dispositions de la présente section et nonobstant le Règlement 1 sur l'interprétation des règlements sur le transport, la place d'affaires de la personne physique est le lieu de son domicile; la place d'affaires d'une corporation est le lieu de son siège social.

6.52 Nul ne peut obtenir ou détenir un permis de propriétaire de véhicule-taxi délivré par la Commission, à moins:

- a) que le véhicule pour lequel le permis est demandé ne soit en tout point conforme aux dispositions pertinentes du présent règlement, de la loi et de tout règlement pertinent édicté en vertu d'icelle;
- b) de fournir un engagement d'un assureur autorisé à faire affaire au Québec, conformément à l'article 242 de la Loi des assurances (S.R.Q., 1964, ch. 295):
 - i) d'émettre pour ce véhicule une police d'assurance responsabilité civile d'une couverture d'un montant d'au moins \$100,000 en plus des intérêts et des frais pour dommages résultant de l'utilisation de ce véhicule pour le transport de personnes moyennant considération,
 - ii) de mettre la police d'assurance visée au sous-paragraphe i en vigueur pendant la durée entière du permis, et

or of one of the offences enumerated in Schedule C to this Regulation and according to the number of times determined in the said Schedule for such offence;

- (vii) has not, during the preceding 5 years, transferred for a consideration an owner's permit which he held; this provision shall not however prevent him from obtaining a renewal of the other permits which he holds; or
- (b) a corporation which is incorporated in Canada and which fulfills the conditions contemplated in subparagraphs *iv* and *v* of paragraph *a*;
- (c) he is a person who:
- (i) in the case of the obtaining of the "conglomeration" category permit, is or shall become a member of the taxicab owners' league of the conglomeration for which the permit is issued within thirty days from the issuance of such permit;
 - (ii) in the case of the renewal of a permit of the "conglomeration" category, and subject to subparagraph *i* was, during the whole period for which the permit was in force, a member of the taxicab owners' league for the conglomeration to which such permit relates.

6.51 Within the meaning of the provisions of this division and notwithstanding Regulation 1 respecting the interpretative provisions of the transport regulations, the place of business of the physical person shall be the place of his domicile; the place of business of a corporation shall be the place of its corporate seat.

6.52 No person shall obtain or hold a taxicab owner's permit issued by the Commission, unless:

- (a) the vehicle for which the permit is requested fully complies with the pertinent provisions of this Regulation, of the Act and of every pertinent regulation enacted thereunder;
- (b) he furnishes a contract by an insurer authorized to carry on business in Québec in accordance with section 242 of the Insurance Act (R.S.Q., 1964, ch. 295), providing for:
 - (i) the issuance, for such vehicle, of a civil liability insurance policy of a coverage of at least \$100,000 plus interest and damage costs resulting from the use of such vehicle in the transport of persons for a consideration;
 - (ii) the putting into force of the insurance policy contemplated in subparagraph *i* during the whole duration of the permit; and

iii) de maintenir la police d'assurance visée au sous-paragraphe i en vigueur pendant la durée entière du permis.

6.5.3 Toute corporation qui détient un permis de propriétaire délivré par la Commission doit aviser par écrit la Commission:

- a) de tout changement de nom, adresse ou numéro d'assurance sociale de tout actionnaire, administrateur, officier ou gérant, dans les 10 jours de la date de ce changement, et
- b) de tout transfert d'actions, dans les 30 jours de la date de ce transfert.

6.5.4 Toute personne physique qui détient en son nom un permis de propriétaire doit aviser par écrit la Commission de tout changement de ses nom, adresse ou numéro d'assurance sociale dans les 3 jours de ce changement.

6.5.5 Un permis de propriétaire de taxi expire le dernier jour de février.

6.5.6 La Commission peut annuler un permis s'il est utilisé à des fins contraires à l'ordre public, à la loi ou aux règlements.

6.5.7 1) La Commission peut pareillement annuler un permis lorsque:

- a) il se produit un changement dans l'une des conditions visées aux dispositions de la section 1 ou 2 du présent chapitre;
- b) le propriétaire omet de:
 - i) mettre son véhicule-taxi en service pendant une période de 30 jours consécutifs, sauf s'il démontre à la Commission qu'il était à prendre sa période de vacances annuelles, qu'il en a été empêché par la maladie ou que, durant toute cette période, le véhicule était en réparation,
 - ii) remplacer son véhicule par un nouveau qu'il met en service dans les 90 jours qui suivent la date de l'abandon ou du vol de son véhicule, ou
 - iii) maintenir la police d'assurance en vigueur conformément au paragraphe b de l'article 6.52 pendant la période mentionnée;

2) Lorsque la Commission annule un permis de propriétaire pour un motif visé à l'article 6.56 ou au paragraphe 1 au présent article, le détenteur peut valablement transférer ce permis dans les trois mois de la décision de la Commission.

6.5.8 Tout propriétaire qui remplace son véhicule-taxi doit, aussitôt qu'il fait l'acquisition d'un nouveau véhicule, faire enregistrer le changement à la Commission et au bureau des véhicules automobiles.

(iii) the keeping in force of the policy contemplated in subparagraph i for the entire duration of such permit.

6.5.3 Every corporation which holds an owner's permit issued by the Commission shall notify the Commission in writing:

- (a) of any change of name, address, or social insurance number of every shareholder, director, officer or manager, within 10 days from the date of such change; and
- (b) of every transfer of shares, within 30 days from the date of such transfer.

6.5.4 Every physical person who holds an owner's permit in his own name shall notify the Commission in writing of any change of name, address or social insurance number within 3 days from the date of such change.

6.5.5 A taxicab owner's permit shall expire on the last day of February.

6.5.6 The Commission may cancel a permit if it is used for purposes contrary to public order, to the Act or to the Regulation.

6.5.7 (1) The Commission may also cancel a permit where:

- (a) there is a change in one of the conditions contemplated in the provisions of division 1 or 2 of this Chapter;
- (b) the owner fails to:
 - (i) put his taxicab in service for a period of 30 consecutive days, unless he proves to the Commission that he was on annual vacation, that he was unable to operate such taxicab because of illness or that, during all such period, the vehicle was undergoing repairs;
 - (ii) replace his vehicle by a new one put in service within 90 days following the date on which his vehicle was retired or stolen; or
 - (iii) keep the insurance policy in force in accordance with paragraph b of section 6.52 during the period stipulated;

(2) Where the Commission cancels an owner's permit for a reason contemplated in section 6.56 or in subsection 1 of this section, the holder may validly transfer such permit within three months of the decision of the Commission.

6.5.8 Every owner who replaces his taxicab shall, as soon as he acquires a new vehicle, cause the change to be registered at the Commission and at the Motor Vehicles Bureau.

Section II

LA NATURE DES PERMIS DE PROPRIÉTAIRE

- 6.59** 1) Le permis de propriétaire se rapporte à un véhicule-taxi et il est délivré pour une région ou pour une agglomération.
- 2) Aucun permis de catégorie « ordinaire » et de catégorie « agglomération » ne peut se rapporter à une familiale.
- 3) Chaque permis de propriétaire porte un numéro qui doit faire partie d'une série de numéros déterminés par la Commission, après consultation avec le directeur, et est précédé par les préfixes pertinents déterminés par l'article 6.68.
- 6.60** 1) La Commission peut, sur demande conjointe du cédant et du cessionnaire d'un véhicule-taxi, autoriser le transfert du permis qui s'y rapporte pourvu que le cessionnaire remplisse toutes les conditions d'obtention et de détention de ce permis.
- 2) Aucun permis de propriétaire ne peut faire l'objet d'un droit de revendication ou d'un contrat en vertu duquel le cédant demeure propriétaire de ce permis jusqu'au parfait paiement du prix de cession de permis.
- 3) La Commission peut, lorsque le titulaire d'un permis de propriétaire décède, autoriser le transfert de ce permis à ses héritiers.
- 4) Dans le cas visé au paragraphe 3, le permis demeure valide quoique les héritiers, ou l'exécuteur testamentaire, ne remplissent toutes les conditions d'obtention et de détention de ce permis pourvu qu' alors ils obtiennent dans les 3 mois du décès, le transfert de ce permis à une personne qui en remplit les conditions d'obtention et de détention.
- 5) La Commission peut, lorsque le titulaire d'un permis est une corporation et que cette corporation s'éteint, autoriser le transfert de ce permis à une personne qui en remplit les conditions d'obtention et de détention.
- 6) Dans le cas visé au paragraphe 5, le permis demeure valide quoique le liquidateur, administrateur ou syndic ne remplisse pas toutes les conditions d'obtention et de détention de ce permis, pourvu alors qu'il obtienne dans les 3 mois de l'extinction de cette corporation, le transfert de ce permis à une personne qui en remplit les conditions d'obtention et de détention.
- 7) Le permis de propriétaire de taxi est constaté par un certificat délivré par la Commission et affiché sur le support d'identification; sur preuve que ce certificat a été perdu ou détruit, la Commission peut, sur demande et moyennant paiement des droits applicables, délivrer un duplicata de ce certificat.

Division II

NATURE OF OWNER'S PERMIT

- 6.59** (1) The owner's permit shall relate to a taxicab and be issued for a region or for a conglomeration.
- (2) No permit of the "ordinary" category and of the "conglomeration" category shall relate to a station wagon.
- (3) Each owner's permit shall bear a number which must be part of a series of numbers determined by the Commission after consultation with the director, and shall be preceded by the pertinent prefixes determined in section 6.68.
- 6.60** (1) The Commission may, upon joint request by the transferor and transferee of a taxicab, authorize the transfer of the permit relating thereto provided that the transferee fulfill all the conditions for obtaining and holding such permit.
- (2) No owner's permit shall be the object of a right to revendicate or of a contract under which the transferor would remain the owner of such permit until full payment of the price of the transfer of the permit.
- (3) The Commission may, if the holder of an owner's permit dies, authorize the transfer of such permit to his heirs.
- (4) in the case contemplated in subsection 3, the permit shall remain valid even if the heirs, or the testamentary executor, do not fulfill all the conditions for obtaining or holding such permit, provided that they negotiate, within 3 months from the death, the transfer of such permit to a person who fulfills the conditions for obtaining and holding such permit.
- (5) The Commission may, where the holder of a permit is a corporation and such corporation winds up, authorize the transfer of such permit to a person who fulfills the conditions for obtaining and holding the permit.
- (6) In the case contemplated in subsection 5, the permit shall remain valid even if the liquidator, administrator or trustee does not fulfill all the conditions for obtaining and holding such permit, provided that he negotiate, within 3 months from the winding-up of such corporation, the transfer of such permit to a person who fulfills the conditions for obtaining and holding the permit.
- (7) The taxicab owner's permit shall be attested to by a certificate issued by the Commission and displayed on the identification holder; upon proof that such certificate has been lost or destroyed, the Commission may, upon request and against payment of the applicable fees, issue a duplicate of such certificate.

Section III

LES CATÉGORIES DE PERMIS DE PROPRIÉTAIRE

§ 1. Le groupe de catégories selon le territoire

6.6.1 Eu égard au territoire, un permis de propriétaire est:

- a) soit de catégorie « agglomération », et alors le numéro de ce permis doit porter entre autres le préfixe A;
- b) soit de catégorie « région », et alors le numéro de ce permis doit porter entre autres le préfixe R.

Les catégories visées au présent article constituent un groupe de catégories selon le territoire auquel le permis de propriétaire se rapporte.

6.6.2 Le permis de catégorie « agglomération » autorise et oblige son détenteur à utiliser le véhicule-taxi auquel ce permis se rapporte pour assurer exclusivement le service:

- a) d'un lieu d'origine situé à l'intérieur de l'agglomération pour laquelle le permis est délivré à une destination finale située à l'intérieur ou à l'extérieur de cette agglomération, quelles que soient les destinations intermédiaires,
- b) sur appel téléphonique ou radiophonique, d'un lieu d'origine situé à l'extérieur de l'agglomération pour laquelle le permis est délivré à une destination située à l'intérieur de cette agglomération, et
- c) sous réserve de l'article 6.79 d'un lieu d'origine situé à l'intérieur de l'agglomération d'aéroport qui fait partie de l'agglomération pour laquelle ce permis est délivré, à une destination finale située à l'intérieur ou à l'extérieur de l'agglomération à laquelle ce permis se rapporte.

6.6.3 Le permis de catégorie « région » autorise et oblige son détenteur à utiliser le véhicule-taxi auquel ce permis se rapporte pour assurer exclusivement le service d'un lieu d'origine situé à l'intérieur de la région à laquelle le permis se rapporte à une destination finale située à l'intérieur ou à l'extérieur de cette région, quelles que soient les destinations intermédiaires, ou sur appel téléphonique ou radiophonique d'un lieu d'origine situé à l'extérieur de cette région à une destination finale située à l'intérieur de cette région.

§ 2. Le groupe des catégories selon le service

6.6.1 Eu égard au service, le permis de propriétaire est:

- a) soit de catégorie « ordinaire », et alors le numéro de ce permis doit porter entre autres le préfixe O;
- b) soit de catégorie « spécialisé », et alors le numéro de ce permis doit porter entre autres le préfixe S.

Division III

CATEGORIES OF OWNER'S PERMIT

§ 1. Group of categories according to territory

6.6.1 An owner's permit shall, with reference to territory

- (a) be either of the "conglomeration" category, and in such case the permit number shall bear, *inter alia*, the prefix "A", or
- (b) be of the "region" category, and in such case the permit number shall bear, *inter alia*, the prefix "R".

The categories contemplated in this section shall constitute a group of categories established according to the territory to which the owner's permit relates.

6.6.2 Every permit of the "conglomeration" category shall authorize and bind its holder to operate the taxicab to which such permit relates for the purpose of ensuring service exclusively,

- (a) from a point of origin situated within the conglomeration for which the permit is issued to a final destination situated within or outside of such conglomeration, irrespective of the intermediate destinations;
- (b) upon receiving a telephone or radiophone call, from a point of origin situated outside the conglomeration for which the permit is issued to a destination situated within such conglomeration; and
- (c) subject to section 6.79, from a point of origin situated within the airport conglomeration forming part of the conglomeration for which such permit is issued to a final destination situated within or outside the conglomeration to which the said permit relates.

6.6.3 Every permit of the "region" category shall authorize and bind its holder to operate the taxicab to which such permit relates for the purpose of ensuring service exclusively from a point of origin situated within the region to which such permit relates to a final destination situated within or outside of such region, whatever may be the intermediate destinations, or, upon receiving a telephone or radiophone call, from a point of origin situated outside such region to a final destination situated within the said region.

§ 2. Group of categories according to service

6.6.1 The owner's permit shall, with regard to service,

- (a) be either of the "ordinary" category, and in such case the permit number shall bear, *inter alia*, the prefix "O"; or
- (b) be of the "specialized" category, and in such case, the permit number shall bear, *inter alia*, the "S";

Les catégories visées au présent article constituent un groupe de catégories selon le service auquel le permis de propriétaire se rapporte.

6.65 Le permis de catégorie « ordinaire » autorise et oblige son détenteur à utiliser le véhicule-taxi auquel se rapporte ce permis pour assurer exclusivement le service conformément aux dispositions du présent règlement, sauf pour le service « spécialisé ».

6.66 Le permis de catégorie « spécialisé » autorise et oblige son détenteur à utiliser le véhicule-taxi auquel ce permis se rapporte pour assurer exclusivement le service à au plus 6 passagers à la fois lorsque :

- a) eu égard à leur état de santé, des passagers peuvent être plus commodément transportés à bord d'un véhicule de type berline ou limousine modifié, ou
- b) dans les comtés du Lac-St-Jean-ouest, Abitibi-est, Abitibi-ouest, Duplessis et Saguenay, des passagers peuvent être plus commodément transportés, eu égard à leur besoin ou à l'état des routes, à bord d'un véhicule autre qu'un véhicule de type berline ou limousine.

§ 3. Généralités relatives aux catégories de permis

6.67 Tout permis de propriétaire doit être, à la fois, de 2 catégories dont chacune appartient à un des groupes visés aux articles 6.61 et 6.64; cependant, aucun permis ne peut appartenir à plus d'une catégorie d'un même groupe.

6.68 Le numéro de tout permis de propriétaire doit se composer dans l'ordre :

- a) de la lettre T;
- b) de la lettre A ou de la lettre R, conformément à l'article 6.61;
- c) de la lettre O ou de la lettre S, conformément à l'article 6.64;
- d) et des chiffres appropriés conformément au paragraphe 4 de l'article 6.59.

Aux fins du présent article, le numéro d'un permis comprend les préfixes qui le précèdent.

Section V

LE NOMBRE DE PERMIS DE PROPRIÉTAIRE

6.69 Le nombre total des permis de propriétaire de toutes catégories délivrés pour un territoire donné doit être compris dans les limites indiquées ci-après :

The categories contemplated in this section constitute a group of categories according to the service to which such owner's permit relates.

6.65 Every permit of the "ordinary" category shall authorize and bind its holder to operate the taxicab to which such permit relates for the purpose of ensuring service exclusively in accordance with the provisions of this Regulation, except for "specialized" service.

6.66 Every permit of the "specialized" category shall authorize and bind its holder to operate the taxicab to which such permit relates for the purpose of ensuring service exclusively to not more than 6 passengers at one time where

- (a) passengers may, because of their state of health, be more suitably transported by a vehicle of the berlin or modified limousine type; or
- (b) in the counties of Lac St-Jean West, Abitibi East, Abitibi West, Duplessis and Saguenay, passengers may, with regard to their need or to road conditions, be more suitably transported by a vehicle other than a vehicle of the berlin or limousine type.

§ 3. permit categories: general

6.67 Every owner's permit must be of 2 categories simultaneously, each of which shall belong to one of the groups contemplated in sections 6.61 and 6.64; no permit, however, shall belong to more than one category of the same group.

6.68 The number of every owner's permit shall be composed in the order of

- (a) the letter "T";
- (b) the letter "A" or the letter "R" in accordance with section 6.61;
- (c) the letter "O" or the letter "S" in accordance with section 6.64;
- (d) the appropriate figures in accordance with subsection 4 of section 6.59.

For the purposes of this section, the permit number includes the prefixes preceding such number.

Division IV

NUMBER OF OWNERS' PERMITS

6.69 The total number of owners' permits of all categories issued for a given territory shall fall within the range indicated as follows:

A: Les agglomérations

A: Conglomerations

Pour l'agglomération suivante: Un permis de propriétaire
pour chaque nombre
d'habitants:

For the following conglomeration:

Owner's permit
per number of
inhabitants

	De	À			From	To
A.1 Agglomération de Boucherville	1400	1500	A.1 Conglomeration of Boucherville		140	1500
A.2 Agglomération de Longueuil	750	850	A.2 Conglomeration of Longueuil		750	850
A.3 Agglomération de Candiac-Laprairie	800	900	A.3 Conglomeration of Candiac-Laprairie		800	900
A.4 Agglomération de Cowansville	750	800	A.4 Conglomeration of Cowansville		750	800
A.5 Agglomération de l'Est de Montréal	800	900	A.5 Conglomeration of East of Montreal		800	900
A.6 Agglomération de Joliette	1000	1100	A.6 Conglomeration of Joliette		1000	1100
A.7 Agglomération de Lachute	700	800	A.7 Conglomeration of Lachute		700	800
A.8 Agglomération de Laval	1400	1500	A.8 Conglomeration of Laval		1400	1500
A.9 Agglomération de Matane	500	600	A.9 Conglomeration of Matane		500	600
A.10 Agglomération de Mont-Joli	400	500	A.10 Conglomeration of Mont-Joli		400	500
A.11 Agglomération de Montréal	400	500	A.11 Conglomeration of Montreal		400	500
A.12 Agglomération de l'Ouest de Montréal	900	1000	A.12 Conglomeration of West of Montreal		900	1000
A.13 Agglomération de Rivière-du-Loup	450	500	A.13 Conglomeration of Rivière-du-Loup		450	500
A.14 Agglomération de St-Eustache	800	900	A.14 Conglomeration of St-Eustache		800	900
A.15 Agglomération de St-Jérôme	700	800	A.15 Conglomeration of St-Jérôme		700	800
A.16 Agglomération de Sorel	1200	1300	A.16 Conglomeration of Sorel		1200	1300
A.17 Agglomération de Terrebonne	750	800	A.17 Conglomeration of Terrebonne		750	800
A.18 Agglomération de Thetford-Mines	900	1000	A.18 Conglomeration of Thetford-Mines		900	1000
A.19 Agglomération de Victoriaville	550	600	A.19 Conglomeration of Victoriaville		550	600
A.20 Agglomération d'Alma	1200	1250	A.20 Conglomeration of Alma		1200	1250
A.21 Agglomération de Baie-Comeau	400	450	A.21 Conglomeration of Baie-Comeau		400	450
A.22 Agglomération de Haute-Rive	750	800	A.22 Conglomeration of Haute-Rive		750	800
A.23 Agglomération de Beloeil	1200	1300	A.23 Conglomeration of Beloeil		1200	1300
A.24 Agglomération de St-Bruno	1600	1700	A.24 Conglomeration of St-Bruno		1600	1700
A.25 Agglomération de Charlesbourg-Orsainville	1650	1700	A.25 Conglomeration of Charlesbourg Orsainville		1650	1700
A.26 Agglomération de Châteauguay	875	975	A.26 Conglomeration of Châteauguay		875	975
A.27 Agglomération de la Baie	1300	1400	A.27 Conglomeration of la Baie		1300	1400
A.28 Agglomération de Dolbeau-Mistassini	650	750	A.28 Conglomeration of Dolbeau-Mistassini		650	750
A.29 Agglomération de Drummondville	900	1000	A.29 Conglomeration of Drummondville		900	1000
A.30 Agglomération de l'Est de Québec	1100	1200	A.30 Conglomeration of East of Québec		1100	1200
A.31 Agglomération de Gaspé	450	500	A.31 Conglomeration of Gaspé		450	500
A.32 Agglomération de Giffard	400	500	A.32 Conglomeration of Giffard		400	500
A.33 Agglomération de Granby	700	750	A.33 Conglomeration of Granby		700	750
A.34 Agglomération de Hull	1150	1250	A.34 Conglomeration of Hull		1150	1250

Pour l'agglomération suivante:	Un permis de propriétaire pour chaque nombre d'habitants:		For the following conglomeration:	Owner's permit per number of inhabitants:	
	De	À		From	To
A.35 Agglomération de Lévis-Lauzon	700	800	A.35 Conglomeration of Lévis-Lauzon	700	800
A.36 Agglomération de Québec	500	600	A.36 Conglomeration of Québec	500	600
A.37 Agglomération de Rimouski	550	600	A.37 Conglomeration of Rimouski	550	600
A.38 Agglomération de Ste-Foy-Sillery	1100	1200	A.38 Conglomeration of Ste. Foy — Sillery	1100	1200
A.39 Agglomération de St-Hyacinthe	800	900	A.39 Conglomeration of St-Hyacinthe	800	900
A.40 Agglomération de Trois-Rivières	800	900	A.40 Conglomeration of Trois-Rivières	800	900
A.41 Agglomération de St-Jean	500	600	A.41 Conglomeration of St-Jean	500	600
A.42 Agglomération de Shawinigan	1000	1100	A.42 Conglomeration of Shawinigan	1000	1100
A.43 Agglomération de Sherbrooke	1200	1300	A.43 Conglomeration of Sherbrooke	1200	1300
A.44 Agglomération de Valleyfield	750	800	A.44 Conglomeration of Valleyfield	750	800
A.45 Agglomération d'Amos	550	600	A.45 Conglomeration of Amos	550	600
A.46 Agglomération de Chibougamau	1150	1200	A.46 Conglomeration of Chibougamau	1150	1200
A.47 Agglomération de Matagami	350	400	A.47 Conglomeration of Matagami	350	400
A.48 Agglomération de Rouyn-Noranda	650	700	A.48 Conglomeration of Rouyn-Noranda	650	700
A.49 Agglomération de Val d'Or	600	700	A.49 Conglomeration of Val d'Or	600	700
A.50 Agglomération de La Tuque	850	900	A.50 Conglomeration of La Tuque	850	900
A.51 Agglomération de l'ouest du Saguenay	1350	1450	A.51 Conglomeration of West of Saguenay	1350	1450
A.52 Agglomération du Saguenay	1200	1300	A.52 Conglomeration of Saguenay	1200	1300
A.53 Agglomération de Sept-Îles	850	900	A.53 Conglomeration of Sept-Îles	850	900

B: En région

Pour chaque région, un permis de propriétaire pour chaque nombre d'habitants de 1,000 et 1,500 habitants; il doit cependant y avoir, autant que possible, au moins un permis de propriétaire pour chaque région.

Pour les fins du présent règlement, la population d'une agglomération ou d'une région est le total de la population indiquée dans le répertoire des municipalités et des commissions scolaires publié par le Bureau de la statistique du Québec, pour chaque municipalité comme telle, lorsqu'il s'agit d'une région, et pour chaque municipalité faisant partie de l'agglomération lorsqu'il s'agit d'une agglomération.

6.70 1) Le nombre total des permis de catégorie « ordinaire » pouvant être détenus dans une agglomération ne peut excéder 97% du nombre total des permis de propriétaire que la commission peut délivrer pour cette agglomération en vertu du présent règlement. Dans les agglomérations de Québec et Montréal, ce nombre total ne peut excéder 90%.

B: Regions

One owner's permit shall be issued per 1,000 to 1,500 inhabitants in each region; however, as much as possible, at least one owner's permit shall be issued for each region.

For the purposes of this Regulation, the population of a conglomeration or region is the total of the population indicated in the Municipal and School Board Guide published by the Québec Statistics Bureau for each municipality, as such, in the case of a region and, in the case of a conglomeration, for each municipality forming part of the conglomeration.

6.70 (1) The total number of permits of the "ordinary" category that may be held in a conglomeration shall not exceed 97% of the total number of owners' permits which the Commission issues for such conglomeration pursuant to this Regulation. In the Québec and Montreal conglomerations, this total number shall not exceed 90%.

- 2) Sauf dans les comtés du Lac St-Jean-ouest, Abitibi-est, Abitibi-ouest, Duplessis et Saguenay, le nombre total des permis de catégorie « spécialisée » pouvant être détenus dans une agglomération ne peut excéder 3% du nombre total des permis de propriétaire que la Commission peut délivrer pour cette agglomération conformément au présent règlement.

6.71 Nonobstant les dispositions de la présente section, le nombre total maximal de permis:

- a) de catégorie « ordinaire » qui peuvent être détenus dans une agglomération ne peut être inférieur à un, et
- b) de catégorie « spécialisée » qui peuvent être détenus dans une agglomération ne peut être inférieur à un.

6.72 Sauf conformément à l'article 6.93, nul ne peut obtenir ni détenir directement ou indirectement plus de 20 permis de propriétaires.

Chapitre V

LES LIGES DE PROPRIÉTAIRES DE TAXIS ET LES CONFÉRENCES DE TAXIS

Section 1

LA CONSTITUTION D'UNE LIGUE

6.73 1) Il doit être constitué une ligue de propriétaires de véhicules-taxis pour chaque agglomération, s'il en est; les buts et objets d'une ligue de taxis sont:

- a) l'organisation, la coordination et, en général, l'amélioration des services de transport par taxi dans une agglomération; et
- b) la promotion des intérêts des associations de service d'une agglomération.

2) Le nom d'une ligue de taxis doit, dans toute requête en incorporation comprendre uniquement les mots « La ligue de taxis de » suivis du nom de l'agglomération pour laquelle elle est constituée et se terminer par l'abréviation « Inc. ».

6.74 1) Dans la poursuite de ses buts et objets, toute ligue de taxis doit:

- a) prendre les mesures nécessaires pour assurer à ses employés, à ses membres et à leurs employés, notamment les chauffeurs de taxi, des avantages sociaux et économiques dont un fonds de pension, une assurance vie et une assurance revenu;
- b) former un comité d'éthique professionnelle ainsi qu'un comité consultatif et de liaison; et
- c) constituer un bureau ayant comme fonction principale de recevoir les plaintes et suggestions du

(2) With the exception of the counties of Lac St-Jean West, Abitibi East, Abitibi West, Duplessis and Saguenay, the total number of permits of the "specialized" category that may be held in a conglomeration shall not exceed 3% of the total number of owners' permits which the commission issues for such conglomeration in accordance with this Regulation.

6.71 Notwithstanding the provisions of this division, the maximum number of permits:

- (a) of the "ordinary" category that may be held in a conglomeration shall not be less than one;
- (b) of the "specialized" category that may be held in a conglomeration shall not be less than one.

6.72 No person shall obtain or hold, directly or indirectly, more than 20 owners' permits except in accordance with section 6.93.

Chapter V

TAXICAB OWNERS' LEAGUES AND TAXI CONFERENCES

Division I

CONSTITUTION OF A LEAGUE

6.73 (1) A league of taxicab-owners shall be constituted for each conglomeration, if any; the goals and objectives of a taxicab owners' league shall be

- (a) to organize, coordinate and generally improve taxicab transport services in a conglomeration; and
- (b) to promote the interest of taxicab service associations in a conglomeration.

(2) In any application for incorporation, the name of a taxicab owners' league shall include only the words "Taxicab Owners League" preceded by the name of the conglomeration to which it relates and followed by the abbreviation "Inc.".

6.74 (1) In the pursuit of its goals and objectives, every taxicab owners' league shall

- (a) take the necessary steps to provide its employees, its members and their employees, especially taxicab chauffeurs, with social and economic benefits including a pension plan, a life insurance policy and a guaranteed income policy;
- (b) establish a professional ethics committee as well as an advisory and liaison committee; and
- (c) establish an office whose main purpose shall be to receive complaints and suggestions from the public

public et de recueillir et remettre, lorsqu'ils lui sont retournés, les objets perdus à leurs propriétaires.

- 2) Les ligues de taxi des agglomérations de Québec et de Montréal doivent offrir à leurs employés et à leurs membres ainsi qu'aux employés de ceux-ci, notamment les chauffeurs de taxi, un fonds de pension, une assurance-vie et une assurance-revenu.

Section II LES MEMBRES D'UNE LIGUE

6.75 1) Nulle ligue de taxis ne peut refuser d'admettre une personne comme membre si cette personne est titulaire d'un permis de propriétaire pour l'agglomération à laquelle cette ligue se rapporte.

- 2) Les administrateurs élus par l'assemblée générale doivent comprendre au moins deux représentants de corporations membres, s'il en est.

Section III LE COMITÉ CONSULTATIF et LE COMITÉ DE LIAISON ET D'ÉTHIQUE PROFESSIONNELLE

6.76 Il doit être constitué au sein de toute ligue de taxis:

- a) un comité d'éthique professionnelle qui a pour fonctions de favoriser l'observance par chaque membre des dispositions du présent règlement quant à la qualité du service de transport par véhicule-taxi, ainsi que des autres règles d'éthique qui peuvent être édictées dans les règlements de la ligue et qui ne sont pas inconciliables avec les dispositions du présent règlement, et de faire des recommandations motivées à la Commission relativement à la conduite de tout membre qu'il croit indésirable;
- b) un comité consultatif et de liaison qui a pour fonctions de faire à la Commission des recommandations motivées relativement à l'exploitation en général des véhicules-taxis dans l'agglomération, le bien-être des membres ou celui des chauffeurs de taxi de même que la qualité du service à la population.

Section IV LA RECONNAISSANCE D'UNE LIGUE

6.77 1) La Commission peut reconnaître une ligue de taxis comme le groupe représentatif des détenteurs de permis de propriétaires à laquelle elle se rapporte, lorsque cette ligue en fait la demande et démontre qu'elle est en mesure de se conformer aux dispositions du présent règlement.

and to collect and return, if in its possession, lost objects to their owners.

- (2) Taxicab owners' leagues for the conglomerations of Québec and Montreal shall provide their employees, their members and employees, especially taxicab chauffeurs, with a pension plan as well as a life insurance policy and guaranteed income policy.

Division II MEMBERS OF A LEAGUE

6.75 (1) No taxicab owners' league shall refuse to admit an individual member if such individual is the holder of an owner's permit for the conglomeration to which such league refers.

- (2) The directors elected by the general meeting shall include at least two representatives of member corporations, if any.

Division III ADVISORY COMMITTEE and LIAISON AND PROFESSIONAL ETHICS COMMITTEE

6.76 The following shall be created within any taxicab owners' league

- (a) a professional ethics committee which shall have the responsibility of promoting the observance by each member of the provisions of this Regulation in respect of the quality of the taxicab transport service, as well as of other rules of ethics that may be adopted in the league's by-laws and that are not inconsistent with the provisions of this Regulation, and of making warranted recommendations to the Commission regarding the behaviour of any member who, in its opinion, is undesirable.
- (b) an advisory and liaison committee which shall have the responsibility of making warranted recommendations to the Commission regarding the general taxicab operation in the coglomeration, the members' welfare or that of the taxicab chauffeurs, as well as the quality of service to the population.

Division IV RECOGNITION OF A LEAGUE

6.77 (1) The Commission may recognize a taxicab owners' league as the representative group of owners' permit holders to which it refers, where such league applies therefor and proves it is able to comply with the provisions of this Regulation.

- 2) La reconnaissance accordée par la Commission à une ligue de taxis est valide pour un an. Elle ne peut être renouvelée que si la ligue remplit les conditions prescrites au présent règlement.
- 3) Lorsqu'une ligue de taxis ne remplit plus les conditions prescrites au présent chapitre, la Commission doit retirer la reconnaissance qu'elle lui a accordée.

Section V

LES CONFÉRENCES DE TAXIS

- 6.78** 1) Dans les conurbations de Montréal et de Québec, il doit être constitué une conférence du taxi composé de toutes les associations de service des agglomérations comprises dans cette conurbation.
- 2) le nom de la conférence du taxi doit comprendre uniquement les mots « La conférence du taxi de » suivis du nom de la conurbation pour laquelle elle est constituée et se terminer par l'abréviation « Inc. ».
- 3) Les conférences du taxi ont notamment pour objet d'établir et de maintenir, aux aéroports de Montréal et de Québec respectivement, les moyens et systèmes d'affectation des véhicules-taxis munis de permis se rapportant à une des agglomérations comprises dans la conurbation dont fait partie cette agglomération d'aéroport.

Chapitre VI

SERVICE DE OU VERS UN AÉROPORT

6.79 Le service de taxis de ou vers l'aéroport international de Montréal ou celui de Québec est assuré exclusivement par les véhicules-taxis des agglomérations comprises dans cette conurbation dont les propriétaires sont partie à une convention avec une association de service membre de la conférence de taxi de cette conurbation.

6.80 Le service de ou vers un aéroport non compris dans une conurbation est assuré exclusivement par les détenteurs de permis de propriétaire ayant conclu une convention avec les autorités de cet aéroport.

Chapitre VII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Section I

LES PERMIS DE PROPRIÉTAIRE

6.81 Les articles 6.81 à 6.94 s'appliquent à toute personne:

- (2) The recognition granted by the Commission to a taxicab owners' league shall be valid for one year. It shall be renewed only if the league fulfills the conditions prescribed in this Regulation.
- (3) When a taxicab owners' league no longer fulfils the conditions prescribed in this Chapter, the Commission shall withdraw the recognition it had granted.

Division V

TAXI CONFERENCES

- 6.78** (1) In the conurbations of Montreal and Québec, a taxi conference shall be constituted and shall be composed of all the taxicab service associations of the conglomerations included in such conurbation.
- (2) The name of the said taxi conference shall include only the words "Taxi Conference", preceded by the name of the conurbation for which it is constituted and followed by the abbreviation "Inc.".
- (3) The object of the said taxi conferences shall be to establish and maintain, at the Montreal and Québec airports respectively, means and systems for assigning taxicabs holding a permit relating to one of the conglomerations included in the conurbation of which the airport conglomeration is part.

Chapter VI

SERVICE TO OR FROM AN AIRPORT

6.79 The taxicab service to or from Montreal International Airport or Québec airports is ensured exclusively by the taxicabs of the conglomerations included in such conurbation whose owners are party to an agreement with a taxicab service association that is a member of the taxi conference of such conurbation.

6.80 The service to or from an airport not included in a conurbation is ensured exclusively by the holders of an owner's permit who have concluded an agreement with the authorities of such airport.

Chapter VII

TRANSITIONAL PROVISIONS

Division I

OWNER'S PERMIT

6.81 Sections 6.81 to 6.94 shall apply to every person

- a) qui détient en son nom et pour elle-même, lors de leur entrée en vigueur, un permis valide de propriétaire de véhicule-taxi, délivré avant le 9 juillet 1972 en vertu d'un règlement municipal;
- b) qui détient, lors de leur entrée en vigueur, un permis visé au paragraphe a en vertu d'un transfert dûment autorisé, depuis le 9 juillet 1972, mais avant le 25 septembre 1973, par l'autorité municipale compétente; ou
- c) qui est propriétaire d'un véhicule-taxi dont le numéro d'immatriculation pour l'année 1973 comprend le préfixe TV;
- d) pour qui un permis de propriétaire était détenu par un prête-nom.

6.82 Dans le cas où une personne détenait, au 9 juillet 1972, dans une ou plusieurs municipalités, un nombre de permis valides de propriétaires de véhicules-taxis qui est supérieur au nombre de véhicules-taxis dont elle était alors propriétaire au Québec ou qui y était alors immatriculés comme tels à son nom, les articles 6.81 à 6.84 et 6.89 à 6.95 ne s'appliquent pas à cette personne eu égard au nombre de permis qui excédait alors celui des véhicules-taxis qui lui appartenaient ou qui étaient ainsi immatriculés à son nom comme tels.

6.83 Dans les 30 jours de la mise en vigueur des articles 6.81 à 6.84 et 6.89 à 6.95 la Commission doit faire:

- a) parvenir, par courrier recommandé, à toute personne visée aux paragraphes a, b et c de l'article 6.81 un avis conforme à la formule I de l'annexe E;
- b) publier, dans la *Gazette officielle*, un avis conforme à la formule II de l'annexe E;
- c) paraître, deux fois à au moins une semaine d'intervalle, dans les journaux publiés au Québec, l'avis visé aux paragraphes b et d de façon à ce qu'il puisse en être pris connaissance dans chacune des agglomérations et régions; et
- d) publier, dans la *Gazette officielle*, un avis conforme à la formule III de l'annexe E.

6.84 L'omission de donner l'avis au paragraphe a de l'article 6.91, l'erreur dans cet avis ou dans son expédition ou l'insuffisance de l'avis ne constituent pas une inobservance de cet article, pourvu que les avis prévus à ces paragraphes b et c soient dûment publiés.

6.85 Sous réserve de l'article 6.86, toute personne visée aux paragraphes a, b et c de l'article 6.78 peut continuer à fournir les services qu'elle fournissait avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

- (a) who holds in his own name and on his own behalf, at the time of their coming into force, a valid taxicab owner's permit issued before 9 July 1972 under a municipal-by-law;
- (b) who holds, at the time of their coming into force, a permit contemplated in paragraph a under a transfer duly authorized from and after 9 July 1972, but before 25 September 1973, by the competent municipal authority; or
- (c) who is the owner of a taxicab whose registration number for the year 1973 includes the prefix "TV";
- (d) for whom an owner's permit was held by a prête-nom.

6.82 In the case where an individual held, on 9 July 1972, in one or several municipalities, a number of valid taxicab owners' permits greater in number than the number of taxicabs he then owned in Québec, or which were at that time registered therein as such in his own name, sections 6.81 to 6.84 and 6.89 to 6.95 shall not apply to such individual in respect of the number of permits which then exceeded that of the taxicabs which he owned or were then registered under his own name as such.

6.83 Within 30 days of the coming into force of sections 6.81 to 6.84 and 6.89 to 6.95, the Commission, shall:

- (a) forward by registered mail to any individual contemplated in paragraphs a, b and c of section 6.81, a notice according to Form I of Schedule E;
- (b) publish in the *Québec Official Gazette* a notice according to Form II of Schedule E;
- (c) publish twice, at least at one week's interval, in Québec newspapers the notice contemplated in paragraph b and d so that cognizance thereof may be taken in each conglomeration and region; and
- (d) publish in the *Québec Official Gazette* a notice according to Form III of Schedule E.

6.84 Failure to give the notice contemplated in paragraph a of section 6.91, an error in the notice or in its forwarding, or insufficient notice, shall not constitute non-observance of such section provided that the notices prescribed in paragraphs b and c thereof be duly published.

6.85 Subject to section 6.86 every person contemplated in paragraphs a, b and c of section 6.78 may continue to provide the same services he furnished before the coming into force of this Regulation.

6.886 1) Sur réception d'une requête de demande de permis dans le délai prescrit à l'article 6.89, l'administrateur de la Commission ou toute personne spécialement désignée par le Président à cette fin émet au nom du requérant une attestation lui permettant de continuer à fournir des services de transport par véhicule-taxi jusqu'à ce qu'elle ait statué sur sa demande.

2) Cette attestation ne doit en aucun cas être considérée comme un permis et elle n'engage pas la Commission à délivrer le permis.

3) Le titulaire de cette attestation est soumis à toutes les obligations prévues au présent règlement sauf celle de détenir un permis.

Section II

LES TAUX ET TARIFS

6.887 Dans les 30 jours de l'entrée en vigueur du présent règlement, la Commission fixe, dans le cadre des articles 6.44 à 6.48 les taux et tarifs pour le transport par véhicule-taxi.

6.888 Dans les 60 jours de la mise en vigueur des articles 6.81 à 6.84, toute personne visée à l'article 6.81 qui désire obtenir en son nom un permis de propriétaire de véhicules-taxis, doit, pour chaque permis désiré, présenter une requête à la Commission à cet effet; lorsque le requérant est une personne visée au paragraphe *d* de l'article 6.81, la requête doit être signifiée au prête-nom.

6.889 La Commission doit tenir pour chaque agglomération et pour chaque région les listes suivantes des personnes qui ont introduit une requête conformément à l'article 6.88:

- a)** la liste des personnes visées aux paragraphes *a* et *b* de l'article 6.81;
- b)** la liste des personnes visées au paragraphe *c* de l'article 6.81;
- c)** la liste des personnes visées au paragraphe *d* de l'article 6.81.

6.90 À l'expiration du délai visé à l'article 6.88, nul ne peut se prévaloir des articles 6.81 à 6.86.

6.91 Les noms des requérants de permis en vertu de la présente sous-section sont inscrits sur les listes visées à l'article 6.89 dans l'ordre chronologique de la réception de chaque requête.

6.92 1) Nonobstant l'article 6.72, la Commission peut délivrer à toute personne qui détient en son nom et pour elle-même un ou plusieurs permis de propriétaire de véhicules-taxis qui lui ont été délivrés avant le 9 juillet

6.886 (1) Upon receipt of a permit application within the time prescribed in section 6.89, the administrator of the Commission or any person specially designated by the chairman for such purpose shall issue in the applicants name an attestation certifying that he may continue to provide transport services by taxicab until it has ruled on his application.

(2) This attestation shall in no case be considered a permit and shall not bind the Commission to issue the permit.

(3) The holder of this attestation is subject to all the stipulations set forth in this Regulation except that of a permit holder.

Division II

RATES AND TARIFFS

6.887 Within 30 days from the coming into force of this Regulation the Commission shall, within the scope of sections 6.44 to 6.48, fix the rates and tariffs for transport by taxicab.

6.888 Within 60 days from the coming into force of sections 6.81 to 6.84, every person contemplated in section 6.81 who desires to obtain a taxicab owner's permit in his own name shall, for each permit desired, submit an application to the Commission for that purpose; if the applicant is a person contemplated in paragraph *d* of section 6.81, notice of the application must be served upon the prête-nom.

6.889 The Commission must keep, for each conglomeration and region, the following lists of persons who submitted an application in accordance with section 6.88:

- (a)** the list of persons contemplated in paragraphs *a* and *b* of section 6.81;
- (b)** the list of persons contemplated in paragraph *c* of section 6.81;
- (c)** the list of persons contemplated in paragraph *d* of section 6.81.

6.90 Upon the expiry of the time limit contemplated in section 6.88, no person shall avail himself of sections 6.81 to 6.86.

6.91 The names of the applicants for permits under this subdivision shall be entered on the lists contemplated in section 6.89 in chronological order of receipt of each application.

6.92 (1) Notwithstanding section 6.72, the Commission may issue to every person who holds in his own name and on his own behalf one or several taxicab owners' permits issued him prior to 9 July 1972 under a mu-

1972 en vertu d'un règlement municipal ou qu'elle a acquis en vertu d'un transfert dûment autorisé depuis le 9 juillet 1972, mais avant le 25 septembre 1973, par l'autorité municipale compétente, un nombre égal de permis analogues pourvu que cette personne remplisse par ailleurs les conditions prescrites au présent règlement.

- 2) Nonobstant l'article 6.72, la Commission peut délivrer à toute personne qui est propriétaire d'un ou plusieurs véhicules-taxis dont le numéro d'immatriculation pour l'année 1973 contient le préfixe TV, un nombre égal de permis de propriétaire autorisant et obligeant cette personne à assurer un service analogue à celui qu'elle effectuait avant l'entrée en vigueur du présent règlement ou dans l'agglomération qui comprend le territoire où elle effectuait le service avant l'entrée en vigueur du présent règlement pourvu que cette personne remplisse par ailleurs les conditions prescrites au présent règlement.
- 3) Lorsqu'une personne qui détient un nombre de permis de propriétaire supérieur à 20 cède un permis, elle ne peut par la suite augmenter le nombre de permis qu'elle détient au nombre de permis qu'elle détenait avant cette cession.
- 4) Dans le cas du décès d'une personne qui détient plus de 20 permis, ses héritiers doivent, dans les 3 mois du décès, se départir du nombre de permis excédentaire à 20 que détenait cette personne décédée.
- 5) Dans le cas du changement du contrôle réel d'une corporation qui détient plus de 20 permis, cette corporation doit, dans les 3 mois, se départir du nombre de permis excédentaire à 20 qu'elle détenait avant ce changement de contrôle réel.

6.9.3 Les articles 6.81 à 6.86 deviennent caducs pour une agglomération ou région, aussitôt que la Commission a fini de statuer sur les requêtes des personnes visées à l'article 6.81 pour cette agglomération ou région.

6.9.1 Nonobstant le sous-paragraphe v du paragraphe a de l'article 6.50, la Commission peut délivrer à une personne physique visée à l'article 6.81 et qui ne tire pas principalement sa subsistance de l'exploitation du véhicule-taxi, un permis de propriétaire de véhicules-taxis; le cessionnaire de ce permis doit toutefois pour en obtenir le transfert se conformer au sous-paragraphe v du paragraphe a de l'article 6.50.

Chapitre VIII DISPOSITIONS FINALES

6.9.5 Le présent règlement est édicté en vertu des articles 5, 29, 32, 33, 37 et 41 de la Loi des transports (L.Q., 1972, ch. 55).

municipal by-law or acquired by him under a transfer duly authorized from and after 9 July 1972 but before 25 September 1973 by the competent municipal authority an equal number of similar permits provided such person otherwise fulfills the conditions prescribed in this Regulation.

- (2) Notwithstanding section 6.72, the Commission may issue to every person who is the owner of one or several taxicabs whose registration number for the year 1973 includes the prefix "TV", an equal number of owners' permits authorizing and binding such person to ensure a service similar to that he provided before the coming into force of this Regulation or in the conglomeration including the territory in which he ensured service before the coming into force of this Regulation, provided such person otherwise fulfills the conditions prescribed in this Regulation.
- (3) If a person who holds more than 20 owner's permits transfers a permit, he shall not thereafter increase the number of permits he holds to the number of permits that he held prior to such transfer.
- (4) Where a person who holds more than 20 permits dies, his heirs must, within 3 months of his death, relinquish the number of permits in excess of 20 which such person held before his death.
- (5) In the case of a change in the actual control of a corporation holding more than 20 permits, such corporation must, within 3 months, relinquish the number of permits in excess of 20 which it held before such change in the actual control.

6.9.3 Sections 6.81 to 6.86 shall become null and void for a conglomeration or region as soon as the Commission has completed its ruling on the applications by persons contemplated in section 6.81 for such conglomeration or region.

6.9.1 Notwithstanding subparagraph v of paragraph a of section 6.50, the Commission may issue a taxicab owner's permit to a physical person contemplated in section 6.81 who does not derive the greater part of his income from the operation of a taxicab; however, in order to acquire such permit, the transferee must comply with subparagraph v of paragraph a of section 6.50.

Chapter VIII FINAL PROVISIONS

6.9.5 This Regulation is enacted pursuant to section 5, 29, 32, 33, 37 and 41 of the Transport Act (S.Q., 1972, ch. 55).

6.96 Le présent règlement à l'exception de l'article 6.97 ne s'applique pas:

- a) à un service de location de véhicule automobile avec chauffeur lorsque le prix de la location est calculé uniquement en fonction de sa durée et que la durée du service comprend le temps nécessaire pour effectuer le parcours entre le lieu où le véhicule est garé et le premier lieu embarcadère;
- b) à un service de transport de personnes et de leurs bagages moyennant considération au moyen d'un véhicule automobile entre un aéroport et des lieux débarcadères définis, selon un horaire régulier et moyennant un prix per capita;
- c) à un transport de personnes effectué par un directeur de funérailles lorsque ce transport est effectué à l'occasion d'obsèques dont il a la direction.

6.97 1) Le service visé au paragraphe *b* de l'article 6.96 doit être effectué au moyen de véhicules non munis de dôme et portant sur chacune des portières avant, une affiche d'au moins 15 pouces par 24 pouces sur laquelle sont inscrits en lettres d'au moins 12 pouces les mots « limousine d'aéroport »: ces affiches doivent être enlevées lorsque le véhicule n'est pas utilisé pour effectuer un tel service.

2) Le service visé au paragraphe *b* de l'article 6.96 doit être effectué moyennant une rémunération per capita.

6.96 With the exception of section 6.07, this Regulation shall not apply to:

- (a) a service for the rental of motor vehicles with chauffeur where the rental price is calculated solely according to the duration of such service and where the duration of the service includes the time required to cover the route from the place where the vehicle is stationed to the first boarding point;
- (b) a service for the transport of persons and their baggage for a consideration by means of a motor vehicle between an airport and defined alighting points, according to a regular schedule and for a consideration per capita;
- (c) the transport of persons effected by an undertaker when such transport is effected during a funeral under the direction of such undertaker.

6.97 (1) The service contemplated in paragraph *b* of section 6.96 must be effected by means of vehicles not equipped with a dome light, and bearing on both front doors a sign at least 15 inches by 24 inches on which the words "airport limousine" are affixed in letters of at least 12 inches; these signs must be removed when the vehicle is not used to effect such service.

(2) The service contemplated in paragraph *b* of section 6.96 must be performed for a consideration per capita.

ANNEXE A

Section I

Les agglomérations urbaines suivantes sont constituées des territoires ci-après décrits:

GROUPE I

- A.1** Agglomération de Boucherville: Le territoire de la municipalité de Boucherville.
- A.2** Agglomération de Longueuil: Le territoire des municipalités de Brossard, Notre-Dame du Sacré-Coeur, de Greenfield Park, LeMoine, Longueuil, St-Hubert et St-Lambert.
- A.3** Agglomération Candiac-Laprairie: Le territoire des municipalités de Candiac et de Laprairie.
- A.4** Agglomération de Cowansville: Le territoire de la municipalité de Cowansville.
- A.5** Agglomération de l'Est de Montréal: Le territoire des municipalités de Montréal-Est, Anjou, Pointe-aux-Trembles, Montréal-Nord et de St-Léonard.
- A.6** Agglomération de Joliette: Le territoire des municipalités de Joliette, Notre-Dame-des-Prairies, St-

SCHEDULE A

Division I

The following urban conglomerations are constituted by the territories described hereinafter:

GROUP I

- A.1** Conglomeration of Boucherville: The territory of the municipality of Boucherville.
- A.2** Conglomeration of Longueuil: The territory of the municipalities of Brossard, Notre-Dame du Sacré-Coeur, Greenfield Park, LeMoine, Longueuil, St-Hubert and St-Lambert.
- A.3** Conglomeration of Candiac-Laprairie: The territory of the municipalities of Candiac and Laprairie.
- A.4** Conglomeration of Cowansville: The territory of the municipality of Cowansville.
- A.5** Conglomeration of East of Montreal: The territory of the municipalities of Montreal East, Anjou, Pointe-aux-Trembles, Montreal North and St-Léonard.
- A.6** Conglomeration of Joliette: The territory of the municipalities of Joliette, Notre-Dame-des-Prairies, St-

Charles Borromée, Notre-Dame de Lourdes, Crabtree paroisse, Crabtree village, St-Paul, St-Pierre.

- A.7 Agglomération de Lachute: Le territoire des municipalités de Brownsburg, Lachute.
- A.8 Agglomération de Laval: Le territoire de la Ville de Laval.
- A.9 Agglomération de Matane: Le territoire des municipalités de Matane, Petite-Matane, St-Jérôme de Matane.
- A.10 Agglomération de Mont-Joli: Le territoire de la municipalité de Mont-Joli.
- A.11 Agglomération de Montréal: Le territoire des municipalités de Côte St-Luc, Montréal-Ouest, Ville St-Pierre, Hampstead, Ville Lasalle, Verdun, St-Jean-de-Dieu, Ville St-Laurent, Westmount, Ville Mont-Royal, Outremont et Montréal.
- A.12 Agglomération de l'Ouest de Montréal: Le territoire des municipalités de Lachine, Dorval, Pointe-Claire, Kirkland, Beaconsfield, Baie-d'Urfé, Ste-Anne de Bellevue, Senneville, Pierrefonds, Dollard-des-Ormeaux, Roxboro, Ste-Geneviève et de St-Raphaël de l'Île Bizard à l'exception de celui de l'agglomération de l'aéroport international de Montréal.
- A.13 Agglomération de Rivière-du-Loup: Le territoire de la municipalité de Rivière-du-Loup.
- A.14 Agglomération de St-Eustache: Le territoire des municipalités de St-Eustache, Deux-Montagnes, Ste-Marthe.
- A.15 Agglomération de St-Jérôme: Le territoire des municipalités de St-Jérôme, Lafontaine, Bellefeuille, St-Antoine des Laurentides.
- A.16 Agglomération de Sorel: Le territoire des municipalités de Sorel, St-Joseph de Sorel, Tracy, Ste-Anne de Sorel, St-Pierre de Sorel.
- A.17 Agglomération de Terrebonne: Le territoire des municipalités de Terrebonne, St-Louis de Terrebonne.
- A.18 Agglomération de Thetford-Mines: Le territoire des municipalités de Black-Lake, Robertsonville, Thetford-Mines, Thetford Partie sud.
- A.19 Agglomération de Victoriaville: Le territoire de la municipalité de Victoriaville.

GROUPE II

- A.20 Agglomération d'Alma: Le territoire de la municipalité d'Alma.
- A.21 Agglomération de Baie-Comeau: Le territoire de la municipalité de Baie-Comeau.
- A.22 Agglomération de Haute-Rive: Le territoire de la municipalité de Haute-Rive.

St-Charles Borromée, Notre-Dame de Lourdes, Crabtree (parish), Crabtree village, St-Paul, St-Pierre.

- A.7 Conglomeration of Lachute: The territory of the municipalities of Brownsburg, Lachute.
- A.8 Conglomeration of Laval: The territory of the City of Laval.
- A.9 Conglomeration of Matane: The territory of the municipalities of Matane, Petite-Matane, St-Jérôme de Matane.
- A.10 Conglomeration of Mont-Joli: The territory of the municipality of Mont-Joli.
- A.11 Conglomeration of Montreal: The territory of the municipalities of Côte St-Luc, Montreal West, Ville St-Pierre, Hampstead, Ville Lasalle, Verdun, St-Jean-de-Dieu, Ville St-Laurent, Westmount, Town of Mount-Royal, Outremont and Montreal.
- A.12 Conglomeration of West of Montreal: The territory of the municipalities of Lachine, Dorval, Pointe-Claire, Kirkland, Beaconsfield, Baie-d'Urfé, Ste-Anne de Bellevue, Senneville, Pierrefonds, Dollard-des-Ormeaux, Roxboro, Ste-Geneviève and St-Raphaël de l'Île Bizard, with the exception of that of the conglomeration of the Montreal International Airport.
- A.13 Conglomeration of Rivière-du-Loup: The territory of the municipality of Rivière-du-Loup.
- A.14 Conglomeration of St-Eustache: The territory of the municipalities of St-Eustache, Deux-Montagnes, Ste-Marthe.
- A.15 Conglomeration of St-Jérôme: The territory of the municipalities of St-Jérôme, Lafontaine, Bellefeuille, St-Antoine des Laurentides.
- A.16 Conglomeration of Sorel: The territory of the municipalities of Sorel, St-Joseph de Sorel, Tracy, Ste-Anne de Sorel, St-Pierre de Sorel.
- A.17 Conglomeration of Terrebonne: The territory of the municipalities of Terrebonne, St-Louis de Terrebonne.
- A.18 Conglomeration of Thetford-Mines: The territory of the municipalities of Black Lake, Robertsonville, Thetford-Mines, Thetford South.
- A.19 Conglomeration of Victoriaville: The territory of the municipality of Victoriaville.

GROUP II

- A.20 Conglomeration of Alma: The territory of the municipality of Alma.
- A.21 Conglomeration of Baie-Comeau: The territory of the municipality of Baie-Comeau.
- A.22 Conglomeration of Haute-Rive: The territory of the municipality of Haute-Rive.

- A.23** Agglomération de Beloeil: Le territoire des municipalités de Beloeil, Otterburn Park, McMasterville, St-Hilaire.
- A.24** Agglomération de St-Bruno: Le territoire des municipalités de St-Bruno de Montarville et de St-Basile le Grand.
- A. 25** Agglomération Charlesbourg-Orsainville: Le territoire des municipalités de Chalesbourg, Orsainville et Saint-Dustan du Lac Beauport, à l'exception de celui de l'agglomération de l'aéroport de Québec.
- A.26** Agglomération de Châteauguay: Le territoire des municipalités de Beauharnois, Châteauguay, Châteauguay Centre, Maple Grove, Léry, Melocheville.
- A.27** Agglomération de la Baie: Le territoire des municipalités de Bagotville et de Port-Alfred.
- A.28** Agglomération de Dolbeau-Mistassini: Le territoire des municipalités de Dolbeau et Mistassini.
- A.29** Agglomération de Drummondville: Le territoire des municipalités de Drummondville, Drummondville-Sud, St-Nicéphore.
- A.30** Agglomération de l'Est du Québec: Le territoire des municipalités de Courville, Villeneuve, St-Thérèse de Lisieux, Beauport.
- A.31** Agglomération de Gaspé: Le territoire de la municipalité de Gaspé.
- A.32** Agglomération de Giffard: Le territoire de la municipalité de Giffard.
- A.33** Agglomération de Granby: Le territoire de la municipalité de Granby.
- A.34** Agglomération de Hull: Le territoire des municipalités de Hull, Hull-Ouest et Lucerne.
- A.35** Agglomération de Lévis-Lauzon: Le territoire des municipalités de Lévis et de Lauzon.
- A.36** Agglomération de Québec: Le territoire de la ville de Québec.
- A.37** Agglomération de Rimouski: Le territoire des municipalités de Rimouski, Rimouski-est, Ste-Anne-de-la-Pointe-au-Père.
- A.38** Agglomération de Ste-Foy-Sillery: Le territoire des municipalités de Ste-Foy et de Sillery à l'exception de l'agglomération de l'aéroport de Québec.
- A.39** Agglomération de St-Hyacinthe: Le territoire des municipalités de Douville, La Providence, St-Hyacinthe, St-Joseph, Ste-Rosalie paroisse, Ste-Rosalie ville, St-Thomas d'Aquin, la Présentation.
- A.40** Agglomération de Trois-Rivières: Le territoire des municipalités de Trois-Rivières, Trois-Rivières-Ouest, Cap de la Madeleine, Ste-Marthe.
- A.23** Conglomeration of Beloeil: The territory of the municipalities of Beloeil, Otterburn Park, McMasterville, St-Hilaire.
- A.24** Conglomeration of St-Bruno: The territory of the municipalities of St-Bruno de Montarville and St-Basile le Grand.
- A.25** Conglomeration of Charlesbourg-Orsainville: The territory of the municipalities of Charlesbourg, Orsainville and Saint-Dustan du Lac Beauport, with the exception of that of the conglomeration of the Québec Airport.
- A.26** Conglomeration of Châteauguay: The territory of the municipalities of Beauharnois, Châteauguay, Châteauguay Centre, Maple Grove, Léry, Melocheville.
- A.27** Conglomeration of la Baie: The territory of the municipalities of Bagotville and Port-Alfred.
- A.28** Conglomeration of Dolbeau-Mistassini: The territory of the municipalities of Dolbeau and Mistassini.
- A.29** Conglomeration of Drummondville: The territory of the municipalities of Drummondville, Drummondville South, St-Nicéphore.
- A.30** Conglomeration of East of Québec: The territory of the municipalities of Courville, Villeneuve, Ste-Thérèse de Lisieux, Beauport.
- A.31** Conglomeration of Gaspé: The territory of the municipality of Gaspé.
- A.32** Conglomeration of Giffard: The territory of the municipality of Giffard.
- A.33** Conglomeration of Granby: The territory of the municipality of Granby.
- A.34** Conglomeration of Hull: The territory of the municipalities of Hull, Hull West and Lucerne.
- A.35** Conglomeration of Lévis-Lauzon: The territory of the municipalities of Lévis and Lauzon.
- A.36** Conglomeration of Québec: The territory of the city of Québec.
- A.37** Conglomeration of Rimouski: The territory of the municipalities of Rimouski, Rimouski East, Ste-Anne-de-la-Pointe-au-Père.
- A.38** Conglomeration of Ste-Foy-Sillery: The territory of the municipalities of Ste-Foy and Sillery with the exception of conglomeration of the Québec airport.
- A.39** Conglomeration of St-Hyacinthe: The territory of the municipalities of Douville, La Providence, St-Hyacinthe, St-Joseph, Ste-Rosalie (parish), Ste-Rosalie ville, St-Thomas d'Aquin, La Présentation.
- A.40** Conglomeration of Trois-Rivières: The territory of the municipalities of Trois-Rivières, Trois-Rivières West, Cap de la Madeleine, Ste-Marthe.

A.41 Agglomération de St-Jean: Le territoire des municipalités de Iberville, St-Jean.

A.42 Agglomération de Shawinigan: Le territoire des municipalités de Baie de Shawinigan, Grand-Mère, St-Georges, St-Théophile, Shawinigan, Shawinigan-Sud, St-Boniface.

A.43 Agglomération de Sherbrooke: Le territoire de la municipalité de Sherbrooke.

A.44 Agglomération de Valleyfield: Le territoire des municipalités de Salaberry de Valleyfield, Nitro St-Thimothée paroisse, St-Thimothée ville.

GROUPE III

A.45 Agglomération D'Amos: Le territoire des municipalités d'Amos-Est et d'Amos-Ouest, et d'Amos.

A.46 Agglomération de Chibougamau: Le territoire des municipalités de Chapais, Chibougamau.

A.47 Agglomération de Matagami: Le territoire de la municipalité de Matagami.

A.48 Agglomération de Rouyn-Noranda: Le territoire des municipalités de Noranda, Rouyn.

A.49 Agglomération de Val d'Or: Le territoire des municipalités de Val d'Or.

GROUPE IV

A.50 Agglomération de La Tuque: Le territoire de la municipalité de La Tuque.

A.51 Agglomération de l'ouest du Saguenay: Le territoire des municipalités de Jonquière, Kénogami et Arvida.

A.52 Agglomération du Saguenay: Le territoire des municipalités de Chicoutimi, Chicoutimi-Nord et de la Rivière-du-Moulin.

GROUPE V

A.53 Agglomération de Sept-Îles: Le territoire des municipalités de Moisie-Sept-Îles.

Section II

LES CONURBATIONS DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL

La conurbation de Québec est composée des agglomérations de Québec, de Ste-Foy et du territoire de l'aéroport de Québec.

La conurbation de Montréal est composée des agglomérations de Montréal, de l'Ouest de l'Île de Montréal, de l'Est de l'Île de Montréal et du territoire de l'aéroport international de Montréal.

A.41 Conglomeration of St-Jean: The territory of the municipalities of Iberville, St-Jean.

A.42 Conglomeration of Shawinigan: The territory of the municipalities of Baie de Shawinigan, Grand-Mère, St-Georges, St-Théophile, Shawinigan, Shawinigan South, St-Boniface.

A.43 Conglomeration of Sherbrooke: The territory of the municipality of Sherbrooke.

A.44 Conglomeration of Valleyfield: The territory of the municipalities of Salaberry de Valleyfield, Nitro, St-Thimothée (parish), St-Thimothée ville.

GROUP III

A.45 Conglomeration of Amos: The territory of the municipalities of Amos East and Amos West, and Amos.

A.46 Conglomeration of Chibougamau: The territory of the municipalities of Chapais, Chibougamau.

A.47 Conglomeration of Matagami: The territory of the municipality of Matagami.

A.48 Conglomeration of Rouyn-Noranda: The territory of the municipalities of Noranda, Rouyn.

A.49 Conglomeration of Val d'Or: The territory of the municipality of Val d'Or.

GROUP IV

A.50 Conglomeration of La Tuque: The territory of the municipality of La Tuque.

A.51 Conglomeration of West of Saguenay: The territory of the municipalities of Jonquière, Kénogami and Arvida.

A.52 Conglomeration of Saguenay: The territory of the municipalities of Chicoutimi, Chicoutimi North and Rivière-du-Moulin.

GROUP V

A.53 Conglomeration of Sept-Îles: The territory of the municipalities of Moisie-Sept-Îles.

Division II

CONURBATIONS OF QUÉBEC AND MONTREAL

The conurbation of Québec is composed of the conglomerations of Québec, Ste-Foy and the territory of the Québec airport.

The conurbation of Montreal is composed of the conglomerations of Montreal, of West of the Island of Montreal, of East of the Island of Montreal and of the territory of the Montreal International Airport.

ANNEXE B

Formule I

REÇU

Date

J'ai reçu la somme de

\$ de M.

pour transport par taxi

à

chauffeur no

propriétaire no

ANNEXE C

Sont désignées, pour les fins du paragraphe *c* de l'article 6.56 et du sous-sous-paragraphe VI du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 6.50,

Les infractions aux articles

Nombre
de fois

6.3	2
6.7	2
6.10	2
6.13	3
6.14	3
6.20	3
6.21	3
6.22	3
6.25 paragraphe 1	2
6.25 paragraphe 4	2
6.26	2
6.27	2
6.28	2
6.29	2
6.31	3
6.35	3
6.36	3
6.37 alinéa <i>a</i>	2
6.37 alinéa <i>b</i>	3
6.37 alinéa <i>c</i>	3
6.37 alinéa <i>d</i>	3
6.38	2
6.47	2
6.53	2
6.54	2
6.58	2
6.79	2
6.80	2

SCHEDULE B

Form I

RECEIPT

Date

I have received the sum of

\$ from M.

for transport by taxicab

in

Chauffeur No

Owner No

SCHEDULE C

The following offences are designated for the purposes of paragraph *c* of section 6.56 and subparagraph *vi* of paragraph *a* of subsection 1 of section 6.50:

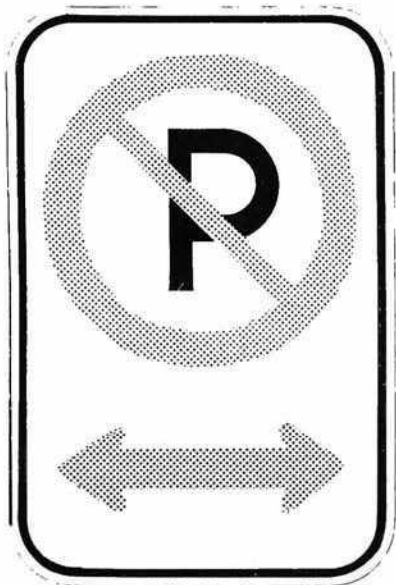
Offences under sections

Number
of times

6.3	2
6.7	2
6.10	2
6.13	3
6.14	3
6.20	3
6.21	3
6.22	3
6.25 subsection 1	2
6.25 subsection 4	2
6.26	2
6.27	2
6.28	2
6.29	2
6.31	3
6.35	3
6.36	3
6.37 paragraph <i>a</i>	2
6.37 paragraph <i>b</i>	3
6.37 paragraphe <i>c</i>	3
6.37 paragraph <i>d</i>	3
6.38	2
6.47	2
6.53	2
6.54	2
6.58	2
6.79	2
6.80	2

ANNEXE D

LA SIGNALISATION DES POSTES DE TAXIS



SCHEDULE D

TAXI STAND SIGNS

Description

La lettre P et les bordures sont de couleur noire.

La flèche, le cercle et la barre traversant la lettre P sont de couleur rouge.

Le fond est de couleur blanche.

Les dimensions et le matériel de fabrication du panneau doivent être les mêmes que ceux du panneau A-31 décrit dans: « Instruction générale sur la signalisation routière du Québec » (ministère de la voirie, 1966).

Description

The letter P and the sides shall be black.

The arrow, circle and stripe crossing the letter P shall be red.

The panel shall be white.

The dimensions and material of the panel shall be the same as those of panel A-31 described in "General Instructions for the Québec Road Signs Systems" (Department of Roads, 1966).

Description

La couleur des lettres et signes, les dimensions et le matériel du panneau doivent être les mêmes que ceux du panneau A-35 décrit dans: « Instruction générale sur la signalisation routière du Québec » (ministère de la voirie, 1966).

Indique le nombre de véhicules-taxis

Description

The colour of letters and signs, the dimensions and material of the panel shall be the same as those of panel A-35 described in "General Instructions for the Québec Road Signs System" (Department of Roads, 1966).



Indicates the number of taxicabs

ANNEXE E

FORMULE 1

Avis individuel au détenteur de permis de propriétaire en vertu du paragraphe *a* de l'article 6.91.

A:
Nom

.....
Adresse

Prenez avis par la présente que vous avez jusqu'au pour présenter une requête pour l'obtention d'un permis de propriétaire de véhicule-taxi devant la Commission des transports du Québec à:

.....
Adresse du siège social et du bureau

À défaut de présenter votre requête d'ici la date mentionnée plus haut, vous ne pourrez bénéficier des prescriptions du chapitre VII du Règlement 6 sur le transport par véhicule-taxi relativement à l'attribution prioritaire de certains permis de propriétaire.

Date
Commission des transports du Québec

FORMULE II

Avis dans la *Gazette officielle* et dans les journaux, conformément au paragraphe *b* de l'article 6.83.

Avis

Objet: TRANSPORT PAR VÉHICULE-TAXI

1. Le présent avis s'adresse à toute personne qui:
 - a) Détient en son nom et pour elle-même, en date du (insérer la date de l'entrée en vigueur des articles 6.81 à 6.94), un permis de propriétaire de véhicule-taxi délivré avant le 9 juillet 1972 en vertu d'un règlement municipal;
 - b) Détient, en date du (insérer la date de l'entrée en vigueur des articles 6.81 à 6.94), un permis visé au paragraphe *a* en vertu d'un transfert dûment autorisé, depuis le 9 juillet 1972, par l'autorité municipale compétente; ou
 - c) Est propriétaire d'un véhicule-taxi dont le numéro d'immatriculation pour l'année 1972 comprend le préfixe TV.

SCHEDULE E

FORM I

Personal notice to the holder of an owner's permit under paragraph *a* of section 6.91.

TO:
name

.....
address

The following is to advise you that you may, until, submit an application for the obtainment of a taxicab owner's permit to the Québec Transport Commission at:

.....
head office and office address

Failure to submit your application before the above-mentioned date shall preclude the benefit of the provisions of Chapter VII of Regulation 6 respecting transport by taxicab in respect of priority in the allocation of certain owners, permits.

date
(Québec Transport Commission)

FORM II

Notice in the *Official Gazette* and in newspapers, in accordance with paragraph *b* of section 6.83.

Notice

Subject: TRANSPORT BY TAXICAB

1. This notice is to every person who
 - (a) holds, in his own name and on his own behalf, on the date of (insert date of coming into force of sections 6.81 to 6.94), a taxicab owner's permit issued before 9 July 1972 under a municipal by-law;
 - (b) holds, on the date of (insert date of coming into force of sections 6.81 to 6.94), a permit contemplated in subparagraph *a* under a duly authorized transfer, since 9 July 1972, by the competent municipal authority; or
 - (c) who is the owner of a taxicab whose registration number for the year 1972 includes the prefix "TV".

2. Toute personne visée au paragraphe 1 doit présenter une requête pour l'obtention d'un permis de propriétaire de véhicule-taxi devant la Commission des transports du Québec à:

.....
(adresse du siège social et du bureau)

avant le

3. À défaut par toute telle personne à laquelle il est préféré ci-dessus de présenter sa requête d'ici la date mentionnée plus haut, elle ne pourra bénéficier des dispositions du chapitre VII du règlement 6 sur le transport par véhicule-taxi, relativement à l'*attribution prioritaire* de certains permis de propriétaire.

Date
Commission des transports du Québec

FORMULE III

Avis dans les journaux conformément au paragraphe d de l'article 6.83

Avis

Objet: TRANSPORT PAR VÉHICULE-TAXI

1. Le présent avis s'adresse à toute personne qui, par prête-nom:
 - a) Détient pour elle-même, en date du (date de l'entrée en vigueur des articles 6.81 à 6.94), un permis de propriétaire de véhicule-taxi délivré avant le 9 juillet 1972 en vertu d'un règlement municipal;
 - b) Détient, en date du (date de l'entrée en vigueur des articles 6.81 à 6.94), un permis visé au paragraphe a en vertu d'un transfert dûment autorisé, depuis le 9 juillet 1972, par l'autorité municipale compétente; ou
 - c) Est propriétaire d'un véhicule-taxi dont le numéro d'immatriculation pour l'année 1972 comprend le préfixe TV.
2. Toute personne visée au paragraphe 1 doit présenter une requête pour l'obtention d'un permis de propriétaire de véhicule-taxi devant la Commission des transports du Québec à:

.....
(adresse du siège social et du bureau)

avant le

2. Every person contemplated in paragraph 1 shall submit an application for the obtaining of a taxicab owner's permit to the Québec Transport Commission at:

.....
(head office and office address)

before

3. failure of every such person abovementioned to submit his application before the above prescribed date shall preclude such person from the benefit of the provisions of Chapter VII of Regulation 6 respecting transport by taxicab in respect of priority in the allocation of certain owners' permits.

date
(Québec Transport Commission)

FORM III

Notice in newspapers when a permit is held by a prête-nom.

Notice

Subject: TRANSPORT BY TAXICAB

1. This notice is to every person who, by prête-nom:
 - (a) holds on his own behalf, on the date of (date of coming into force of sections 6.81 to 6.94), a taxicab owner's permit issued before 9 July 1972 under a municipal by-law;
 - (b) holds, on the date of (date of coming into force of sections 6.81 to 6.94), a permit contemplated in subparagraph a under a duly authorized transfer, since 9 July 1972, by the competent municipal authority; or
 - (c) is the owner of a taxicab whose registration number for the year 1972 includes the prefix "TV".
2. Every person contemplated in paragraph 1 shall submit an application for the obtaining of a taxicab owner's permit to the Québec Transport Commission at:

.....
(Head office and office address)

before

3. À défaut par toute telle personne à laquelle il est référé ci-dessus de présenter sa requête d'ici la date mentionnée plus haut, elle ne pourra bénéficier des dispositions du chapitre VII du règlement 6 sur le transport par véhicule-taxi relativement à l'attribution prioritaire de certains permis de propriétaire.

Date

Commission des transports du Québec

231-o

3. Failure of every such person abovementioned to submit his application before the above prescribed date shall preclude such person from the benefit of the provisions of Chapter VII of Regulation 6 respecting transport by taxicab in respect of priority in the allocation of certain owners' permits.

Date

(Québec Transport Commission)

231-o

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-cinquième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante-treize de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-deuxième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
ANDRÉ DESJARDINS.

Libro: 501

Folio: 156

233-o

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-fifth day of September in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-three and in the twenty-second year of Our Reign.

By command,

ANDRÉ DESJARDINS,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 501

Folio: 156

233-o

Projet de règlement

Regulation draft

Avis

Avis est par les présentes donné que les modifications, dont vous trouverez le texte ci-dessous, aux règlements de la Corporation des maîtres électriciens du Québec dont le siège social est dans la ville de Montréal seront soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil, à l'expiration de 30 jours suivant la date de la publication du présent avis, le tout conformément aux dispositions de l'article 13 de la Loi des maîtres électriciens (S.R.Q., 1964, ch. 153).

*Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.*

Extrait du procès-verbal de la 73e assemblée des membres du conseil provincial d'administration de la Corporation des maîtres électriciens du Québec tenue le 21 mars 1973 à Montréal.

Proposé par M. Henry Audet
Appuyé par M. Mathieu Fortin

1. D'ajouter après l'article 35 l'article suivant:

Article 35A

« Sous réserve de l'article 35, le Comité s'en rapporte aux règles prévues dans la Loi électorale (S.R.Q., 1964, ch. 7 et am.) pour déterminer la validité d'un bulletin de vote ».

2. Modifier l'article 55 des règlements de la façon suivante:

- a) en ajoutant dans la première phrase, après le mot « 5 membres » les mots « et d'un substitut »;
- b) en ajoutant entre la première et la deuxième phrase du même article la phrase suivante: « En cas d'incapacité d'agir, d'absence ou de démission d'un membre du Comité le substitut le remplace dans ses fonctions jusqu'à ce que le Conseil ait pu lui nommer un successeur »;
- c) en ajoutant dans la troisième phrase du même article, après les mots « ne peuvent être membres » les mots « ou substitut ». — Adopté à l'unanimité.

Copie certifiée conforme
Montréal, le 28 août, 1973.

*Le directeur général,
JEAN LEBON, ING. C.R.I.*

Notice

Notice is hereby given that the amendments which appear hereunder to the Regulation of the Corporation of Master Electricians of Québec, whose corporate seat is in the City of Montreal, will be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council upon the expiry of 30 days following upon the date of publication of this notice, the whole in accordance with the provisions of section 13 of the Master Electricians Act (R.S.Q., 1964, ch. 153).

*RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.*

Extract of the Minutes of the 73rd meeting of the members of the provincial council of administration of the Corporation of Master Electricians of Québec held on 21 March 1973, in Montreal.

Proposed by: Mr. Henry Audet
Seconded by: Mr. Mathieu Fortin

1. Add the following section after section 35.

Section 35A

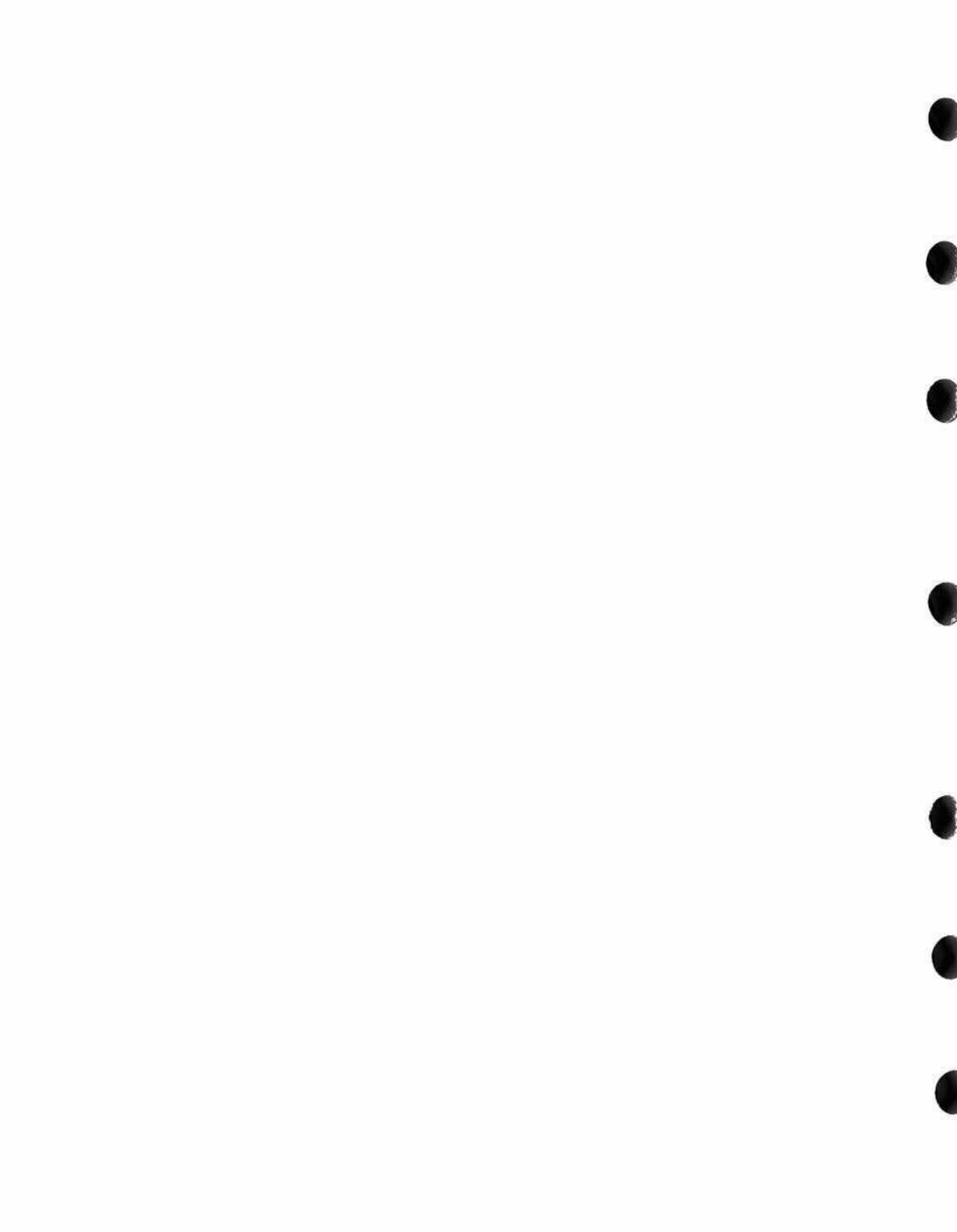
“Subject to section 35, the Committee shall refer to the rules prescribed in the Election Act (R.S.Q., 1964, ch. 7 and am.) to determine the validity of a ballot-paper”.

2. Amend section 55 of the Regulation in the following manner:

- (a) by adding in the first sentence, after the words “5 members” the words “and a substitute”;
- (b) by adding between the first and second sentences of the same section the following sentence: “Should a member of the Committee be unable to act, be absent or resign, the substitute shall replace him in his functions until the Council has been able to name a successor”;
- (c) by adding in the third sentence of the same section, after the words “may not be members” the words “or a substitute”. — Adopted unanimously.

Certified true copy
Montreal, August 28, 1973.

*JEAN LEBON, ENG., I.R.C.,
General Manager.*



Proclamations

Canada
Province de
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres Royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi de l'expropriation (projet de loi 88) a été sanctionnée le 6 juillet 1973;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 152, le ministre de la justice est chargé de l'application du titre premier de ladite loi;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 153, ladite loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des articles exclus par cette proclamation, lesquels entreront en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 3177-73, du 30 août 1973, ladite loi entrera en vigueur le 26 septembre 1973 à l'exception des titres 2 (articles 34 à 67) et 3 (articles 68 à 87) et des articles 88, 92, 98, 99, 103, 104, 110 à 112, 114 à 117, 121, 136, 137, 139 à 145 et 147;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer également au 26 septembre 1973 l'entrée en vigueur des articles 137 et 147 de ladite loi;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un décret portant le numéro 3517-73, du 25 septembre 1973, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre de la justice:

QUE l'entrée en vigueur des articles 137 et 147 de la Loi de l'expropriation (projet de loi 88 sanctionné le 6 juillet 1973), soit fixée au 26 septembre 1973.

Proclamations

Canada
Province of
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Expropriation Act (Bill 88) was assented to on July 6, 1973;

WHEREAS, under section 152, the Minister of Justice is entrusted with the application of Title I of said Act;

WHEREAS, pursuant to section 153, said act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, with the exception of the sections excluded by such proclamation, which shall come into force on any later date that may be fixed by proclamation, which shall come into force on any later date that may be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS, pursuant to Order in Council number 3177-73, dated August 30, 1973, said Act shall come into force on September 26, 1973, with the exception of Title II (sections 34 to 67) and Title III (sections 68 to 87) and of sections 88, 92, 98, 99, 103, 104, 110 to 112, 114 to 117, 121, 136, 137, 139 to 145 and 147;

WHEREAS it is expedient also to fix September 26, 1973 as the date of coming into force of sections 137 and 147 of said Act;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 3517-73, dated September 25, 1973, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT the coming into force of sections 137 and 147 of the Expropriation Act (Bill 88 assented to on July 6, 1973), be fixed for September 26, 1973.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-cinquième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante-treize de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-deuxième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
ANDRÉ DESJARDINS.

Libro: 501

Folio: 156

233-o

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-fifth day of September in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-three and in the twenty-second year of Our Reign.

By command,

ANDRÉ DESJARDINS,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 501

Folio: 156

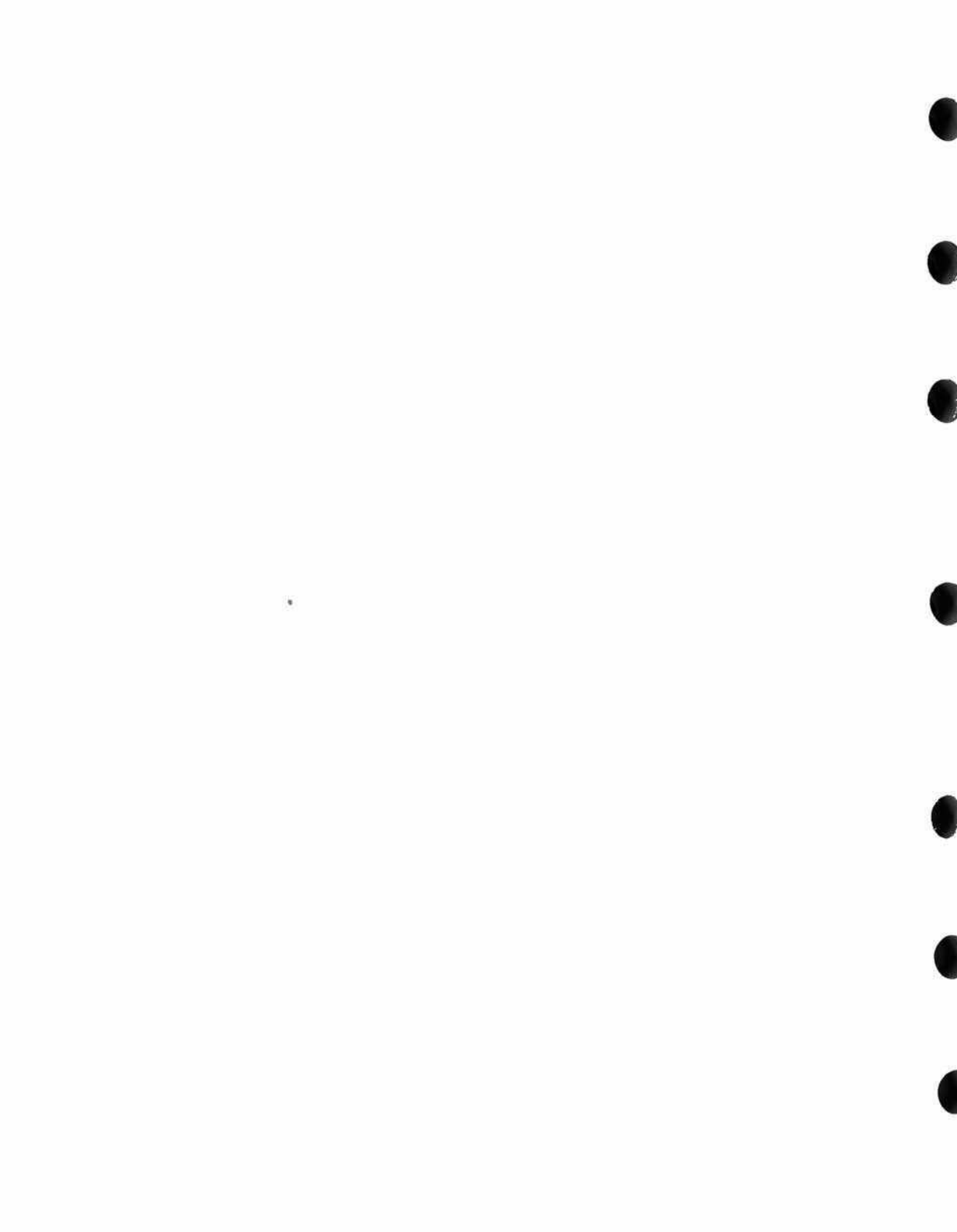
233-o

Erratum

Québec Official Gazette, Part II, Volume 105, Number 27, September 26, 1973, Order L-36 (natural milk price in the central region).

Section 3, last line, for: "\$1.146 to \$1.66 per gallon in a container of one or more gallons" please read "\$1.46 to \$1.66 per gallon in a container of one or more gallons".

230



Errata

Gazette officielle du Québec, Partie II, volume 105,
No 27 du 26 septembre 1973.

A.C. 3565-73, 25 septembre 1973.
Câblodistribution

Page 5479

Troisième ligne: Au mot « MINISTÈRES », biffer le dernier S.

Page 5481

Article 2, après (S.R.Q., 1964, ch. 229) ajouter: « et dans la Loi du ministère des Communications L.Q., 1969, ch. 65 ».

Page 5483

Article 12, premier paragraphe, la première ligne devrait se lire: « Les grilles types visées par l'article 11 doivent être . . . ».

Page 5484

Article 14, deuxième ligne, ajouter un « r » au mot d'offrir pour lire: d'offrir.

Article 17, fin du dernier paragraphe, biffer le mot « taire ».

Page 5486

Article 23, deuxième paragraphe. Biffer complètement la première ligne et la remplacer par: « La personne qui demande le service ne peut être tenue . . . ».

Page 5489

Après l'article 36, biffer: « Le 13 juin 1973 ».

Errata

Québec Official Gazette, Part II, Volume 105, No. 27,
26 September 1973.

O.C. 3565-73, 25 September 1973.
Cablodistribution

Page 5481

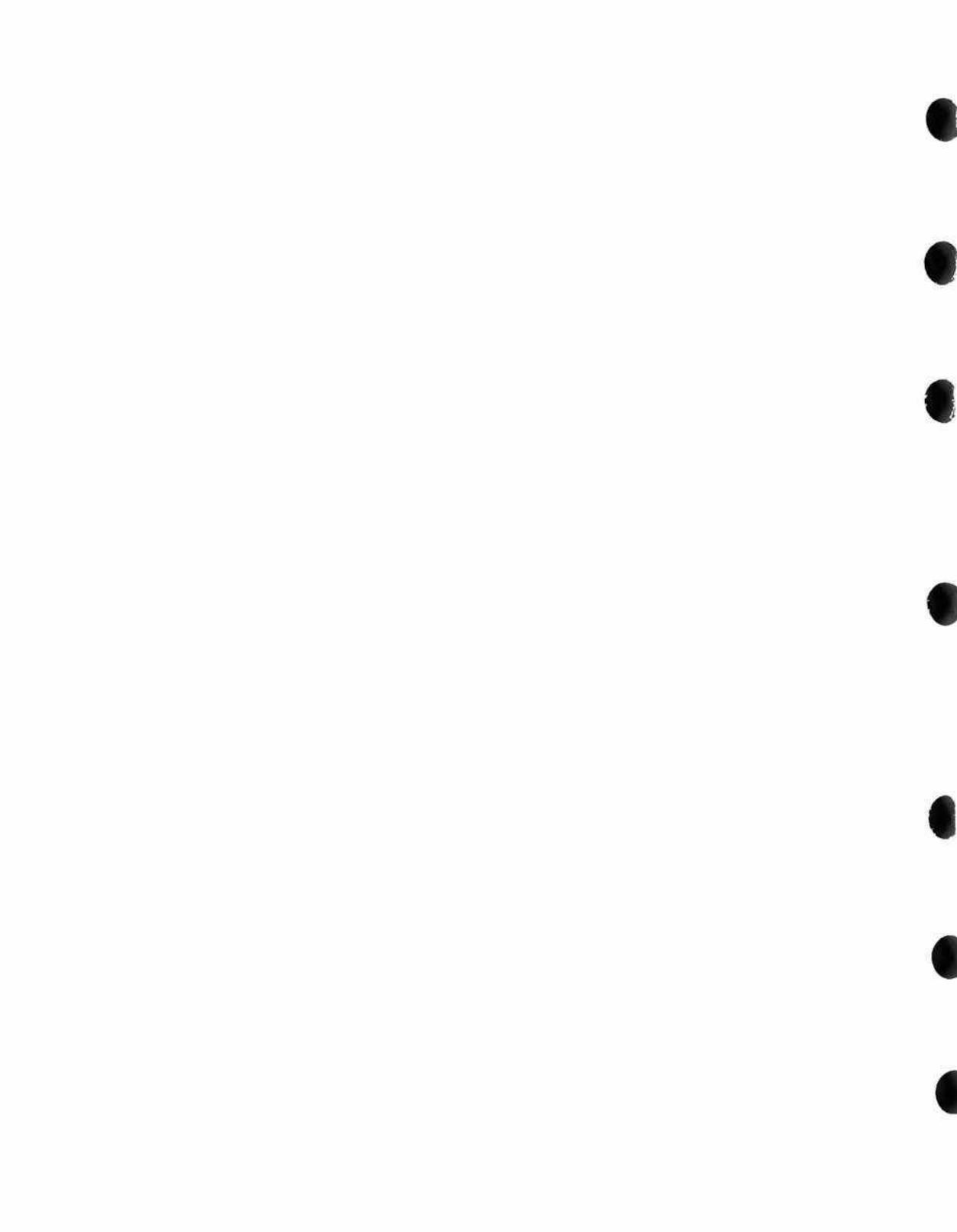
Division II, Section 4, paragraphe 3, second line, read:
"shall be deemed to be a cabledistribution public service."

Page 5485

Section 19, the english version is corrected to read:
19. FILMS: The production shall not include, between
6. a.m. and 10:30 p.m., whose showing to persons under
18 is prohibited by the Cinema Supervisory Board.

Page 5489

After section 36, delete: "13 June 1973".



INDEX	Textes réglementaires (Rèlements)	Abbréviations: A — Abrogé Abbreviations: Abrogated			N — Nouveau New M — Modifié Modified
	Statutory Instruments (Regulations)				
	Rèlements — Regulations Lois — Statutes	No	Date	Page	Commentaires Comments
Aide juridique, loi de l' . . . — Tarifs d'honoraires (Loi de l'aide juridique, L.Q. 1972, ch. 14)		Règ. 73-505	28-09-73	5573	
Blé d'automne (Loi de l'assurance-récolte, L.Q. 1966-67, ch. 44)		Règ. 73-488	25-09-73	5513	Décision
Bulk trucking — Regulation 12 (Transport Act, S.Q. 1972, ch. 55)		Reg. 73-507	28-09-73	5577	M
Bulk trucking — Regulation 12B (Transport Act, S.Q. 1972, ch. 55)		Reg. 73-492	25-09-73	5521	
Bulk trucking — Regulation 12C (Transport Act, S.Q. 1972, ch. 55)		Reg. 73-505	28-09-73	5573	M
Bulk trucking — Regulation 12D (Transport Act, S.Q. 1972, ch. 55)		Reg. 73-509	28-09-73	5581	M
Cabledistribution — Regulation (Communications Department Act, S.Q. 1969, ch. 65)		Reg. 73-498	25-09-73	5629	Erratum
Câblodistribution — Règlement (Loi du ministère des Communications, L.Q. 1969, ch. 65)		Règ. 73-498	25-09-73	5629	Erratum
Camionnage en vrac — Règlement 12 (Loi des transports, L.Q. 1972, ch. 55)		Règ. 73-507	28-09-73	5577	M
Camionnage en vrac — Règlement 12B (Loi des transports, L.Q. 1972, ch. 55)		Règ. 73-492	25-09-73	5521	
Camionnage en vrac — Règlement 12C (Loi des transports, L.Q. 1972, ch. 55)		Règ. 73-503	28-09-73	5565	M
Camionnage en vrac — Règlement 12D (Loi des transports, L.Q. 1972, ch. 55)		Règ. 73-509	28-09-73	5581	M
Commission de contrôle des permis d'alcool du Québec — Sections Montréal et Québec (Loi de la commission de contrôle des permis d'alcool, L.Q. 1971, ch. 19)		Règ. 73-500	26-09-73	5561	M
Commission des Transports du Québec — Règles de prati- que et de régie interne (Loi des transports, L.Q. 1972, ch. 35)		Règ. 73-489	25-09-73	5515	M
Consumer-egg Producers' Joint Plan — Sale directly to consumers (Agricultural Marketing Act, R.S.Q. 1964, ch. 120)		Règ. 73-499	26-09-73	5559	

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Corporation des maîtres électriciens du Québec (S.R.Q. 1964, ch. 155)			5623	Projet
Corporation of masters electricians of Québec (R.S.Q. 1964, ch. 153)			5623	Draft
Driving permits — Regulation 4 (Highway Code, R.S.Q. 1964, ch. 231)	Reg. 73-490	25-09-73	5517	
Driving permits — Regulation 4F (Highway Code, R.S.Q. 1964, ch. 231)	Reg. 73-491	25-09-73	5519	M
Expropriation, loi de l' . . . (L.Q. 1973, ch. . . .) — entrée en vigueur de certains articles de la loi			5625	Proclamation
Expropriation Act . . . (S.Q. 1973, ch. . . .) — coming into force of certain sections of the Act			5625	Proclamation
Extra-provincial carriers — Regulation 10B (Transport Act, S.Q. 1972, ch. 55)	Reg. 73-508	28-09-73	5579	
Fédération des producteurs de lait du Québec — paiement du lait (Règlement) (Loi des produits laitiers et de leurs succédanés (L.Q. 1969, ch. 45)	Règ. 73-494	25-09-73	5525	
Fédération des producteurs de lait du Québec — payment for milk — Regulation (Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act, S.Q. 1969, ch. 45)	Reg. 73-494	25-09-73	5525	
Fonderie — Sécurité et hygiène (Loi des établissements industriels et commerciaux, R.S.Q. 1964, ch. 150)	Règ. 73-495	19-09-73	5533	
Foundry — Safety and Health (Industrial and Commercial Establishments Act, R.S.Q. 1964, ch. 150)	Reg. 73-495	25-09-73	5533	
Health Services and Social Services Act — General Reg- ulation (Act respecting Health Services and Social Services, S.Q. 1971, ch. 48)	Reg. 73-504	28-09-73	5567	
Jalonnement, Saguenay, cantons St-Cantin, Hauteville, Malapart et Bergeron — Soustraction (Loi des mines, L.Q. 1965, ch. 34)	Règ. 73-506	28-09-73	5575	
Lait nature, région centrale (Ord. L-36) (Prix) (Loi des produits laitiers et de leurs succédanés, L.Q. 1969, ch. 45)	Règ. 73-485	25-09-73	5627	Erratum

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	No	Enregistrement Registration	Date	Page	Commentaires Comments
Lait et crème — paiement au fournisseur (Loi des produits laitiers et de leurs succédanés, L.Q. 1969, ch. 45)	Règ. 73-493		25-09-73	5523	
Legal Aid Act — Tariff of fees (Legal Aid Act, S.Q. 1972, ch. 14)	Reg. 73-505		28-09-73	5573	
Milk and cream — payment to producer-supplier (Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act, L.Q. 1969, ch. 45)	Reg. 73-493		25-09-73	5523	
Milk, natural, central region (Ord. L-36) (Price) (Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act, S.Q. 1969, ch. 45)	Reg. 73-485		25-09-73	5627	Erratum
Motoneige — Règlement 7 (Code de la route, S.R.Q. 1964, ch. 231)	Règ. 73-502		28-09-73	5563	M
Permis de conduire — Règlement 4 (Code la route, S.R.Q. 1964, ch. 231)	Règ. 73-490		25-09-73	5517	
Permis de conduire — Règlement 4F (Code la route, S.R.Q. 1964, ch. 231)	Règ. 73-491		25-09-73	5519	M
Producteurs d'oeufs de consommation — Vente directement aux consommateurs (Loi des marchés agricoles, S.R.Q. 1964, ch. 120)	Règ. 73-499		26-09-73	5559	
Québec Liquor Control Commission — Divisions Montreal and Québec (Liquor Permit Control Commission Act, S.Q. 1971, ch. 19)	Reg. 73-500		26-09-73	5561	M
Québec Transport Commission — Rules of practice and for internal management (Transport Act, S.Q. 1972, ch. 55)	Reg. 73-489		25-09-73	5515	M
Services de santé et services sociaux, Loi sur les — règlement général (Loi sur les services de santé et les services sociaux, L.Q. 1971, ch. 48)	Règ. 73-504		28-09-73	5567	
Snowmobiles — Regulation 7 (Highway Code, R.S.Q. 1964, ch. 231)	Reg. 73-502		28-09-73	5563	M
Staking, Saguenay, townships St-Cantin, Hauteville, Mala- part and Bergeron — Withdrawal (Mining Act, S.Q. 1965, ch. 34)	Reg. 73-506		28-09-73	5575	
Taxicab — Transport by — regulation 6 (Transport Act, S.Q. 1972, ch. 55)	Reg. 73-501		28-09-73	5583	

INDEX — Fin / Concluded

Rèlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Taxi — Transport par véhicule — Règlement 6 (Loi des transports, L.Q. 1972, ch. 55)	Règ. 73-501	28-09-73	5583	
Transporteurs étrangers — règlement 10B (Loi des transports, L.Q. 1972, ch. 55)	Règ. 73-508	28-09-73	5579	
Winter Wheat (Crop Insurance Act, S.Q. 1966-67, ch. 44)	Reg. 73-488	25-09-73	5513	Decision

TABLE DES MATIÈRES TABLE OF CONTENTS

TEXTES RÉGLEMENTAIRES (Règlements) STATUTORY INSTRUMENTS (Regulations)

No d'enregistrement	A.C.	Recommandé ou établi par	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
Registration No.	O.C.	Recommended or made by	Name of statutory instrument or other document	
Règ. 73-488		R.M.A.Q.	Blé d'automne / <i>Winter Wheat</i> (Décision)	5513
Règ. 73-489	3360-73	Transports	Commission des Transports du Québec / <i>Québec Transport Commission</i> (Règles de pratique et de régie interne / <i>Rules of practice and for internal management</i> (Mod. / <i>Amend.</i>)	5515
Règ. 73-490	3361-73	Transports	Permis de conduire / <i>Driving permits</i> (Règlement 4 / <i>Regulation 4</i>)	5517
Règ. 73-491	3362-73	Transports	Permis de conduire / <i>Driving permits</i> (Règlement 4F / <i>Regulation 4F</i> (Mod. / <i>Amend.</i>)	5519
Règ. 73-492	3363-73	Transports	Camionnage en vrac / <i>Bulk trucking</i> (Règlement 12B / <i>Regulation 12B</i>)	5521
Règ. 73-493	3405-73	Agriculture	Lait et crème (Païement au fournisseur) / <i>Milk and cream (Payment to producer-supplier)</i>	5523
Règ. 73-494	3406-73	Agriculture	Fédération des producteurs de lait du Québec (Païement du lait / <i>Payment for milk</i>) (Règlement / <i>Regulation</i>)	5525
Règ. 73-495	3454-73	Travail et main- d'oeuvre	Fonderie / <i>Foundry</i> (Sécurité et hygiène / <i>Safety and Health</i>)	5533
Règ. 73-499		R.M.A.Q.	Producteurs d'oeufs de consommation / <i>Consumer-egg Producers' Joint Plan</i> (Vente directement aux consommateurs / <i>Sale directly to consumers</i>)	5559
Règ. 73-500		Justice	Commission de contrôle des permis d'alcool du Québec / <i>Québec Liquor Control Commission</i> (Sections / <i>Divisions</i> Montréal et / <i>and Québec</i> (Mod. / <i>Amend.</i>)	5561
Règ. 73-501	3495-73	Transports	Transport par véhicule-taxi / <i>Transport by taxicab</i> (Règlement 6 / <i>Regulation 6</i>)	5583
Règ. 73-502	3496-73	Transports	Mononeige / <i>Snowmobiles</i> (Règlement 7 / <i>Regulation 7</i> (Mod. / <i>Amend.</i>)	5563
Règ. 73-503	3497-73	Transports	Camionnage en vrac / <i>Bulk trucking</i> (Règlement 12C / <i>Regulation 12C</i>) (Mod. / <i>Amend.</i>)	5565
Règ. 73-504	3507-73	Affaires sociales	Services de santé et services sociaux, loi sur . . . / <i>Health Services and Social Services Act</i> (Règlement général / <i>General Regulation</i>)	5567

TABLE DES MATIÈRES — Fin / TABLE OF CONTENTS — Concluded.

No d'enregistrement	A.C.	Recommandé ou établi par	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
Registration No.	O.C.	Recommended or made by	Name of statutory instrument or other document	
Règ. 73-505	3518-73	Justice	Aide juridique, loi de l'... / <i>Legal Aid Act</i> (Tarif d'honoraires / <i>Tariff of fees</i>).....	5573
Règ. 73-506	3549-73	Richesses naturelles	Jalonnement / <i>Staking</i> Saguenay, cantons / <i>townships</i> St-Cantin, Hauteville, Malapart et / <i>and</i> Bergeron (Soustraction / <i>Withdrawal</i>).....	5575
Règ. 73-507	3594-73	Premier ministre	Camionnage en vrac / <i>Bulk trucking</i> (Règlement 12 / <i>Regulation 12</i>) (Mod. / <i>Amend.</i>).....	5577
Règ. 73-508	3595-73	Transports	Transporteurs étrangers / <i>Extra-provincial carriers</i> (Règlement 10B / <i>Regulation 10B</i>).....	5579
Règ. 73-509	3596-73	Transports	Camionnage en vrac / <i>Bulk trucking</i> (Règlement 12D / <i>Regulation 12D</i>) (Mod. / <i>Amend.</i>).....	5581
PROJET DE RÈGLEMENT			DRAFT REGULATION	
Corporation des maîtres électriciens du Québec ..			Corporation of Master Electricians of Québec	5623
PROCLAMATION			PROCLAMATION	
Expropriation, loi de l'... (L.Q. 1973, ch...) — entrée en vigueur de certains articles de la loi...			Expropriation Act... (S.Q. 1973, ch...) — coming into force of certain sections of the Act	5625
ERRATA				
Règ. 73-485		R.M.A.Q.	Prix du lait nature, région centrale / <i>Price of natural milk, central region</i> (Ord. L-36) (Erratum)	5627
Règ. 73-498	3565-73	Communications	Câblodistribution / <i>Cabledistribution</i> (Règlement / <i>Regulation</i>) (Erratum)	5629